UNIVERSITE LUMIERE
LYON II

D.E.A
SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
OPTION : LANGAGES ET SYMBOLIQUES DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

MEMOIRE DE D.E.A

FRANCK VEYRON

LE COMPTE-RENDU, PAR *LE FIGARO* ET *L'HUMANITE*, DE LA FAILLITE DE LA BANQUE BARINGS.

ELEMENTS DE REFLEXION SUR LES MODALITES DE CONSTRUCTION ET D'ECRITURE DE L'INFORMATION ECONOMIQUE DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE.

DIRECTEUR DE MEMOIRE :
JEAN-FRANÇOIS TETU (LYON II)

SEPTEMBRE 1995

UNIVERSITE LUMIERE
LYON II

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES SCIENCES
DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHEQUES

UNIVERSITE JEAN MOULIN
LYON III

UNIVERSITE LUMIERE
LYON II

D.E.A
SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
OPTION : LANGAGES ET SYMBOLIQUES DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

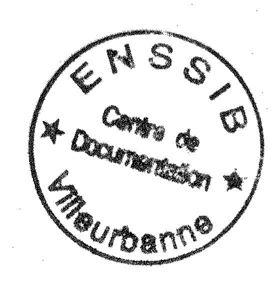
MEMOIRE DE D.E.A

FRANCK VEYRON

LE COMPTE-RENDU, PAR *LE FIGARO* ET *L'HUMANITE*, DE LA FAILLITE DE LA BANQUE BARINGS.

ELEMENTS DE REFLEXION SUR LES MODALITES DE CONSTRUCTION ET D'ECRITURE DE L'INFORMATION ECONOMIQUE DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE.

DIRECTEUR DE MEMOIRE :
JEAN-FRANÇOIS TETU (LYON II)



SEPTEMBRE 1995

UNIVERSITE LUMIERE LYON II | ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHEQUES | UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III

LE COMPTE-RENDU, PAR *LE FIGARO* ET *L'HUMANITE*, DE LA FAILLITE DE LA BANQUE BARINGS.
ELEMENTS DE REFLEXION SUR LES MODALITES DE CONSTRUCTION ET D'ECRITURE DE L'INFORMATION ECONOMIQUE DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE.

FRANCK VEYRON

Sous la direction de Jean-François TETU
LYON II - LYON III - ENSSIB

RESUME :
Etude du compte-rendu, dans deux quotidiens nationaux français --- *Le Figaro* et *L'Humanité* --- de la faillite de la banque Barings (Février 1995) : mise en évidence de deux stratégies différentes de construction journalistique du même événement. A partir de l'étude de ces deux discours singuliers, évocation de possibles pistes de réflexion pour une caractérisation plus large des modalités singulières d'écriture de l'information économique dans la presse quotidienne.

DESCRIPTEURS :
Discours de presse , Analyse de discours , Information économique, L'Humanité , Le Figaro, Barings.

ABSTRACT :
The report of the Barings Bank's bankruptcy (February 1995) in two French national newspapers --- *L'Humanité* and *Le Figaro* --- : two different journalistic strategies for "building" the same event. Based on these studies, a short presentaion of some potential tracks for a general comprehension of the way economic information is written in french diary papers.

KEYWORDS :
Press discourse , Discourse analysis , Economic information , L'Humanité, Le Figaro, Barings Bank.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

"L'AFFAIRE BARINGS"

Le dimanche 26 Février 1995 en début de soirée, est annoncé à Londres le placement sous administration judiciaire de la banque anglaise Barings Brothers, à la suite d'énormes pertes de plus de 4 milliards de francs (il ne s'agit là que de la première estimation communiquée : les chiffres seront ensuite revus à la hausse), dues principalement, à en croire les premières informations, à des investissements "hasardeux" effectués par la filiale asiatique de Barings sur le marché financier des "produits dérivés".

Si le lundi la nouvelle ne provoque guère de remous dans la presse française (en raison sans doute de l'horaire tardif de l'annonce officielle), elle occupe par contre le mardi 28 Février la Une des quatre grands quotidiens nationaux que sont *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro* et *L'Humanité*[1]. L'accent est alors mis sur le caractère spectaculaire de cette énorme banqueroute (qui frappe, de surcroît, une banque ancienne

---

1: Nous ne nous sommes pas intéressés à *Infomatin*, *Aujourd'hui* ou à *La Croix*, pour des raisons principalement de temps et de moyens (il n'est pas facile, à Lyon, de se procurer des éditions anciennes de ces trois quotidiens). Il ne s'agit donc en aucun cas d'un choix "volontaire", fondé par exemple sur une quelconque prise de position quant à la qualité des discours de ces trois quotidiens. Nous expliquerons plus loin les raisons de notre décision ultérieure de ne nous pencher que sur les "comptes-rendus" du *Figaro* et de *L'Humanité*.

et "vénérable", comptant même parmi ses clients, précise *L'Humanité*, "*Sa Gracieuse Majesté la Reine d'Angleterre*"), ainsi que sur ses diverses conséquences sur l'ensemble des marchés financiers. Chaque quotidien évoque cependant aussi, de manière plus ou moins privilégiée, le rôle particulier joué par le jeune responsable du "bureau des produits dérivés" de la filiale singapourienne de Barings, Nick LEESON (ce dernier étant en fuite depuis le 23 Février).

Selon un mode relevant de l'information économique --- mâtiné cependant peut-être d'une "dose" de traitement sous l'angle "fait divers", lorsque les discours se focalisent sur les "responsabilités" de LEESON ---, la relation de cette faillite va se poursuivre pendant une dizaine de jours consécutifs. L'ensemble des articles, dans les différents quotidiens, abordent ainsi tour à tour, ou parfois simultanément, les questions des causes de cet "événement" (causes "structurelles", liées à l'organisation générale des marchés financiers, ou malversation(s) ?), ou de ses conséquences, envisagées autant d'un point de vue technique (répercussions, par exemple, sur les marchés monétaires) que plus général (se trouve ainsi parfois posée la question des éventuels moyens de contrôle des marchés financiers).

Au jour d'aujourd'hui, si la faillite de Barings ne relève certes plus d'une quelconque "actualité", force nous est toutefois de constater que ce dossier est encore loin d'être clos : des questions, par exemple, sont toujours en suspens autour des responsabilités véritables de Nick LEESON, en dépit même de la publication récente du rapport officiel d'enquête de la Banque d'Angleterre ; sur un plan différent, la polémique autour du régime d'organisation des marchés financiers (faut-il ou non introduire des éléments régulateurs ?) n'est, elle non plus, toujours pas close[2]. Dès ce premier paragraphe d'introduction, il nous faut donc préciser que, si nous avons, pour établir cette brève présentation, croisé l'ensemble des informations contenues dans les différents

---

[2] : Voir par exemple, sur ces deux points, dans *Le Monde* daté du 14 juillet 1995, l'article titré "*Londres tire avec flegme les conséquences de la faillite de la Barings*".

articles des quotidiens que nous avons consulté[3], nous n'aurons jamais --- à aucun moment de notre travail ---- prétention à livrer une quelconque "vérité" sur la réalité de "l'affaire Barings". Notre propos consiste seulement à essayer d'en savoir plus sur les discours d'information consacrés à cet événement : **notre matériel de base ne sera jamais le réel, mais toujours des textes "rendant compte" de ce réel.**

PRECISIONS PRELIMINAIRES SUR NOTRE PROJET GENERAL

Pendant l'ensemble de cette année de D.E.A, nous avons d'abord envisagé l'analyse de discours de presse comme un travail de réflexion sur "les processus médiatiques de construction et d'imposition de représentations du monde". Après d'autres auteurs, nous avons ainsi choisi de **considérer les divers médias informatifs --- et la presse écrite en particulier --- comme "*le lieu où les sociétés industrielles produisent notre réel*"**[4]. Comme principe méthodologique de base, nous reprendrons donc à notre compte une indication de Maurice MOUILLAUD, invitant à réfléchir sur la rhétorique propre du journalisme écrit, "*non pas dans sa seule dimension restreinte de recherches de figures, mais comme un ensemble de procédures d'institution du réel, qui ne dispose pas le discours seulement au niveau des propositions mais aussi des objets, qui commande leur choix, leurs qualités, leur distribution dans le temps et l'espace, et la façon dont ils s'articulent entre eux, et qui informe*"[5].

3 : Nous avons ainsi pu établir une "chronologie" sommaire de "l'affaire Barings", qui figure en annexe en fin de volume.

4 : C'est nous qui soulignons. Cette citation est tirée de l'ouvrage de Eliseo VERON *Construire l'événement* (p. 8).
Les références complètes de tous les titres indiqués se trouvent dans la bibliographie finale.

5 : MOUILLAUD, (Maurice), *Rhétoriques et stratégies*, in *Stratégies de la presse et du droit*, 1979, p. 183.

En fonction de ces principes fondateurs, ce n'est pas par hasard que nous avons décidé de nous intéresser à un exemple d'information sur "l'actualité" économique. Si en effet l'information économique[6] semble avoir bénéficié, depuis une vingtaine d'années, d'un certain dynamisme[7] (d'où, donc, un premier intérêt de notre réflexion, centrée sur un domaine de plus en plus important, mais, comme nous le verrons, encore peu étudié), il nous a semblé surtout que s'y exprimait, plus singulièrement qu'ailleurs, un certain nombre de "visions du monde", dont il nous a plu de comprendre les mécanismes de mise en place et de "certification"[8].Parallèlement, pour des raisons simultanément triviales (nécessités matérielles et temporelles liées à l'organisation d'une année de D.E.A) et "raisonnées" (en dépit de la concurrence accrue des médias audiovisuels, nous restons persuadés, avec Yves DE LA HAYE, que la presse constitue toujours "*un éléments structurant du champ informatif, et demeure le creuset du modèle de communication sociale valant peu ou prou pour l'ensemble des médias*"[9]), nous souhaitions travailler

---

6 : Lorsque nous parlons d'information économique, nous entendons cette expression dans son sens le plus large, non spécialisé : c'est à l'information économique (ou même "économique et sociale") "de rubrique", celle que l'on trouve dans la presse généraliste, que nous nous sommes le plus particulièrement intéressés.

7 : Qu'une attention un peu soutenue aux différents médias laisse facilement deviner. On peut penser ici, pour illustration dans le cas de la presse quotidienne, à l'apparition, dans les années 80, des "pages saumon" du *Figaro*, à l'existence (de 1987 à 1989, la rubrique étant alors incluse dans la section générale "Economie", en raison de l'évolution de l'organisation du quotidien) d'un cahier "*Le Monde - Affaires*", ou encore, à "*l'évident recentrage du contenu rédactionnel et de l'image*" de *Libération* dans les années 80, avec un accroissement, pendant cette période, des pages "Economie" et "Bourse" (voir GUERIN, (Serge), *La presse économique et financière*, 1991, p. 43).

8 : Il faut concéder que nous étions particulièrement séduits, au départ, par un certain nombre d'approches "sceptiques", "iconoclastes" ou "critiques", que nous pouvons illustrer ici --- de manière tout à fait arbitraire mais éclairante --- par quelques phrases tirées d'une récente chronique de Jean-Claude GUILLEBAUD dans *Le Nouvel Observateur* (GUILLEBAUD, (Jean-Claude), *Langues de bois...*, in *Le Nouvel Observateur*, 3-9 août 1995). "*En auditeurs ou lecteurs conséquents, nous devrions demeurer infatigablement en éveil pour décoder, décrypter, démasquer,* (c'est nous qui soulignons) *ce qui, en douceur, nous abuse. Nous interroger sur la signification exactes d'expressions toutes faites comme "communauté internationale" (...). Nous demander pourquoi certaines réalités ont changé de nom, le capitalisme devenant économie de marché. Pourquoi encore, de glissements sémantiques en glissements sémantiques, des hypothèses aléatoires nous sont quotidiennement suggérées qui, hier encore, eussent fait sursauter un citoyen moyennement vigilant*", écrit par exemple GUILLEBAUD. Voilà, typiquement, le genre d'interrogations qui nous ont, dans un tout premier temps, et de manière encore très superficielle, guidés dans la définition de notre projet.

9 : DE LA HAYE, (Yves), *Journalisme, mode d'emploi*, 1983, p. 29-30.

sur les seuls discours de l'information écrite[10]. Enfin, il nous paraissait intéressant (voire méthodologiquement indispensable) de travailler sur un ensemble d'articles consacrés à un même événement-référent, si possible (pour des raisons de démonstration) parfaitement circonscrit dans le temps.

En conséquence de ces différents points, le choix d'un travail sur le traitement de "l'affaire Barings" nous est donc finalement devenu comme "évident " --- d'autant plus facilement ensuite que, très vite, il nous est apparu aussi que cet "événement" avait laissé, dans la presse, une large place pour des "interprétations" de natures diverses (sur les conséquences de la faillite, par exemple), dont les différences ne pouvaient pas manquer de nous intéresser. Comment comprendre, en effet, le travail mené par chaque organe pour parvenir à développer, à partir d'éléments de construction discursive que l'on peut supposer largement communs à l'ensemble des quotidiens (éléments caractéristiques, donc, du discours de l'information économique écrite dans son ensemble), un point de vue singulier sur un événement dont la "réalité" est elle aussi partagée ? Comment mesurer, plus largement, ce mouvement de **production de sens** qui constitue à nos yeux l'élément essentiel du discours de presse ? Quelle est finalement la nature des rapports --- **dans les textes mêmes** d'information --- entre faire savoir et faire croire ?

LES ETAPES DE NOTRE TRAVAIL.

Pour tenter de fournir quelques ébauches de réponses aux questions ci-dessus évoquées, nous avons pris la décision de concentrer nos analyses sur les seuls discours (relatifs à la faillite de Barings) de deux grands quotidiens nationaux parmi les plus idéologiquement "marqués", *L'Humanité* et *Le Figaro*. Si le premier se présente en effet explicitement, quotidiennement, en manchette, comme "*le*

10 : Les premiers enseignements de nos recherches bibliographiques nous ont ensuite vite incités à **ne travailler que sur la seule presse quotidienne nationale**, la presse magazine ou régionale semblant en effet s'organiser selon des modalités singulières largement différentes. Il serait toutefois intéressant de considérer, en comparaison, leurs modes de traitement d'un même événement-référent.

journal du parti Communiste français", le second fait preuve, pour sa part, d'un engagement plus discret mais non moins réel : on peut ainsi, sans grand risque, supposer antagonistes (ou, à tout au moins, fortement différenciées) les "visions du monde" fondant et organisant le schéma de perception de l'actualité économique propre à chacun de ces deux quotidiens (pour confirmation de cette proposition, il suffit de constater que les journalistes de *L'Humanité* eux-mêmes n'hésitent pas, de temps à autres, à souligner la distance idéologique qui les sépare de leurs confrères du *Figaro*, présenté alors comme " *[le journal] chéri de la banque, de la Bourse, du capital et des empereurs de l'immobilier, (...) que la bonne apporte tous les matins aux occupants d'appartements aussi vastes que le hall d'une gare*" ![11].).

Ce choix ne relève pas d'une décision arbitraire : il est au contraire à comprendre comme **un premier exemple d'implication méthodologique de notre projet de recherche**. Comme les précisions du paragraphe précédent le laissent deviner, notre travail se fonde en effet au départ sur une hypothèse tout à fait simple : il est selon nous possible de repérer, entre les différentes manifestations de discours informatif propres à chaque quotidien, au moins autant (sinon plus) de points communs (au niveau par exemple de l'organisation discursive, des outils qu'elle nécessite ou de la relation de communication qu'elle instaure) que de différences (ces dernières, puisque "de surface", et renvoyant par exemple à des prises de position d'inspiration politique, étant cependant certainement les plus évidemment visibles)[12]. D'où, donc, le choix d'un travail sur les deux quotidiens les plus directement, en apparence, antagonistes : si dans le cadre d'une telle étude des points de ressemblance ou de correspondance restent en définitive repérables, nous pourrons en effet nous sentir autorisés à établir des conclusions plus générales, renvoyant aux modalités génériques d'écriture de l'information sur l'actualité économique.

---

[11] : *L'Humanité*, 7 Juillet 1995, éditorial de Claude CABANNES.

[12] : Ce sont d'ailleurs bien ces "points communs" qui, en dernière instance, permettent de développer des travaux d'analyse **générale** du discours de presse.

Sur un plan pratique, pour tenter de mener à bien ce travail, nous avons choisi, dans ce mémoire final, de procéder selon trois grandes étapes :

Dans une première partie de large mise au point méthodologique, nous commencerons par préciser la façon dont un certain nombre de lectures ont influé sur notre manière de considérer notre sujet (sans qu'il n'y ait eu pour autant remise en cause de nos objectifs initiaux). Nous exposerons, surtout, la méthode d'analyse de corpus que nous avons choisi de suivre --- méthode qui, une nouvelle fois, comme nous espérons parvenir à le montrer, ne trouve son véritable sens qu'en lien direct avec notre "projet" général.

Nous passerons ensuite à notre partie analytique proprement dite : les articles que chacun des deux quotidiens a consacré à l'affaire Barings (il s'agira en fait d'une sélection d'articles, selon des critères explicitement indiqués) seront successivement envisagés selon des principes **simultanément descriptifs et critiques**, en fonction d'une "grille de lecture" dans la première partie définie.

Dans une troisième partie conclusive enfin, nous essayerons de synthétiser les multiples enseignements concrets de nos analyses, pour tenter d'en savoir plus --- à travers l'étude de notre corpus **particulier**, centré sur un événement-référent **particulier** --- sur les mécanismes **généraux** d'écriture de l'information économique dans la presse quotidienne nationale (sans jamais chercher, cependant, à établir une quelconque "vérité" sur la faillite de Barings, à l'aune de laquelle pourrait par exemple se mesurer le degré de "parler vrai" de chaque journal).

Ainsi espérons nous satisfaire une double ambition : parvenir, d'une part, à une meilleure connaissance des modes spécifiques d'écriture de l'information économique (mais il s'agira d'être prudent, en prenant garde aux conclusions trop hâtives : notre travail ne concerne en effet qu'un exemple très particulier "d'actualité" économique) ; contribuer, ensuite, à partir toujours de notre exemple singulier, à une meilleure

définition du poids politique de l'information dans le système général de constitution de représentations du monde. Toute en rappelant, pour finir, que "*notre objectif véritable n'est pas de mener une étude de presse "pour elle-même", mais de nous servir de la presse pour répondre à un questionnement de type socio-politique. Notre objet d'étude n'est pas tant la presse en soi, que plutôt la façon dont la presse "traite" un sujet*".[13]

[13] : Nous reprenons là les termes exacts utilisés par Simone BONNAFOUS pour introduire son ouvrage *L'immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années 80.* (p. 15 et 47).

PREMIERE PARTIE

MISE AU POINT METHODOLOGIQUE

EN GUISE D'INTRODUCTION ...

Pendant cette année de D.E.A, au fil de nos travaux successifs de recherche bibliographique, puis de mise au point méthodologique, nous nous sommes toujours efforcés d'orienter nos réflexions en fonction d'un objectif unique : parvenir à l'établissement des bases nécessaires pour une tentative d'analyse réfléchie **(simultanément descriptive et critique)** du discours d'information économique dans la presse écrite quotidienne généraliste, à partir de l'exemple singulier du "compte-rendu" de "l'affaire Barings".

Dans un premier chapitre de cette première partie, nous commencerons par rappeler les principaux enseignements de notre travail bibliographique initial : dans le cadre de ce mémoire final, nous ne livrerons pas un compte-rendu exhaustif et détaillé des différentes références mises alors en évidence[14], mais rappellerons seulement la manière dont ces premières lectures ont largement contribué, selon des modalités parfois différentes[15], au modelage de notre travail final de recherche (en termes d'abord d'orientation de nos analyses mais aussi, en conséquence, d'organisation méthodologique). De même, comme nous espérons parvenir à le montrer dans un second

---

14 : Nous renvoyons directement, pour cela, à notre note de synthèse bibliographique : *Eléments pour une lecture de l'information économique. Note de synthèse bibliographique*, Janvier 1995, 28 p.

15 : C'est ainsi parfois l'inexistence de travaux consacrés à des points nous semblant importants qui a pu faire enseignement...

chapitre d'ordre plus précisément épistémologique, l'ensemble de nos recherches ne se sont pas construites sur un terrain méthodologiquement vierge : nos choix d'analyse de deux exemples de traitement journalistique de la faillite de la Banque Barings trouvent au contraire une partie de leurs fondements et justifications dans un double mouvement de renvoi(s) et de référence(s) que nous avons cru nécessaire d'instaurer avec un ensemble de travaux antérieurs.

En dépit donc de son aspect peut-être parfois excessivement généraliste, cette première partie, explicitement de "mise au point", constitue pour nous une étape initiale indispensable. En usant de techniques de recensement, de comparaison et de synthèse, en fonction directe, aussi, d'une réflexion récurrente sur les singularités de notre objet d'étude, nous espérons être parvenus à construire une **méthode cohérente**, dont nous expliciterons dans un ultime paragraphe les principaux traits. Avec, toujours, pour principe fondateur inspiré de la lecture de Pierre BOURDIEU, l'idée centrale selon laquelle les concepts, modèles, méthodes et autres instruments de construction de la recherche ont avant tout une "*définition systémique*" --- en référence, donc, à un projet spécifique, toujours défini et explicitement indiqué --- , et "*sont conçus pour être mis en oeuvre empiriquement de façon systématique*".[16]

CHAPITRE I. INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES, ET PREMIERS ELEMENTS GENERAUX SUR LES SINGULARITES DU DISCOURS D'INFORMATION ECONOMIQUE.

Une lecture un peu attentive et suivie de la presse quotidienne le laisse facilement entrevoir : l'information économique (au sens large, c'est à dire pas nécessairement spécialisée) occupe, depuis, pour faire vite, le début des années

[16] : BOURDIEU, (Pierre), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, 1992, p. 71.

1970, une place de plus en plus importante dans la presse généraliste. Au moment de nos recherches bibliographiques, nous avons donc été frappés, en premier lieu, par le nombre singulièrement réduit de travaux consacrés directement à l'étude critique de ce discours d'information spécifique : les rares références trouvées, pour être intéressantes, n'étaient ainsi souvent que superficielles (plus allusives que véritablement rigoureuses), et volontiers polémiques (sans qu'il n'y ait forcément là, pour autant, jugement de valeur). Lors des rares tentatives de véritable mise en question de l'information économique (travaux dont l'objectif principal désigné est explicitement celui d'une meilleure connaissance des **mécanismes** de fonctionnement de l'information économique), les réflexions se centrent assez rapidement sur son seul versant spécialisé : les analystes "oublient" ainsi de s'interroger sur ses possibles spécificités pour retrouver, plus facilement, un certain nombre de questions classiques et largement débattues, relevant des seuls particularismes (d'organisation, de structure, de fonctionnement...) de la presse spécialisée. Délaissant ce qui devrait constituer leur originalité, les réflexions sur l'information économique se réorientent rapidement, pour retrouver finalement le cadre de débats beaucoup plus généraux, et largement d'actualité, sur "l'éthique journalistique".[17].

Des modalités **spécifiques** de constitution et d'écriture de l'information économique, nous ne savons donc encore que peu de choses. Au sein de l'ensemble des références recensées, nous ont toutefois particulièrement intéressés (et donc, d'une certaine manière, orientés dans la mise en oeuvre de notre propre recherche) quelques grandes conclusions, qui trouvent leur origine dans des travaux de natures différentes.

---

[17] : Voir par exemple, pour illustration de ce travail de "glissement", les articles de Thierry NAUDIN (*Situation morale de la presse économique française*) ou Jean-François ROUGE (*Le journaliste au risque de l'argent*) dans le numéro spécial de Décembre 1990 de la revue *Esprit* intitulé --- l'interrogation est d'ailleurs révélatrice d'un "état d'esprit" tout à fait particulier.... --- "*Où va le journalisme?*", ou, encore, les articles *Journalistes sous influence* (de Philippe THUREAU-DANGIN) et *Publi-reportages : le journalisme en trompe l'oeil* (d'Estelle LE ROY et Amaury DE CHAMBORD), dans le numéro 13 de *Médiaspouvoirs*.

A. Les enseignements des travaux de l'I.R.P.E.A.C.S

Nous avons, d'abord, considéré avec intérêt les différentes recherches menées au début des années 80 par l'Institut lyonnais de Recherche en Pédagogie de l'Economie et en Audiovisuel pour la Communication (I.R.P.E.A.C.S) autour du thème de "la circulation de l'information économique et sociale". Un rapport du Groupement d'Intérêt Scientifique "Pédagogie de l'information économique" daté de 1983, dont il nous a été aimablement fourni un exemplaire[18], a plus particulièrement attiré notre attention : au long de quatre études distinctes, s'y trouvent en effet évoquées de premières pistes pour une véritable travail sur l'information économique, comprise dans sa dimension singulière.

A1. Une information économique "mal-définie", ...

A nos yeux, les chercheurs de l'I.R.P.E.A.C.S ont d'abord le mérite d'avoir été les premiers à tenter d'instruire un réflexion d'envergure, systématique et théorique, autour du thème de l'information économique (pas nécessairement envisagée, toutefois, sous son seul angle de produit journalistique). Constatant, au tournant des années 80, que, "*après la période de boom économique où (...) l'information économique était produite et recherchée alors que les agents auraient pu se laisser porter par la vague sans s'inquiéter de l'avenir, un mouvement de désenchantement et de repli [semblait] accompagner le retournement de l'activité*", les responsables de l'article *La presse, l'information et le fait économique* énoncent ce qui est présenté comme "*une hypothèse de travail*" : "*tout se passe*, écrivent-ils, *comme si l'information économique était un bon produit marchand tant qu'elle est associée à l'expansion en flattant implicitement le lecteur ; mais elle deviendrait non-marchande lorsque, au lieu des victoires économiques, elle présente des résultats ou annoncent des événements moins positifs*". Datée, l'hypothèse ici évoquée est certes pour le moins discutable (il suffit de constater le sens des évolutions ultérieures, sur lesquelles nous

---

18 : *La presse, l'information et le fait économique*, 78 pages dactylographiées et photocopiées, numérotées par nos soins, 1983.

reviendrons plus loin), mais induit une remarque à notre sens fort intéressante : "*la boutade célèbre du "train qui arrive à l'heure n'intéresse pas les journalistes" semblerait ne pas s'appliquer totalement à l'information économique*", écrivent les auteurs de l'article, qui poursuivent en affirmant que "*la presse semble avoir tendance à changer de rubriques entre deux événements [économiques] de sens contraire ; ce qui est par exemple de l'information économique dans les périodes fastes (créations d'entreprises par exemple) peut très bien, en période de crise, se transformer en information sociale (fermetures d'entreprises) ou même sans doute politique*". Se trouve ainsi souligné un premier point possible de distinction de l'information économique (: sa dimension "flottante"), qui peut sans doute servir de première assise pour une tentative de **réflexion plus large autour des questions de "mise en rubrique"** (à notre sens tout à fait pertinentes, comme nous essayerons de le montrer au fil de notre analyse ultérieure) **de l'actualité économique.**

A2. ... mais toujours "construite".

De l'ensemble des travaux de l'I.R.P.E.A.C.S[19], il ressort rapidement (même si cette conclusion n'est jamais tout à fait explicite, dans la mesure, tout simplement, où ce n'est jamais directement cet aspect là de la question qui est visé) que, **au sein du régime de discours de presse, il n'existe sans doute guère d'information économique "pure" --- c'est à dire relevant d'une politique idéale de simple restitution factuelle**. L'information économique se caractériserait, au contraire, par son hétérogénéité : en estimant pouvoir repérer, sur un mode conceptuel, "*trois*

---

19 : Et, singulièrement, de l'étude consacrée, sous l'impulsion de Robert BUTHEAU, à "*la place de l'information économique dans la presse régionale*" (Autant que nous ayons pu le constater, les modalités de construction des discours sont tout à fait singulières dans ce type de presse : nous n'avons donc pris le parti de ne conserver que les conclusions les plus générales). Voir, par exemple, BUTHEAU, (Robert), CARLUER, (Claudine) et CICILLE, (Patricia), *Analyse de l'information économique dans la presse régionale*, ou BUTHEAU, (Robert), *L'information économique et sociale, un produit de consommation courante*, in *La presse, l'information et le fait économique*, 1983.

grandes sphères de l'information économique"[20], les chercheurs de l'I.R.P.E.A.C.S révèlent, comme en négatif, en tentant d'en esquiver la complexité, **la dimension en partie nébuleuse de l'information économique** (souvent dite, d'ailleurs, "*économique et sociale*"), qui regroupe toujours, en son sein même, *"une large part d'information non économique, juridique, sociale, technique ou politique par exemple"*[21]. **"Mal-définie", mais largement structurée, l'information économique se caractériserait donc par sa dimension "construite"**, comme l'a montré l'I.R.P.E.A.C.S pour le cas de la presse quotidienne régionale. A l'issue de longues analyses, de nature surtout morphologiques, l'équipe de Robert BUTHEAU estime en effet pouvoir affirmer que, "*marquant, dans le discours du journal, une présence constante de l'économique dans le quotidien du lecteur, et dans l'inconscient des rédactions, les thèmes de l'information économique [abordés dans la presse régionale] semblent traduire à la fois un enracinement dans les activités de production locales et, surtout, une prédilection pour une approche par un "social" construit, (...) vu*[22] *en premier lieu comme le reflet de l'homme au travail, (...) structuré et manifesté par les organisations légitimes d'expression des travailleurs*"[23]. Au delà des ouvertures évidentes, que de telles remarques impliquent inévitablement, vers **un travail de mise en question de la place de l'énonciateur (journal ou journaliste) dans le procès de "construction" de l'information**, on peut constater que se trouve aussi d'emblée évoquée **la (délicate) question de la nature des liens entre le discours de l'information et la "réalité" économique qu'il désigne ...**

---

20 : Respectivement, une sphère "Politique", "*pour laquelle la conjoncture et les Revendication sociales constituent les thèmes attractifs, (...) mais où le rôle économique de l'État peut tout de même être perçu à travers les autres thèmes Education, Finances publiques et Aménagement du territoire*" ; une sphère "Entreprise", "*organisée autour des thèmes Emploi, Industrie, Financement ou, encore, Revendications sociales*" et une sphère "Conjoncture", "*où se regroupent les thèmes Emploi, Agriculture, Financement et Relations internationales*"

21 : Voir, pour complément sur ce point précis, MAAREK, (Gérard), *L'information économique aujourd'hui. Marché et institutions*, in *Revue Economique*, 1992.

22 : C'est nous qui soulignons.

23 : BUTHEAU, (Robert), CARLUER, (Claudine) et CICILLE, (Patricia), *Analyse de l'information économique dans la presse régionale*, p. 48 et 49.

B. La synthese de Serge GUERIN sur l'information "economique et financiere".

B1. Une histoire récente dynamique mais "heurtée"

De nature fondamentalement différente, l'ouvrage très synthétique que Serge GUERIN, dans la collection "Connaissance des médias" éditée par le C.F.P.J, a consacré à la presse économique et financière[24] a aussi retenu notre attention, dans la mesure surtout où il permet de bien repérer les principaux traits contemporains d'évolution de l'information économique (envisagée souvent, malheureusement, dans cet ouvrage, sous son angle seulement spécialisé).

Celle-ci se distinguerait ainsi d'abord par son "*étonnant dynamisme*", simultanément économique ("*la presse économique est au premier rang pour le nombre de titre créés au cours des dernières années, mais aussi pour la progression des ressources publicitaires et la croissance de l'audience*", écrit GUERIN) et rédactionnel : depuis une vingtaine d'années, l'information économique aurait bénéficié de différentes "*mutations*", en termes surtout "*d'offre, de diversité du contenu et de qualité de la forme*" à tel point que GUERIN estime désormais utile l'esquisse d'une "*typologie*" de la presse spécialisée[25]. L'histoire récente de l'information économique, ajoute-t-il, reste cependant marquée par son caractère heurté (sans qu'il y ait paradoxe avec ce qui a été dit plus haut, cette histoire est ainsi aussi celle d'une "*succession de lancements et d'abandons*", que GUERIN énumère avec détails), et des soupçons de partialité

---

24 : GUERIN, (Serge), *La presse économique et financière*, 1991.

25 : Cette typologie nous sera peut-être plus tard utile : constatons donc qu'il distingue une presse économique spécialisée "généraliste" (type *L'Expansion*) --- avec des sous-ensembles "haut de gamme" (type *Dynasteurs*, "*qui s'efforce de traiter l'économie jusque dans ses dimensions éthiques*", "politique" (à l'exemple de *Valeurs Actuelles*, "*défendant des positions ultra libérales*") ou "pédagogiques" (*Science et Vie Economie*) --- d'une presse plus directement encore "spécialisée", en matière par exemple d'entreprises, de finance ou de conseil en patrimoine.

récurrents. Spécialisée ou non, l'information économique est "*l'objet d'une suspicion générale*", affirme abruptement GUERIN, qui évoque la "*lourde hérédité*" d'une information longtemps placée, et dès ses débuts, "*sous le règne de l'affairisme, voire de la corruption*".

Si l'on suit ses analyses, les raisons de l'évident "boum" de l'information économique depuis une vingtaine d'années seraient ainsi, en définitive, d'origine surtout "*exogène*" : après avoir rapidement évoqué, comme pour la forme, un bien vague "*renforcement*" de la qualité des travaux des journalistes spécialisés dans les rubriques économiques (cette évolution des pratiques lui semblant d'ailleurs à analyser en partie, sinon essentiellement, comme une des conséquences de la "*nouvelle concurrence entre les titres, [qui] contribue à créer, pour le meilleur ou pour le pire, une véritable émulation*"), il insiste ainsi plus longuement sur la manière dont l'information économique, spécialisée ou non, a grandement bénéficié, dans les années 1980 surtout, d'évolutions générales, économiques, sociales, ou même culturelles, favorables. **L'information économique se serait ainsi vu offrir un public à la fois plus large et plus "qualifié"**, la décennie ayant été marquée, explique-t-il en reprenant à son compte une thèse largement répandue, par "*un changement général des mentalités face à l'économie*"[26], et par "*la croissance de la population scolarisée et la progression des formations à l'économie*". Des conséquences de cette "revanche " récente de l'économie --- peut-être moins prégnante aujourd'hui, mais **dont les effets sur le "poids" et "l'influence" de l'information économique (et sociale), ainsi que sur ses modes de traitement même, ne doivent être sous-estimés** ---, il nous faudra tenir compte lors de nos travaux d'analyses de corpus : n'ont elles par contribué, par exemple, à un processus de modification du schéma de "communication" --- dont nous pourrons, dans les textes

[26]: Caractérisé, selon lui, par "*la réhabilitation de l'entreprise comme (...) "outil du renouveau", [ainsi que par] le développement d'un "actionnariat populaire" (...) fondé sur la re-légitimation des marchés financiers, considérés non plus comme les temples de l'argent facile mais comme des acteurs du développement*".

étudiés, chercher les "traces" --- entre les différents organes de presse et leurs lecteurs ?...

B2. Un double rapport de proximité au(x) pouvoir(s)

Sur un plan différent, l'ouvrage de Serge GUERIN aide aussi à mettre en lumière un second aspect singulier de l'information économique : sa dimension souvent particulièrement "influente". (Et il s'agit là d'une "influence" que l'on pourrait qualifier de "supplémentaire" par rapport à celle repérable dans tout type d'information, telle que définie par exemple par Ahmed SILEM et Pierre-Marie PERRET dans un article de 1985 visant à présenter "*les premières bases d'une future économie générale de l'information*" : toute information, écrivaient-ils en substance, constitue, de manière ontologique, en vertu de l'équation "*savoir = pouvoir = avoir*", un instrument d'influence[27]).

L'information économique, en effet, trouve une partie non négligeable de sa valeur ("*valeur d'usage*", précise GUERIN) dans son caractère littéralement "*utilitaire*", et parfois même "*stratégique*" : elle se distingue ainsi par **son rapport particulier (qui est un rapport de proximité) au(x) pouvoir(s)** :

- Rapport "positif", comme par "transmission", dans un premier temps : "*la presse économique et financière --- plus largement, toute information économique à caractère un tant soit peu spécialisé --- est une presse d'influence, puisqu'elle s'adresse principalement aux acteurs économiques, aux décideurs politiques, bref à ceux qui détiennent le pouvoir*", écrit par exemple GUERIN, qui ajoute plus loin que "*son pouvoir est ainsi directement lié à la position sociale et*

[27] : PERRET, (Pierre-Marie) et SILEM, (Ahmed), *Prolégomènes à l'économie de l'information*, in *Brises*, 1985. Il s'agit d'un article d'inspiration clairement "économiste" : "l'information" évoquée n'y est ainsi pas définie comme un quelconque produit journalistique, mais, de façon tout à la fois plus abstraite et universelle, comme "*transmission de connaissances structurées (...) et élément central et essentiel de toute théorie économique*".

professionnelle de son lectorat, ainsi (...) qu'à sa place privilégiée dans la chaîne des sources d'information"[28].

• Mais aussi, dans le même temps, rapport plus "négatif", par "contamination" : si une large part des soupçons de partialité dont l'information économique fait l'objet relèvent de critiques communes à l'ensemble de l'information spécialisée, certains, tout de même, ne sont sans doute pas sans liens avec la nature particulière du matériau traité. Ainsi, est prêtée à l'information économique, "*de par sa spécificité*", "*une autorité particulière*"[29] : "*un reportage sur une entreprise peut par exemple lui apporter, selon l'angle et la tonalité du contenu, un courant d'affaires et de nouveaux investisseurs, ou, à l'inverse, entraîner des difficultés pour la firme, rupture de contrats ou arrêts de négociation....*" explique GUERIN, qui termine avec des points de suspension lourds de sous-entendus.

L'on comprendra aisément, dès ces remarques pour l'instant encore très générales, que **nous ne pourrons pas ne pas évoquer, dans notre travail ultérieur, un certain nombre d'interrogations "idéologiques" ou "politiques" relatives au contenu même des discours analysés.** Précisons toutefois que nous accorderons au terme "idéologie" sa définition la moins polémique : nous ne l'entendrons pas dans sa dimension traditionnelle, orientée autour de l'idée de vrai et de faux, et donc de tromperie (voir par exemple l'analogie de la "Camera Obscura", présentée par MARX dans *L'idéologie allemande*), mais, de manière volontairement moins polémique, comme simple synonyme de "vision du monde".

B3. Une information "stratégique"

28 : En dépit du "*développement de différentes formes parallèles de services d'information* --- services économiques des grandes agences de presse, agences spécialisées (la plus célèbre étant DOW JONES) ou Banques de Données spécialisées ---, *et malgré les satellites, il existe encore beaucoup d'acteurs du monde économique qui ne disposent pas d'autres informations que celles de la presse écrite*", affirme GUERIN. (*op. cit.*, p. 73 et 74).

29 : NAUDIN, (Thierry), *Situation morale de la presse économique française*, 1990.

"La matière première, pour le journaliste, est moins le "réel" qu'un discours premier sur ce "réel" . (...) La source n'est pas autre chose qu'un premier tri ; dans la mesure où, le plus généralement, la seule source utilisable se confond avec l'institution, il n'est ni étonnant, ni anormal que cette source, et à sa suite les moyens d'information[30]*, reflètent les choix élémentaires de ceux qui, dans une société, ont droit à la parole, c'est à dire les couches dirigeantes"*[31]. A la suite de la lecture de ces quelques phrases, que nous faisons nôtres, et pour compléter aussi la synthèse de GUERIN sur ce point plutôt évasive, il nous a semblé utile de constater, avec l'économiste Gérard MAAREK, que "*l'information économique est, pour une large part, de source institutionnelle*"[32], et qu'elle court donc le risque "*de certaines perversions ou manipulations, sa qualité n'étant pas assurée spontanément*". Dans notre travail d'analyse d'articles relatifs à "l'affaire Barings", nous prendrons donc garde au **phénomène de transcription des discours primaires** (discours des "sources", au sens large) **dans le discours d'information.** Si l'on considère les conditions de production des rubriques économiques, telles que données par exemple à lire dans la presse quotidienne, quelques remarques du *Journal quotidien* trouvent en effet tout leur sens méthodologique : "*chaque institution, chaque informateur, et, de façon générale, chaque source voit dans l'information le moyen de préserver ou de diffuser son propre point de vue, (...) ce qui implique deux conséquences notables : le "discours primaire", d'une part, comporte fréquemment des ambiguïtés volontaires* (dont nous pourrions, par exemple, chercher à retrouver les modalités d'inscription dans le discours d'information final) ; *le journaliste, d'autre part, devient à l'occasion complice de son informateur,*

---

30 : C'est nous qui soulignons.

31 : MOUILLAUD, (Maurice) et TETU, (Jean-François), *Le journal quotidien*, 1989, p. 39.

32 : MAAREK, (Gérard), *L'information économique aujourd'hui. Marchés et institutions*, in *Revue Economique*, 1992. L'information économique, écrit-il, *"est souvent produite par une ou des agences statistiques gouvernementales spécialisées dans la production et la diffusion de ce genre d'informations, (...) ou trouvent autrement leur source dans une quantité de textes, comptes-rendus, rapports, bilans, statistiques, etc. produits et mis en circulation par les agents principaux de l'économie, entreprises ou grands groupes financiers par exemple, pour qui l'absence de "communication" n'est pas concevable".*

(...) même si cela ne signifie absolument pas que la presse soit condamnée à tenir le langage de l'institution"[33] (il sera alors judicieux de nous interroger sur les formes proprement journalistiques d'expression de ce "recul" par rapport aux sources).

De même, pour tenter de saisir le sens "total" du discours d'information économique, il ne faut sans doute pas en négliger les possibles capacités d'influence "indirecte", dans le domaine du politique particulièrement. Pour illustration, nous rappellerons ici, sur le plan du simple constat anecdotique, les résultats des nombreuses enquêtes, sociologiques souvent, concluant à l'importance du rôle de la variable "connaissance de l'actualité économique" dans les procès de constitution des opinions politiques[34]. Plus profondément, il est possible de revenir aussi sur l'évocation, par GUERIN --- qui se contente toutefois de reprendre, sur ce point, une thèse assez largement répandue ----, d'un phénomène de "*revanche de l'économie*" propre, paradoxalement (?), aux années postérieures à la victoire socialiste de Mai 1981, et caractérisé en particulier par "*une nouvelle forme de pédagogie du Pouvoir en matière économique*"[35], particulièrement évidente après 1983 et le virage de la "rigueur", "*période à partir de laquelle le discours politique se centre sur l'importance de la variable économique*"[36].

Définitivement donc, toute tentative de réflexion sur un exemple de discours relevant du type général "'information économique" (dans son sens le plus large) ne saurait faire impasse sur un détour par l'interrogation idéologique : possibles instruments du politique, les questions de communication, de commentaire et de "mise en

---

33 : MOUILLAUD, (Maurice) et TETU, (Jean-François), *op. cit.*, p. 39 et 40.

34 : Parmi les premiers travaux de ce type portant sur la situation française, on peut citer ROSA, (Jean-Jacques) et AMSON, (D.), *Conditions économiques et élections*, in *Revue Française de Sciences-Politiques*, 1976, ou HIBBS, (Douglas), *Performance économique et fonction de popularité des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing*, in *Revue d'Économie Politique*, 1983.

35 : On peut se souvenir ici des différents discours sur "le respect des équilibres budgétaires" ou "la nécessaire prise de conscience de l'internationalisation des économies"...

36 : GUERIN, (Serge), *op. cit.*, p. 25.

perspective" des "résultats" de l'économie (plus largement, l'ensemble des "points de vue" sur le "monde économique") ont accédé aujourd'hui au rang d'informations "stratégiques"[37]. A partir de l'instant où, par exemple, "*un certain nombre "d'unités lexicales", tirées du répertoire économique et social, contribuent de façon importante, et de plus en plus marquée, à la médiatisation du politique, (...) du fait de la dimension perlocutoire dont elles se trouvent investies (leur circulation massive visant à faire penser, faire croire, faire faire...)*"[38], **l'interrogation sur les manières de dire l'actualité --- la vérité?... --- économique dépasse forcément le cadre des seules réflexions sur les modalités singulières du travail journalistique...**

CHAPITRE II. UNE VOLONTE D'INSCRIPTION DANS UN CHAMP DE RECHERCHE DEJA LARGEMENT DEFRICHE.

En fonction des résultats --- parfois frustrants, car souvent partiels --- de nos premières recherches bibliographiques, et compte tenu, aussi, de nos premières lectures d'articles consacrées à la relation de la faillite de Barings (lectures superficielles certes, mais susceptibles tout de même de contribuer à un travail de définition d'objectifs) , une mise au point méthodologique nous est vite apparue comme indispensable.

Dans ce chapitre, nous ne reviendrons pas sur l'ensemble de notre démarche méthodologique[39] : nous souhaitons seulement rappeler que loin d'avoir pris

---

[37] : Nul hasard, donc, si, dans les années 80, commencent aussi à apparaître un certain nombre d'interrogations autour de la vision du monde économique colportée par les médias...

[38] : BOYER, (Henri), *"La rigueur pour moderniser la France" ... "dans la solidarité". Contribution socio-pragmatique à l'étude des mots slogans du septennat (1981-1988)*, in *Mots*, 1988.

[39] : Plus longuement définie, de fait, dans notre "note méthodologique" : *Premiers éléments pour une lecture du compte-rendu par la presse de "l'affaire Barings"*, Juin 1995.

consistance selon quelques principes isolés, notre travail ne trouve au contraire tout son sens qu'en référence à un certain nombre de traditions de recherche déjà largement formalisées --- dont nous estimons, d'un point de vue global, les enseignements fondamentaux pour toute velléité de réflexion sur le discours d'information. Si ce travail d'inscription dans un univers de recherche a joué un rôle, d'abord, au moment du choix de notre sujet, il n'a pas été sans influence, non plus, sur la manière dont nous en avons envisagé le traitement : à la suite donc d'une (brève) présentation de la tradition "critique" dans laquelle nous espérons parvenir à nous inscrire, nous nous attacherons à définir, avec détail, la méthode de travail que nous avons décidé de suivre.

A. LE SOUHAIT DE MENER UN TRAVAIL "CRITIQUE".

Lorsque nous évoquons l'idée d'une inscription dans une tradition "critique", cette déclaration d'intention est à entendre à plusieurs niveaux : nous voulons d'abord y indiquer une première prise de position par rapport à un certain nombre de points de vue "communs"[40], mais il faut aussi y voir notre volonté d'affirmer explicitement, quant aux modalités ultérieures de travail sur un corpus particulier, notre choix d'un "camp" tout à fait défini.

A1. Contre l'idéologie spontanée d'une "information-reproduction"

En guise de rupture avec le "sens commun", nous souhaitons surtout affirmer, pour l'ensemble de notre travail, notre volonté de **prendre nos distances avec l'idéologie dominante traditionnelle d'une presse considérée (et se présentant) comme un simple instrument de "présentation du réel"**.

---

40 : Au sens par exemple où BOURDIEU parle de "sens commun". On peut penser aussi à la dénonciation par DURKHEIM, dans ses *Règles de la méthode sociologique*, des "prénotions", idées toutes faites et fausses évidences qui échappent à la réflexion critique, et que, dans le cadre de la recherche sociologique, le chercheur doit écarter pour parvenir à une connaissance scientifique des faits sociaux.

A la suite de *Construire l'événement* --- ouvrage d'Eliseo VERON que nous avons estimé d'un intérêt théorique et méthodologique capital, puisque fondateur d'un nouveau mode de lecture analytique des discours d'information[41] ---, en conséquence aussi de la lecture du *Journal quotidien* (déjà cité), nous avons pris garde de ne pas succomber aux tentantes facilités de l'adhésion à cette idéologie "spontanée", exprimée parfois de manière directe dans le choix de certains titres de presse[42], et fondée sur un certain nombre de présupposés implicites mais bien réels (quoique, évidemment, nullement démontrés). Pour illustration, sur le plan précis des modalités de construction de la relation de communication entre énonciateur (journal ou journaliste) et destinataire (lecteur), on peut évoquer le phénomène d'adhésion, toujours "immédiate" (ou "allant de soi"), à la croyance en "*une triple capacité du premier à déterminer l'importance d'un événement, puis à le décrire et l'expliquer*"[43]. Du coté, plus précisément, du discours d'information, cette **"idéologie de la reproduction"** fonde le principe (indémontré, impensé même, mais qui possède une certaine force "d'évidence"...) d'une dichotomie radicale entre "événement" et "information". "*Si les énoncés du journal provoquent "normalement" un effet de réel,* écrit Jean-François TETU[44], *c'est que le journal ne se désigne pas lui-même comme l'énonciateur d'une parole, mais pose un réel qui parait exister "per se" : le journal est spontanément "réaliste" ; la vérité est évidemment le présupposé du réalisme, (...) et la reproduction mimétique du réel l'alibi de la vérité ; (...), l'information, sous peine de paraître mensongère, ou de paraître ne pas être information, doit donner l'impression qu'elle "reproduit" la réalité, ou que, d'une certaine façon, elle "l'imite"* "[45].

---

41 : VERON, (Eliseo), *Construire l'événement*, 1981.

42 : Voir des titres comme "*Les Echos*", en France, ou les nombreux "Mirror" des pays anglo-saxons, qui illustrent bien l'idée d'un journalisme de pur compte-rendu du monde, sans intervention des rédacteurs.

43 : VERON, (Eliseo), *op. cit.*, p. 169.

44 : MOUILLAUD, (Maurice) et TETU, (Jean-François), *op. cit.*, p. 153.

45 : C'est nous qui soulignons.

Pour ce qui concerne précisément la mise en place de notre analyse de corpus, nous commencerons donc par être méfiants dès le moment du choix "d'outils de travail ", en nous gardant par exemple de ne pas user trop facilement de concepts "communs", aussi classiques que chargés de sens ---- "*immenses dépôts de préconstructions naturalisées, donc ignorées en tant que telles, fonctionnant comme des instruments inconscients de construction*", pour reprendre une définition de Pierre BOURDIEU[46]. De même, nous conserverons en mémoire, lors de notre travail d'étude de corpus --- directement centré sur l'analyse du "compte-rendu", par la presse, d'un épisode de la vie économique ayant littéralement "fait événement" ---, une réflexion fondamentale de Patrick CHAMPAGNE, pour laquelle tous les mots font sens, et que l'on peut considérer comme un parfait résumé de l'ensemble des propositions de *Construire l'événement* (que nous reprenons à notre compte) : ***"ce que l'on appelle un "événement" n'est jamais, en définitive, que le résultat de la mobilisation, spontanée ou provoquée, des médias autour de quelque chose qu'ils s'accordent, pour un temps, à considérer comme tel".***[47] Conséquence directe (et pratique) de l'ensemble de ces premières précisions méthodologiques : elles nous rappellent qu'il nous faudra nécessairement, à un moment ou un autre, aborder **la question des rapports entretenus, au sein du discours d'information, entre "faire savoir" et "faire croire"...**

A2. L'espoir d'une mise en question du contenu même des discours analysés.

---

[46] : BOURDIEU, (Pierre), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, 1992, p. 212. Pour illustration, on peut penser ici à un terme aussi classique que celui "d'angle" (employé par les journalistes eux-mêmes), qui renvoie directement à l'ambiguïté de la notion de "point de vue" : on peut y voir, certes, l'évocation des possibles prises de position des énonciateurs dans le discours d'information, mais le concept ne renvoie-t-il pas d'abord (quoique implicitement) à l'idée d'un journalisme de pur témoignage (celui qui peut choisir un angle, c'est en effet celui qui voit quelque chose se passer **devant** lui, **sans** lui...), c'est à dire sans aucune influence sur la "construction" d'une actualité, dont l'existence serait donc "autonome" ?....

[47] : CHAMPAGNE, (Patrick), *L'illusion médiatique*, in BOURDIEU, (Pierre), (Dir.), *La misère du monde*, 1993, p. 65.

Sur un mode moins théorique, nos intentions "critiques" se manifesteront donc par rapport au contenu propre des discours analysés . Bien que non consacrées directement aux singularités du discours d'information, nous ont ainsi intéressés, à titre surtout de possibles modèles de travail, quelques analyses (repérées lors de nos recherches bibliographiques) du discours économique primaire (celui, par exemple, des économistes ou des principaux agents économiques)[48]. Certains économistes critiques, dans le cadre de réflexions épistémologiques et méthodologiques portant sur les modalités de production d'un discours économique à prétention "scientifique", ont par exemple souligné le caractère *"construit, historique et non universel"* des différents concepts scientifiques, aussi "évidents" que ces derniers puissent paraître[49]. Pour reprendre les conclusions synthétiques de Dag AASLAND, nous n'oublierons ainsi jamais que ***"le discours d'inspiration économique***[50] ***n'est jamais directement discours sur le réel"***, mais toujours glose sur *"une projection de la **réalité***[51]. De même, nous retiendrons que, d'un point de vue sémantique, l'ensemble des productions discursives autour de la "réalité économique" se caractérisent souvent par de larges "flottements" : comme le note Christian SCHMIDT, qui rappelle par exemple l'existence d'un *"écart croissant entre le raffinement des formalisations de certains résultats théoriques et le caractère rudimentaire des modèles d'interprétation qui leur sont le plus souvent associés"*[52], les risques de "*manipulations intéressées*" sont donc

[48] : Nous renvoyons ici encore, pour plus de détails, à notre note bibliographique.

[49] : Voir, par exemple, GALBRAITH, (John Kenneth), *L'économie en perspective*, 1989, (*"Toute théorie économique n'est jamais une vérité éternelle, mais une production culturelle"*) ou les travaux de Philippe LORINO autour de la notion de "performance économique", "*autrefois identifiée à la capacité, surtout technique, d'obtenir un produit donné à un faible coût, (...) [analysée] aujourd'hui selon le critère de la mise en oeuvre efficace d'une combinaison complexe de ressources, et [devenant] donc le fait d'une organisation de qualité, c'est à dire d'une organisation vivante*". (LORINO, (Philippe), *Redéfinir la notion de performance économique*, in *Alternatives Economiques*, 1990).

[50] : Y compris donc, pour nous, le discours journalistique.

[51] : AASLAND, (Dag), *A short note on the abstraction of economic life*, in *Economies et Sociétés*, 1988. L'auteur distingue trois "*niveaux d'abstraction*" possibles, successivement "*opérationnel, analytique et mythologique*".

[52] : SCHMIDT, (Christian), *La sémantique économique en question*, 1985.

grands. Ne serait ce, d'ailleurs, pourrait-on ajouter, que par de simples "effets de vocabulaire", qui contribuent souvent au développement (implicite) de "visions du monde" plus idéologiques qu'universelles...[53]

En sus de ces réflexions d'inspirations surtout sémantiques ou lexicales, une approche critique du contenu des discours d'information économique (mieux distingués, cette fois, quoiqu'encore très hâtivement, en tant que discours de presse) peut aussi trouver inspiration du côté des exemples déjà existants de mise en question de la place des médias dans un supposé procès global d'imposition d'un nouveau "catéchisme économicocentriste"[54]. "*Les citoyens libres des démocraties modernes*" se sentent de plus en plus emprisonnés dans une "*pensée unique*"[55], écrit par exemple le directeur du *Monde Diplomatique*[56], qui rappelle aussi avec insistance la manière dont les médias, dans la plupart des cas, au sein de leurs rubriques économiques en particulier, éviteraient de remettre en question le principe consistant à supposer évidente et vraie la double idée selon laquelle, d'une part, l'économique aurait aujourd'hui "*plus d'importance*" que le politique, et, d'autre part, la logique capitaliste serait d'essence radicalement "*naturelle*"[57]. Au nom du réalisme et du pragmatisme, l'économie se trouverait ainsi placée --- en particulier dans les médias, dont le rôle "influent" est explicitement souligné

---

53 : On peut penser ici, pour une illustration anecdotique mais vigoureuse des possibles analyses de type lexical, à un ouvrage largement polémique, mais de tradition marxiste somme toute classique, du chroniqueur ONCLE BERNARD intitulé *Parlant pognon, mon petit... Leçons d'économie politique* (1994). "*Pourquoi appeler "sages" des individus dont la fonction est de compter des sous, pourquoi ne pas dire "les comptables", "les épiciers" ou "les calculateurs ?...*", écrit par exemple l'auteur, à propos de la nomination, en 1994, des neufs membres du Conseil Politique de la Banque de France...

54 : Dans le sillage, par exemple, du *Monde Diplomatique*.

55 : Le terme fera florès... Il est définit par RAMONET comme "*la tentative de traduction, en termes idéologiques à prétention universelle* (c'est nous qui soulignons), *des intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles, en particulier, du capital international*".

56 : RAMONET, (Ignacio), *La pensée unique*, in *Le Monde Diplomatique*, Janvier 1995.

57 : Mythe "naturaliste" que RAMONET illustre en citant Alain MINC : "*Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui*".

--- "*au poste de commandement, la répétition constante, dans tous les médias, de ce* <u>*catéchisme*</u>[58] *(...) lui [conférant] une telle force d'intimidation qu'elle étouffe toute tentative de réflexion libre, et rend fort difficile la résistance contre ce nouvel obscurantisme*". Apparaît ainsi une nouvelle fois avec évidence la nécessité de ne pas faire fi, dans nos analyses ultérieures, des interrogations sur les modalités de répercussions, dans le discours de presse (que nous ne saurions cependant considérer comme de simple "écho") de ces discours primaires...

Plus généralement enfin, comme nous l'avons déjà évoqué, notre approche critique se fondera sur un travail d'analyse des médias comme "lieu où les sociétés industrielles produisent notre réel"[59]. D'où, donc, de nombreux efforts pour "*ne pas négliger contenu et discours au profit des seules techniques de mise en* scène"[60] : nous considérerons au contraire, pour reprendre les termes exacts de Roger BAUTIER, que "***le point de vue critique [ne peut pas ne pas] s'intéresser au poids politique de la communication dans le système des rapports sociaux,*** *et ne saurait de même [concevoir] l'analyse d'un type précis de communication hors du contexte du pouvoir*"[61]. Nous ne souhaitons donc pas réaliser un simple travail de description, mais étudier au contraire les discours des différents journaux composant notre corpus à la fois "*pour eux-mêmes*" et "*en tant aussi qu'ils participent du politique, et (...) que le politique passe par eux*"[62]. Avec, toutefois, une précision d'importance : **cette volonté d'analyse idéologique ne se fondera toujours que sur un seul travail de lecture de textes et d'analyse de discours**. Nos données de base ne seront que des articles de presse, accessibles à n'importe lequel des lecteurs auxquels ils étaient destinés, au sein

---

58 : C'est nous qui soulignons.

59 : VERON, (Eliseo), *Construire l'événement*, p. 8.

60 : BONNAFOUS, (Simone), *Parole médiatique en temps de crise*, in *Etudes de communication*, 1994. D'un point de vue méthodologique, les recherches présentées dans cet article nous ont beaucoup inspirés.

61 : BAUTIER, (Roger), *De la rhétorique à la communication*, 1994, p. 133.

62 : BONNAFOUS, (Simone), *op. cit.*

desquels nous tenterons de "***repérer, en surface discursive, des traces renvoyant à leurs conditions de production***", ces traces étant "***le support d'opérations, qui prennent la forme de règles d'engendrement des discours que le chercheur se doit de reconstituer***".[63]

B. "L'AFFAIRE BARINGS" DANS LE FIGARO ET L'HUMANITE : LES RAISONS DE NOTRE CHOIX.

On a pu comprendre, dans les paragraphes précédents, les raisons de notre intérêt pour le discours de l'information économique, ainsi que nos objectifs de recherche. Dans ce second paragraphe, nous nous contenterons donc d'expliquer les raisons de notre choix d'un travail sur le "compte-rendu" de la faillite de la banque Barings, puis de détailler, ensuite, la méthode d'analyse de discours que nous avons cru la mieux adaptée à notre projet.

B1. Un exemple de discours d'information économique sur une actualité-événement plutôt "technique".

"L'affaire Barings" nous a d'abord intéressés en tant, précisément, "qu'affaire" : il s'agit en effet d'un épisode de la vie économique qui a littéralement "fait événement" --- distinct donc d'une forme de traitement plus "routinière" de l'actualité économique (commentaires sur les politiques économiques, informations sur l'évolution des marchés, présentations de bilans de grands groupes, évocations d'éléments de prospective, etc.). Comme nous l'avons plus haut signalé, le discours informatif, de manière générale, se distingue par son caractère "second" par rapport aux discours primaires des sources, et le discours de l'information économique souffrirait même d'un "supplément de dépendance" (lié à sa dimension "influente", et non sans par rapport, par exemple, avec les "stratégies de communication" des grands

---

63 : VERON, (Eliseo), *Presse écrite et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation*, in CHABROL, (Claude) et CHARAUDEAU, (Patrick), (Dir.), *La presse. Produit, production, réception*, 1988, p. 17.

groupes ou institutions). En fonction de notre désir de repérer les modalités singulières de construction d'une écriture journalistique sur l'économie, il nous a ainsi semblé judicieux de travailler sur un exemple "d'actualité-événement", sans doute plus propice à la démonstration : lors des moments de "crise" (c'est à dire, surtout, non-prévus[64]), on peut en effet supposer que le discours du journal apparaisse comme moins "victime" de l'influence des discours institutionnels idéologiquement marqués sur lesquels il se fonde.[65] Nous faisons donc le pari de voir s'exprimer, dans les articles consacrés à "l'affaire Barings", sur un mode plus évident qu'à l'accoutumée, le sel propre du discours d'information écrite sur l'économie.

De même, nous avons été attirés par la dimension en partie technique de l'actualité concernée : comment, par exemple, le journal va-t-il organiser son travail de présentation des subtilités de fonctionnement de "l'économie financière", ou celles, plus complexes encore, du "marché des produits dérivés".? Comment, dans l'information économique, s'organise la relation de communication entre le journal et son lecteur ? Comment, plus précisément, se trouvent par exemple **inscrites dans le discours** les marques de compétence de l'énonciateur ? N'y aurait-il pas, par et à travers le discours, une forme de travail de construction d'un lecteur singulier ? Peut-être verrons nous à l'oeuvre, sur un mode plus évident qu'à l'accoutumée, **un travail de didactisme caractéristique de l'information économique**, qu'une lecture suivie de la presse quotidienne laisse en partie imaginer ...

---

64 : Une première lecture de la presse du moment donne ainsi à penser la faillite de Barings comme tout à fait surprenante et imprévue ---- imprévisible même. Un certain nombre d'informations publiées ultérieurement (jusqu'à ce jour) inciteraient cependant à plus de nuance...

65 : Nous nous sommes sur ce point inspirés d'un bref travail de Philippe THUREAU-DANGIN évoquant la piste d'une possible distinction, au sein des productions journalistiques, entre les situations liées à ce que l'auteur nomme "*le mode de communication normal*" ("*entièrement programmé et téléguidé par les "communiquants"*") et celles liées aux "*communications de crise*" ("*lorsque l'actualité (...) oblige les acteurs à improviser, (...) [et qu'alors], les barrières sautent ; des liens de silence entre les communiquants sont rompus. Le journaliste joue alors son rôle*" (C'est nous qui soulignons)). THUREAU-DANGIN, (Philippe), *Journalistes sous influence*, in *Médiaspouvoirs*, 1989, p. 69.

B2. La notion "d'invariant référentiel"

Pour être tout à fait honnêtes, il faut ajouter que notre choix s'est fondé aussi sur des impératifs plus triviaux : d'un point de vue purement pratique, un travail sur "l'affaire Barings" nous a permis de constituer un corpus d'articles tout à la fois suffisamment dense et parfaitement circonscrit dans le temps, en recueillant l'ensemble des éléments publiés, par les deux quotidiens qui nous intéressaient, entre le lundi 27 Février (date de première apparition d'articles consacrés au "naufrage" de la Barings, dans *Le Figaro* seul) et le jeudi 9 Mars (premier jour pour lequel on ne trouve plus, dans aucun des deux quotidiens concernés, de référence à cette "affaire"). S'est ainsi trouvé réuni[66] un ensemble de 23 "articles" (de statuts différents : nous ne distinguons pas, dans cette première comptabilité seulement indicative, les véritables articles (signés) des simples brèves, ou des éditoriaux), permettant d'établir une **étude comparative fondée sur le critère de "l'invariant référentiel"** --- l'ensemble des textes analysés portant en effet sur la traduction journalistique de la même "actualité".

Si le travail de composition du corpus s'est organisé tout entier autour de la reconnaissance initiale d'un "événement" originel, il nous faut cependant préciser qu'il ne s'agit là que d'une démarche "intuitive", préalable à toute forme d'analyse. **D'un point de vue méthodologique, la faillite de Barings, ses raisons et ses conséquences, restent et resteront pour nous des inconnues : nous ne souhaitons rien en connaître d'autre que les discours de presse qui en font état**. De même, pour ce qui concerne les discours respectifs de *L'Humanité* et du *Figaro* --- nous reprenons ici directement les termes de Jean-Noël DARDE introduisant son travail sur l'histoire de la relation, dans *L'Humanité*, du génocide cambodgien ---, notre type d'approche méthodologique exclut que "*les textes d'un journal, quel qu'il soit, [puissent] être considérés comme référents, ou référant mieux que d'autres au réel. Nous comparerons des textes entre eux, et non leur adéquation respective au réel, réel auquel nous aurons en fait jamais accès, sinon*

[66] : Voir le tableau 1, page 51 bis

très indirectement ... par l'intermédiaire de textes dont on peut seulement dire qu'ils nous ont plus ou moins convaincus".[67]

CHAPITRE III. QUESTIONS DE METHODE : L'ETABLISSEMENT D'UNE "GRILLE DE LECTURE" SPECIFIQUE".

"A l'intérieur du réseau discursif de la production sociale du sens, un type de discours ne définit sa place que comme décalage par rapport à d'autres types de discours. Ce qu'on peut décrire d'un texte, c'est ce qui le différencie d'un autre texte, et donc, en même temps, nécessairement, le rend semblable à lui"[68].

En reprenant à notre compte cette proposition d'Eliseo VERON, nous nous efforcerons, dans notre travail d'analyse des articles retenus, de tenter de mettre en évidence **des systèmes de production discursive communs aux deux quotidiens analysés** (nous pourrons alors établir peut-être quelques hypothèses sur les modalités de construction discursive de l'information économique en tant que type singulier d'information), tout en essayant de repérer aussi, dans un même mouvement, **la manière dont chaque quotidien, dans un travail de distinction, parvient à développer une stratégie énonciative propre** (et nous pourrons alors évoquer d'éventuelles divergences politiques ou idéologiques). D'où, donc, la nécessité de bien circonscrire notre terrain.

A. UN CORPUS VOLONTAIREMENT REDUIT.

---

67 : DARDE, (Jean-Noël), *Le ministère de la vérité. Histoire d'un génocide dans le journal L'Humanité*, 1984, p. 92.

68 : VERON, (Eliseo), *Le hibou*, in *Communications*, 1978.

Lors de notre premier recensement des différents articles consacrés par *Le Figaro* et *L'Humanité* (et l'on pourrait en plus ajouter, dans ce cas précis, *Le Monde* et *Libération*) à la relation de la faillite de Barings, nous avons d'abord été frappés par la présence de deux "pics" successifs d'information, le 28 Février --- jour de "révélation" de la mise en faillite de la banque, jour aussi des premières évocations de la responsabilité du courtier Nick LEESON ---, puis le 3 Mars, au lendemain de l'arrestation, en Allemagne, de LEESON. Lors de ces deux moments d'intense traitement, plusieurs articles, pour chaque journal, renvoient à "l'événement" qui nous intéresse, ce dernier accédant ainsi au rang de titre principal du jour. L'ensemble des articles consacrés ces deux journées, dans *Le Figaro* et *L'Humanité*, à la faillite de Barings permettent de constituer un "mini-corpus" de 13 textes --- de longueur, de statuts et d'intérêt certes fort divers, mais tout à fait suffisants, a notre sens, en nombre comme en "densité de contenu", pour construire notre travail.

Nous nous contenterons donc d'analyser les articles ainsi sélectionnés, en constatant dès maintenant, d'un point de vue très général, que **les articles du 28 Février et ceux du 3 Mars correspondent, de toute évidence, à deux modalités différentes de traitement journalistique du même événement**. Les premiers renvoient en effet à une saisie de la faillite de Barings en terme essentiellement "d'actualité" ; les seconds, qui se fondent certes toujours sur la relation d'une "actualité" --- l'arrestation de LEESON ---, apparaissent en comparaison comme l'occasion d'une forme de "retour-analyse" sur la banqueroute initiale. A travers l'étude de ces quelques articles (la dimension un peu restreinte du corpus nous permettra de mener des études détaillées), dont la diversité de statut et de position par rapport au temps de l'événement est pour nous synonyme de représentativité, nous espérons ainsi parvenir à une connaissance assez générale de quelques unes des modalités possibles de construction de l'actualité économique.

B. UNE DEMARCHE D'ANALYSE EN TROIS ETAPES

Pour tenter d'aborder, dans l'étude de ce corpus, l'ensemble des pistes de réflexion précédemment évoquées, nous nous sommes efforcés d'établir une "grille de lecture" (coeur de notre démarche méthodologique), aussi complète et rigoureuse que possible, permettant de fournir un cadre global pour l'analyse de chacun de nos articles sélectionnés.

A la suite en particulier de la lecture de différents travaux d'Eliseo VERON[69], nous avons décidé de considérer --- il s'agit là d'un principe fondamental --- la mise en discours de l'actualité économique par les différents organes de presse comme **l'expression du travail d'une "*machine discursive*", doublement caractérisée par un rythme de production particulier** (En l'occurrence, pour ce qui concerne les deux journaux de notre corpus, quotidien, ce qui implique une première "règle implicite" : "*Pour des médias qui ont un rythme journalier de production, on ne répète jamais au delà de la période "journée" ce qu'on a déjà dit*", note VERON[70]).**et une pluralité de moyens de sémantisation**.

En fonction de cette position originelle, notre analyse s'organisera donc selon trois grandes étapes :

•**1.** Sur le modèle de *Construire l'événement*, nous commencerons par réfléchir, pour chaque journal étudié (puis, ensuite, d'une manière plus générale), au **"dispositif de base" de mise en discours de "l'affaire Barings"**, en nous intéressant, en premier lieu, **à un des outils essentiels** (tant pas sa position dans le dispositif du journal que par son rôle que l'on pourrait dire "introductif") **du travail de "cadrage discursif" propre à chaque quotidien : le titre de page de Une**. Tout en réfléchissant aux modalités "techniques" de construction et d'organisation de ces titres (propres peut-être à chaque journal), nous essayerons de voir **comment**, aussi, toujours pour chaque quotidien, **s'y construit sans doute déjà une "lecture" (une**

69 : *Construire l'événement*, *Le Hibou*, *Presse écrite et production des discours sociaux*, *Les médias en réception*.... Voir la bibliographie récapitulative en fin de volume.

70 : VERON, (Eliseo), *Construire événement*, p. 49.

sémantisation) particulière de l'événement-référent. Nous nous inspirerons particulièrement, pour cette étape, des travaux d'Eliseo VERON, qui, dans son travail d'analyse du discours médiatique sur l'accident nucléaire de Three Mile Island, distinguait quatre grands types de discours de base, semblant tout à fait classiques, **et dont le modèle est donc sans doute reproductible**. Nous reprendrons ainsi l'idée d'une décomposition possible de l'ensemble des discours de presse sur un événement quelconque selon quatre grands paradigmes, fondés sur deux oppositions de base : événement *versus* conséquence(s), et technique *versus* non-technique (E *vs* C et T *vs* nT : les quatre discours de base sont donc : E-T, E-nT, C-T et C-nT)[71]. (Lorsque nous parlons ici de discours "technique", nous souhaitons qualifier les discours relevant d'un point de vue "spécialisé" (c'est à dire supposé nécessiter des compétences et connaissances spécifiques et distinctives) sur l'économie en général, ou sur la faillite de Barings en particulier).

•**2.** Dans un deuxième temps, et toujours pour chaque journal successivement, nous tenterons de repérer les différents axes de construction et d'organisation des articles consacrés à notre événement-référent : nous ne focaliserons alors notre attention **que sur les seuls éléments de "cadrage discursif"**, c'est à dire sur les divers éléments qui entourent le texte proprement dit --- titres, surtitres, sous-titres, ainsi que les illustrations graphiques ou photographiques. Nous nous souviendrons ainsi par exemple que, au sein du système du journal, la mise en page[72] contribue grandement à la hiérarchisation et au classement de "l'événement", "*en produisant des différences dont le seul jeu produit l'effet d'une mise en valeur*"[73].

---

71 : Il faut préciser qu'il ne s'agit là que d'un premier travail de repérage, qui peut évidemment, selon chaque cas précis, se poursuivre selon des principes plus fins, mais alors nécessairement plus "conjoncturels".

72 : Organisée autour de principes conjointement **topographiques** --- "*étalement, fragmentation, mise en relation des espaces*", note VERON dans *Construire l'événement*, mais on peut citer aussi les travaux de Jacques BERTIN (in *Sémiologie graphique*) autour des "*variables visuelles* " de mise en page, "*taille, valeur, couleur, grain, orientation, qui fonctionnent comme "la troisième dimension" du plan de la page*" --- et **taxinomiques** (rubriques, sections, sous-sections, qui, en premier lieu, "*transforment les*

Ce choix de travail se justifie dans la mesure où nous considérons, avec, parmi d'autres, Eliseo VERON[74], que le cadrage discursif constitue un élément fondamental du procès de sémantisation de "l'événement" propre à chaque média : par son intermédiaire, chaque quotidien fonde son discours original, en construisant par exemple sa position singulière par rapport au temps, supposé avoir une réalité propre, de l'événement-référent --- en donnant un premier sens à son travail, non affirmé mais bien réel, de mise en récit.

•3. Ce n'est donc que dans un troisième temps seulement que nous en viendrons à considérer le contenu véritable des articles consacrés, dans *L'Humanité* et *Le Figaro*, au "compte rendu" de la mise en faillite de la banque Barings. Sans entrer ici dans une trop longue énumération, l'on peut tout de même signaler que nous essayerons, par exemple, de repérer avec précision la manière dont **s'écrit** (dans un **discours :** ce sont bien toujours des **textes** qui constituent l'unique matériau de notre travail), dans ces deux quotidiens, un exemple d'information sur l'actualité économique --- en nous efforçant donc de considérer l'ensemble des thèmes plus haut évoqués. De même, parallèlement, au delà de constatations sans doute assez évidentes de réelles divergences entre deux modalités différentes de relation de la faillite de Barings, nous essayerons aussi, plus précisément, de distinguer et définir les principes selon lesquels, dans ce type particulier de discours d'information qu'est l'information économique,, se construit la relation de communication entre l'énonciateur (journal ou journaliste) et son destinataire - lecteur. .

---

contenus du journal en une réalité", écrivent MOUILLAUD et Jean-François TETU dans *Le journal quotidien).*

73 : MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le journal quotidien*, p. 67.

74 : Voir surtout *Construire l'événement*, 1981, ou *Le hibou*, in *Communications*, 1978.

Ainsi construite, cette "grille de lecture" des différents éléments de notre corpus nous semble être le reflet méthodologique de notre double ambition de départ. En la mettant en application, nous espérons parvenir à en savoir plus sur les principes généraux (c'est à dire, ici, communs aux deux quotidiens analysés) d'écriture de l'information économique dans la presse quotidienne nationale[75],. Mais, il nous plaît aussi de croire qu'elle nous permettra, dans le même temps, de repérer, au sein des discours propres des deux quotidiens, un certain nombre de différences (tant au niveau des différents organisations discursives --- des principes communs peuvent avoir des modes d'actualisation différents.... ---- que pour ce qui concerne plus précisément le contenu des articles), susceptibles de fournir des éléments de contribution pour une réflexion sur la question de la délicate alchimie, dans le discours de l'information économique (et, d'une manière plus générale, dans tout type de discours d'information), entre "faire savoir" et "faire croire"....

[75] : Mais on retrouvera peut-être là aussi des éléments plus largement caractéristiques de l'ensemble des productions d'information écrite.

DEUXIEME PARTIE

LA RELATION DE LA FAILLITE DE LA BANQUE BARINGS DANS *L'HUMANITE* ET *LE FIGARO* : DEUX MODALITES DIFFERENTES DE CONSTRUCTION DU MEME EVENEMENT.

Dans cette seconde partie, nous passons à la mise en oeuvre pratique de la grille de lecture précédemment exposée. Comme nous l'avons déjà plus haut indiqué, nous nous attacherons à mener une analyse simultanément descriptive et critique des différents articles composant notre corpus[76], en espérant réussir à repérer, au delà de différences qu'on peut imaginer certaines ("stratégies énonciatives", propres à chacun des deux quotidiens concernés), un certain nombre de points généraux caractérisant l'ensemble de l'information économique ("mécanismes communs" de construction de l'information économique).

D'un point de vue pratique, il nous a semblé pertinent de procéder "par étapes" : nous analyserons donc **successivement** les productions discursives consacrées, dans *L'Humanité* et *Le Figaro*, à la relation de la faillite de la banque Barings, selon le même plan à chaque fois répété --- plan en trois étapes de notre "grille d'analyse"---, en distinguant comme convenu, dans deux chapitres différents, les articles du 28 Février de ceux du 3 Mars, plus directement consacrés au récit de l'arrestation de LEESON. Dans cette partie, nous ne nous fixons pas d'objectifs généraux : nous nous contenterons

---

76 : L'ensemble des fac-similés des articles dans cette partie analysés sont consultables en annexe, en fin de volume.

d'accumuler un maximum de "mini-conclusions" --- que nous nous efforcerons seulement de synthétiser dans notre troisième partie.

CHAPITRE I. LA FAILLITE DE BARINGS DANS *L'HUMANITE* : "LA SPECULATION FINANCIERE FAIT TREMBLER LE MONDE".

A. LE TITRE DE UNE DU 28 FEVRIER 1995.

A1. Une organisation "technique" complexe...

Le mardi 28 Février, un titre (non illustré) renvoyant à l'actualité "faillite de Barings" barre, en largeur, 5 des 6 colonnes de *L'Humanité*. Les caractéristiques "techniques" de ce titre --- largeur et typographie --- ne sont pas, pour *L'Humanité*, particulièrement remarquables[77], mais l'organe communiste, clairement, a choisi de distinguer cet événement comme le point principal de l'actualité du jour.

Plus précisément, selon un schéma qui lui est habituel, *L'Humanité* organise la construction de ce titre central de Une autour de trois éléments techniquement distincts (avec donc, par exemple, une police et une taille de caractères différents). Dans l'ordre vertical d'apparition dans la page, le surtitre, le titre (nous désignons là la partie centrale du titre global) et le sous-titre se trouvent ainsi liés par une relation de complémentarité (qui, on va le voir, est aussi d'une certaine façon "hiérarchique"), qui leur autorise tout de même cependant une certaine autonomie (on pourrait alors parler de supplémentarité) :

---

[77] : Nous nous fondons, pour cette affirmation, (comme pour d'ailleurs quelques autres remarques à venir) sur les résultats d'une rapide comparaison effectuée avec un certain nombre d'autres titres principaux de Une, antérieurs ou ultérieurs, du même quotidien.

• Le surtitre (*"la filiale asiatique de la banque Barings perd 4 milliards de francs"*) se distingue par sa dimension essentiellement factuelle : il semble purement **informatif**, et parait renvoyer directement à l'événement-référent. Pourtant, c'est un énoncé **dépendant** : en Une de *L'Humanité* ce mardi 28 Février, il ne prend en effet tout son sens que **rapporté** (c'est à dire "lu en liaison avec") à la partie centrale du titre (*"La spéculation financière fait trembler le monde"*), avec laquelle il entre, à notre sens, dans un **procès d'actualisation**. Le titre, très général, ne renvoie en effet que lâchement à l'événement "faillite de Barings" : c'est le surtitre qui contribue à son actualisation, en le particularisant (expression d'un lien avec une actualité particulière) --- en lui fournissant donc, finalement, son sens total (sans l'événement "faillite de Barings", le titre central n'a plus guère de raison d'être, dans un quotidien tout au moins).[78]

• *"La spéculation financière fait trembler le monde"*. Si, en première instance, la partie centrale du titre de Une semble relever d'un mode de discours informationnel, ou anaphorique (c'est à dire, selon Maurice MOUILLAUD, "renvoyant à l'histoire") --- ce que laisse par exemple supposer la présence, dans le surtitre et le titre, du même article défini (*"La faillite de Barings", "La spéculation financière"...*) ---, une analyse plus fine incite à plus de nuance. Nous nous sommes ainsi interrogés sur le temps de conjugaison du verbe de la phrase-titre (en l'occurrence, le présent "*fait trembler*") : si le choix du présent est certes dans ce cas tout à fait classique[79], il nous a tout de même frappés, dans la mesure surtout où il semble se trouver lié à un travail assez évident de généralisation. Au discours-rapport de l'événement, *L'Humanité* parait en effet immédiatement substituer un "discours-prise de

78: Nous nous inspirons largement ici, et dans le paragraphe suivant, de l'évocation, par Maurice MOUILLAUD, dans *le Journal quotidien* (page 119 et suivantes), d'une possible distinction entre "titres de références" et "titres informationnels".

79: "*Le passage de l'énoncé de l'article (...) au titre informationnel ne consiste pas seulement en une contraction du texte ; des transformations qualitatives peuvent être identifiées : transformation des passés en présent ; disparition des marques historiques, effacement des conditions spatiales et temporelles, évolution des verbes déclaratifs vers des factitifs*", écrit par exemple Maurice MOUILLAUD (*Le journal quotidien*, p. 125).

position", largement a-temporel (nous évoquons là une temporalité que l'on pourrait dire en lien avec le temps "réel" supposé de l'événement), en fonction duquel l'événement tend à perdre une partie de sa dynamique (et, donc, de sa singularité propre), pour devenir le prétexte à une énonciation de type différent. **Au discours d'information, s'adjoindrait ainsi un discours d'analyse et même de jugement sur l'événement** (dont le caractère pour le moins définitif de la phrase-titre, si on prend le parti de la considérer isolément, constituerait l'expression), fondé sur un triple travail de "reconnaissance" (dont il nous faudra chercher le principe), de désignation des origines (ou causes) (*"la spéculation financière"*...) et d'évocation des conséquences de l'événement (énoncées sur un mode d'évidence plus dramatique que technique : "(...) fait trembler le monde").

- "*C'est la spéculation, dans laquelle s'est lancée comme d'autres la banque d'affaires britannique, qui est à l'origine de ce qui secoue toutes les places boursières. En France, le pouvoir veut faire payer les dégâts par un surcroît d'austérité. Il faut, comme le propose le P.C.F., taxer les mouvements financiers afin que l'argent aille au travail et à la consommation*". Introduction pour les articles à venir (il se termine par un renvoi explicite aux pages concernées), le sous-titre constitue aussi, dans le cas de cette Une du 28 Février 1995, un élément de précision par rapport à l'énoncé de la partie centrale du titre (la banque Barings est ainsi désormais qualifiée, par exemple, comme "*banque d'affaires britannique*"). A la différence du surtitre, il n'en fonde toutefois pas l'actualisation : il semble au contraire contribuer plutôt à un travail d'explicitation détaillée du double jugement évoqué plus haut. *L'Humanité* y répète en effet sa position sur les causes de la faillite de Barings ("*C'est la spéculation (...) qui est à l'origine*[80] *(...)*"), ainsi que sur ses conséquences internationales ou nationales, dont les aspects techniques ne sont toujours évoqués que de manière fort vague (" "*ce qui secoue les places boursières*" ; les "*dégâts*"), et en fonction d'une grille de lecture particulière (qui semble établir une relation d'opposition, autour du thème de la place et des fonctions de l'argent, entre "*la spéculation financière*" et le "*travail et à la*

[80] : C'est nous qui soulignons.

consommation"), dont les accointances politiques sont expressément évoquées dans le corps du titre ("*comme le propose le P.C.F.*"), et soulignées de toute manière en manchette ("*le journal du Parti communiste français*").

A2. ... et déjà une première démarche de "sémantisation" de l'événement originel.

Dès son titre de Une, *L'Humanité* fait ainsi le choix d'un discours non pas de "simple information" (à supposer, bien sur, qu'un discours de ce type soit possible...), mais relevant aussi d'un certain "jugement" --- discours de "vérité" en somme, simultanément généraliste et définitif.

Par son "cadrage", le quotidien indique d'abord son choix d'une relation de la faillite de Barings fondée principalement sur un compte-rendu / analyse de ses conséquences, envisagées sous un angle de toute évidence moins technique (économico-économique) que "politique" (cf. l'évocation polémique de ses possibles conséquences nationales --- "*surcroît d'austérité*"). Surtout, immédiatement, *L'Humanité* informe sur sa manière --- politiquement "orientée" --- de saisir l'événement-référent. La lecture de l'événement "faillite de Barings" que le journal souhaite développer semble ainsi s'organiser en référence à un **jugement qualitatif global sur la nature de l'économie financière** (on peut en effet imaginer que le terme "*spéculation*" n'a pas été choisi au hasard, mais bien plutôt parce qu'il se trouve chargé, pour les rédacteurs de *L'Humanité* comme pour ses lecteurs peut-être, d'un certain poids sémantique, renvoyant par exemple à un discours de dénonciation), fonction de catégories d'analyse dont l'existence serait extensive par rapport à l'événement singulier traité. On peut voir ainsi dans l'utilisation de l'article défini "*la*" (dans "*la spéculation*") l'indice d'un renvoi à une catégorie **antérieurement** définie dans le discours de *L'Humanité*, le compte rendu de la faillite de Barings se trouvant donc finalement fondu dans un discours largement plus vaste --- comme si, plus généralement, pour *L'Humanité*, **le temps de traitement de l'actualité**

quotidienne s'inscrivait dans la période plus large d'un discours (d'inspiration politique) sur les événements du monde.

Par son cadrage de Une, *L'Humanité* semble donc finalement, d'une certaine façon, mettre en scène et affirmer sa capacité à transcender l'événement singulier "faillite de Barings" pour en dégager immédiatement (comme en "temps réel" par rapport au temps du simple compte rendu factuel, exprimé dans le surtitre) les implications essentielles (tenants et aboutissants). D'où, finalement, l'explication de la mécanique de proposition de solution, quelque peu surprenante dans un discours d'information : la prise de hauteur, la compréhension de l'unique "vérité" de l'événement ne peuvent qu'induire l'action (politique), et c'est ainsi, en toute logique, l'affirmation "*il faut taxer les mouvements financiers*"[81] qui clôt le titre général de Une. Dans cette dernière phrase, le discours propre du P.C.F. apparaît comme un modèle, mais la construction syntaxique ne laisse planer aucun doute : le "*il faut*" ne renvoie pas seulement à un travail de citation, mais émane bien aussi du quotidien lui-même...

B. LES ARTICLES DU 28 FEVRIER : UN "MINI-DOSSIER" VOLONTIERS DRAMATISANT

B1. Une mise en rubrique "distinctive", et d'apparence exhaustive

Parmi les quotidiens français, *L'Humanité* se distingue par son absence de rubrique "Economie" : au fil des éditions, les informations économiques se trouvent ainsi distribuées, au cas par cas, dans les pages "France" ou "Monde" (qui regroupent ainsi simultanément, sans cependant nécessairement que des relations les unissant soient évoqués, des informations de type à la fois politique,

81 : C'est nous qui soulignons.

économique, social ou de fait divers)[82]. Le 28 Février, la faillite de Barings a toutefois l'honneur d'un traitement (sur deux pages) en rubrique "Evénement" . Cette dernière permet chaque jour à *L'Humanité* de distinguer, dans l'ensemble de l'actualité, un fait essentiel, en fonction de critères qu'on peut lui supposer propres, mais non sans lien cependant aussi, certainement, avec la hiérarchie générale de l'information commune à l'ensemble du système des médias : cet événement extra-ordinaire bénéficie alors d'un traitement sous forme de véritable petit dossier regroupant plusieurs articles, abordant, chacun sous un "angle" différent[83] le même événement-référent, comme dans l'espoir de parvenir à en épuiser tout le sens.

Le 28 Février, pas moins de 6 articles[84], ainsi qu'un éditorial, sont donc consacrés par *L'Humanité* à la présentation de la faillite de Barings, sous le titre général (qui est en réalité le titre de l'article central de ces pages "Evénement" --- celui qui rend compte précisément des circonstances de la faillite ---, mais qu'en raison de sa taille distinctive, on peut considérer comme "couvrant" les pages 3 et 4) "*La faillite de Barings déstabilise les marchés financiers*". D'un point de vue général, en continuation de ce qu'indiquait déjà le titre de première page, *L'Humanité* cadre son discours selon deux grands axes : l'accent est d'un côté mis sur l'explication de l'événement-référent --- cf. le surtitre informatif et factuel couvrant le haut de la page 3 ("*La banque qui tient les*

---

82 : En plus de cette distinction géographique, *L'Humanité* se fonde aussi, dans son travail d'organisation de rubriques, sur des définitions thématiques (existent ainsi des rubriques "Sport" et "Culture", et, par exemple, des pages "Clignotants", "Zapping", "Télévision" ou "Dernière").

83 : "*L'angle*, écrit Denis RUELLAN dans son travail de réflexion sur la "profession" de journaliste, *se définit comme la décision et la manière, propres au journalisme d'interroger la complexité du réel. C'est une pré-rationnalisation, un acte premier par lequel l'observateur décide d'isoler, dans l'étendue et la confusion du réel, une gamme d'aspects, en fonction de critères d'accessibilité (soit en terme de compréhension pure, soit en termes de contrainte matérielle) et d'expressivité : choisir un angle, c'est vouloir rapporter la complexité du nombre à l'apparente simplicité de l'unité*". (RUELLAN, (Denis), *Le professionnalisme du flou*, 1993, p. 151.). Nous ne sommes toutefois pas dupes de ce que cette présentation recèle de soumission à l'idéologie traditionnelle de la presse comme outil de reproduction du réel.

84 : Pour définition de ces termes, nous nous sommes fondés sur le *Lexique de la presse écrite* de Pierre ALBERT : un article est "*une unité rédactionnelle qui, quelle que soit sa dimension, constitue un tout cohérent et intelligible*", et un éditorial "*un article engageant l'opinion d'un journal et signé par un responsable du journal*". (p. 11 et 72).

TABLEAU 1

REPARTITION GENERALE DES ARTICLES CONSACRES PAR LE FIGARO ET L'HUMANITE AU COMPTE RENDU DE LA FAILLITE DE BARINGS.

	L'HUMANITE	LE FIGARO
Lundi 27 / 2		1 article
Mardi 28 / 2	Titre central de Une 6 articles + 1 éditorial	Titre central de Une, avec photo 4 articles
Mercredi 1 / 3		1 article
Jeudi 2 / 3		1 article
Vendredi 3 / 3	1 article avec photo	Titre de Une, non central, avec photo 1 article, avec photo
Samedi 4 / 3	Titre non central de Une, avec photo 1 article	1 article
Lundi 6 / 3	1 brève	1 article
Mardi 7 / 3	1 brève	Titre (non central) du cahier "Economie" 1 article
Mercredi 8 / 3		1 brève
Jeudi 9 / 3		

TABLEAU 2

LES DIFFERENTS AXES DE SEMANTISATION DE "L'AFFAIRE BARINGS", LE 28 FEVRIER 1995, DANS LE FIGARO ET L'HUMANITE.

Ce tableau a été établi à partir du recensement des seuls titres titres --- représentés en gras ---, surtitres --- en italique --- et sous-titres --- typographie normale) des articles des pages intérieures des quotidiens cités.

	EVENEMENT		CONSEQUENCE(S)	
	Point de vue technique	Point de vue non technique	Point de vue technique	Point de vue non technique
LE FIGARO	**- La machine infernale des produits dérivés** - Comment la plus respectable des banques britanniques a pu se laisser piéger par un jeune aventurier de la finance moderne		**- Aux opérateurs de mesurer leurs risques** - Les banques centrales reconnaissent qu'il existe un risque systématique de faillites en chaîne. Mais elles voudraient éviter une réglementation administrative qui serait vite détournée. **- La City a évité de céder à la panique** - Alors que les analystes s'attendaient au pire pour la Bourse de Londres et pour la livre, les marchés ont gardé hier leur sang-froid. Des repreneurs de Barings se seraient fait connaître auprès de l'administrateur judiciaire. **- Les marchés sous le choc**	
L'HUMANITE	- *Repères.* **Les produits dérivés**	- *La banque qui tient les comptes de Sa Gracieuse Majesté placée sous administration judiciaire* **- Née avec l'empire de Sa Majesté**	**- La faillite de Barings déstabilise les marchés financiers** - *La crise financière affecte toutes les monnaies, mais certaines plus que d'autres.* - La faillite de Barings et la crise financière ont pour conséquence une pression contre le franc français >>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>>	**- Des précédents lourds de conséquences** **- P.C.F : frapper la spéculation à la source** >>> et, en retour, une attaque qui risque d'être renforcée contre les salaires et la protection sociale

comptes de Sa Gracieuse Majesté placée sous administration judiciaire"), ainsi que l'article, non signé, de présentation rétrospective de l'histoire de Barings, titré "*Née avec l'empire de Sa Majesté*" (article sans doute largement repris d'une dépêche d'agence : on en retrouve en effet un certain nombre d'éléments dans *Le Figaro*...) ---, tandis que, parallèlement, se placent aussi quatre articles consacrés à une approche plus large de la même actualité, en termes de réflexion, pas nécessairement cantonnée au domaine technique, sur ses "conséquences". Si l'on résume finalement de façon analytique les différents axes de sémantisation de la faillite de Barings dans ces pages "Evénement" (voir le tableau 2, page 51ter), **le "cadrage discursif" de *L'Humanité* se caractérise par son caractère en apparence "total"**, dans la mesure où les quatre axes possibles de sémantisation de l'événement trouvent, dans un article au moins, leur expression. Nul surprise toutefois à cela : ce constat est en parfait accord avec les choix de traitement, vus plus haut, qu'implique la mise en place d'une rubrique "Evénement".

Comme nous l'avions évoqué dans la partie précédente, ces quatre axes de sémantisation, pour être bien présents, ne contribuent pas nécessairement d'une manière directe et mécanique à l'organisation propre du discours d'information (ils n'en constituent en quelque sorte que la toile de fond implicite). Dans le cas de *L'Humanité* du 28 Février, on trouve ainsi plutôt un premier indice de cette dernière dans le choix des illustrations photographiques accompagnant le dossier "Evénement". Il n'est évidemment pas simple de représenter une faillite ou un accident boursier : le choix des trois illustrations retenues (une photographie du hall des locaux de Barings à Hongkong, avec en premier plan le logo de la société, sans lequel d'ailleurs cette photo n'aurait plus aucun sens ; le portrait, en plan américain, d'un Nick LEESON souriant ; la représentation confuse (le cadrage --- volontairement ? ---- serré n'étant pas pour rien dans cette impression) de cinq jeunes hommes (on pense à des cadres --- ils sont cravatés ---, à des japonais --- cadre + allure asiatique = japonais ?) affairés devant ce qu'on imagine être une calculatrice et un ordinateur) ne saurait donc être le fruit d'un quelconque hasard. Au contraire, il est selon nous possible d'y deviner déjà **les trois points principaux de**

focalisation autour desquels va s'organiser, dans *L'Humanité*,[85] **l'ensemble du discours d'information sur la faillite de Barings** : le rôle de la banque Barings en tant qu'institution, les responsabilités propres de Nick LEESON (la légende de la photo qui lui est consacrée --- "*Nick LEESON, le prodigue ou plutôt le porteur de chapeau*" --- révèle déjà la position dubitative de *L'Humanité* sur ce sujet) et les conséquences de cette banqueroute (la troisième photo est légendée "*Lundi matin à la Bourse de Tokyo : l'affolement*"). **Le travail d'illustration photographique entre ainsi dans un jeu de correspondance avec les modalités de cadrage d'ordre discursif**: c'est d'une certaine façon sa capacité et sa compétence à tenir un discours global sur l'événement, et sur le monde en général, que *L'Humanité* met aussi en scène.

B2. A partir de la relation d'un événement singulier, le retour vers une position générale de vérité.

Comme convenu, nous allons maintenant nous intéresser au contenu des différents articles de ce mini-dossier "Evénement" : il faut préciser toutefois que nous avons choisi de ne pas mener des analyses systématiquement exhaustives ; nous comptons plutôt focaliser notre attention sur les seuls points de discours nous ayant semblé essentiels.

B21. Les deux articles principaux : un discours politique, et la mise en évidence d'oppositions supposées fondatrices du système économique.

• ***"La faillite de Barings déstabilise les marchés financiers".***

Il s'agit là de l'article principal des deux pages "Evénement" de L'Humanité, en volume comme en situation (puisqu'il s'agit d'un texte

---

[85] : Il s'agit là des trois points d'organisation propres au compte-rendu de la faillite de Barings. **Ceux ci n'entrent donc pas dans une relation d'opposition avec les quatre axes possibles de sémantisation (axes généraux, communs à l'ensemble des discours de presse sur un "événement) que nous avons précédemment définis : la construction de l'affaire Barings se fonde au contraire sur un travail d'entremêlement de ces deux modes d'organisation.**

d'ouverture, de présentation générale de l'événement concerné) : on peut d'ailleurs constater qu'il est signé par Okba LAMRANI, le journaliste responsable, dans ce quotidien, des articles d'information économique, supposé donc dépositaire de compétences spécialisées. D'un point de vue général, il est frappant d'abord de constater l'organisation singulièrement dissymétrique de cet article : à deux brefs paragraphes de présentation factuelle de l'actualité concernée (l'événement global "faillite de Barings" se trouve alors précisé dans une séquence de sous-événements tels que "mise sous tutelle" ou "recherche de repreneurs", qui en permettent une saisie plus précise) en succèdent en effet sept autres, renvoyant plus directement à un travail de réflexion sur cette même actualité. Si le contenu des différents paragraphes est ainsi mouvant, il est, parallèlement, intéressant de constater que leurs modalités d'organisation discursive (verbales ou syntaxiques par exemple) évoluent elles aussi.

Pour les deux premiers paragraphes évoqués, on pourrait ainsi presque parler d'information "pure", le discours se présentant comme un compte-rendu objectif du réel : les verbes utilisés, conjugués à l'imparfait (temps de la relation), sont des verbes de citation ("*annoncer*", "*envisager*"), qui n'indiquent pas de prises de position particulières du journaliste par rapport au contenu des discours rapportés, dont les sources sont d'ailleurs explicitement indiquées. Et, si se trouve un instant évoquée la présence d'un rédacteur particulier (on aurait presque pu croire, sinon, à un exemple de discours "sans énonciateur"...), ce n'est simplement, semble-t-il, que par souci de rigueur dans le rapport ("*à l'heure où ces lignes étaient écrites*"). Pour ce qui concerne par contre la suite de cet article, les choses sont bien différentes : au fil des lignes, la présence d'un énonciateur particulier, actif dans travail d'écriture, devient de plus en plus prégnante ; au sein de ce qui se présente toujours comme du discours "d'information", apparaissent des notes de plus en plus évidentes de jugement. Lorsque ainsi, dans les troisième et quatrième paragraphes, sont rapportées les raisons "officielles" de la banqueroute de Barings (celles énoncées dans "*les premières informations et commentaires*"), le conditionnel remplace l'imparfait ("*la chute de la maison Barings aurait été provoquée par un courtier indélicat*", "*Nick [LEESON] aurait sur son seul*

"feeling" (...) acheté (...)", etc.), et l'on sent même parfois poindre dans le travail de citation une pointe d'ironie dubitative (*"Si l'on en croit les premières informations et commentaires, le jeune prodige financier de 28 ans aurait malencontreusement*[86] *perdu plus de 500 millions de livres sterling"*). A partir du cinquième paragraphe (*"il semble acquis sinon clair (...)"*), le doute laisse définitivement place au jugement : les points de vue apportés sont désormais explicitement jaugés (*"les produits dérivés (...) étaient censés (...) limiter le risque financier"* , *"(...) c'est du moins ce que l'on affirmait dans les sphères dirigeantes"*), le discours d'information devient discours d'analyse.

Cette transformation semble trouver sa justification dans une "présomption de compétence" de l'énonciateur-journaliste, que tout dans le journal contribue à désigner comme un spécialiste : l'illustration graphique accompagnant l'article (il s'agit d'une Infographie reprise de l'A.F.P., illustrant l'évolution des indices des quatre grandes Bourses mondiales depuis le début de l'année 1995) nous a ainsi par exemple semblé surtout à lire comme un gage de sérieux et de "scientificité" pour le reste des pages "Evénement" (elle n'apporte guère d'information directe, en effet, sur la faillite de Barings) ; de même, l'on peut constater que le journaliste n'hésite pas non plus à mettre en scène ses qualités, en utilisant par exemple un vocabulaire supposé d'initié (tout terme d'ordre "technique" étant ainsi, pour le profane, expliqué entre parenthèses : la démarche est certes pédagogique, mais on peut se demander si elle n'a pas aussi pour but de bien rappeler le sens de la relation de communication entre le journaliste et ses lecteurs). Implicitement, le lecteur se trouve donc placé en position d'infériorité : le journaliste peut lui faire la leçon ; l'analyse devient démonstration (d'où une formulation du type "*Rappelons que* ..."). A partir du compte-rendu de la faillite de Barings, le lecteur se voit ainsi finalement obligé de conclure (il s'agit littéralement d'une obligation : le parcours de l'article n'autorise pas d'autre issue), avec Okba LAMINA et *L'Humanité*, à la nécessité d'une intervention politique radicale, et non pas simplement technique (l'objet de la

[86] : C'est nous qui soulignons.

démonstration est précisément de montrer que de seules tentatives de régulation des marchés spéculatifs sont insuffisantes), pour mettre fin au profits financiers.

•"*Le franc dans la tourmente*".

Le dispositif rhétorique précédemment évoqué se retrouve en partie à l'oeuvre dans le second article signé par Okba LAMINA, et consistant --- le titre est explicite --- en une **description-analyse** détaillée des conséquences "techniques" de la faillite de Barings sur les marchés monétaires (ce double mouvement, de constat et de prospective, est explicitement indiqué dans le sous-titre, qui annonce l'organisation de l'article en évoquant "*la conséquence*" de la faillite de Barings (une "*pression contre le franc français*"), puis ensuite, comme une possibilité d'action "*en retour*", "*une attaque qui risque d'être renforcée contre les salaires et la protection sociale*"). Si, dans une première partie, les évolutions de la valeur de chacune des grandes monnaies le lundi 27 Février sont d'abord précisées avec force chiffres, et sur un mode énumératif (deux caractéristiques qui, d'un point de vue discursif, **renvoient à l'expression d'une compétence spécifique de l'énonciateur**), c'est encore une fois dans la partie conclusive de l'article que se manifestent les singularités du discours de *L'Humanité*.

Au sein de ce discours centré sur un domaine supposé technique, il est par exemple frappant de constater que, au delà d'une rapide (et peu commentée) présentation des conséquences internationales de la faillite de Barings, le journaliste insiste surtout, comme le montre le titre de l'article (centré sur le franc), sur ses effets pour l'économie française --- effets qui peuvent être parfois hypothétiques : au fil de l'article, on quitte ainsi les verbes au passé, passé composé ou imparfait, pour trouver le présent, ou même une forme de futur conditionnel ("*va s'appuyer*"). D'où, finalement, **la logique et rapide réactivation de polémiques franco-francaises antérieures,** qui constituent le "fond de

commerce" du journal[87] (cf. l'avant-dernier paragraphe : "*Le gouvernement français va s'appuyer sur la pression des marchés spéculatifs internationaux, renforcée par la faillite de Barings, pour justifier une remise à plat de la protection sociale. Il s'agit de satisfaire d'abord aux critères de Maastricht avec l'illusion que la pression des marchés serait moins grande si l'on diminuait la protection sociale et les dépenses publiques.*").

D'autre part, nous avons été marqués aussi par le ton souvent dramatique de l'article (cf., encore une fois, son titre, ou, simplement, la première phrase de l'article, évoquant le développement en cours ("*a précipité*") d'une "*crise monétaire secouant toutes les grandes devises*"). Tout fonctionne comme si le journaliste cherchait à mettre en évidence une dimension supposée "extra-ordinaire" de l'événement-référent (à l'origine de chutes de monnaies "*spectaculaires*", de "*records*" de baisse "*historiques*" ; lorsqu'on parle de "*crise monétaire*", celle ci est ainsi réputée secouer "*toutes les grandes devises à l'exception du mark, du yen et du franc suisse*"[88]), dont lui seul finalement, parce que spécialiste, saurait nous livrer la vraie lecture. Le discours d'information se mue ainsi, à partir du cinquième paragraphe, en un discours plus a-temporel, de nature directement pédagogique --- organisé non plus selon le mode de l'énumération, mais reposant sur **un schéma techniqne analytique et mécaniste** du type :

SITUATION ECONOMIQUE REELLE >> *"IMPLIQUE"* >> CONSEQUENCE(S) NECESSAIRE(S)

Un tel principe d'organisation discursive (qui renvoie, d'une certaine façon, à la "scientificité" du savoir sur les rouages de l'économie) permet la présentation, sur un mode en apparence toujours régulièrement rigoureux, des thèse les plus simples (du type "*la hausse du mark entraîne des tensions au sein du système monétaire européen*") comme les plus complexes, la relation finale étant dans ce dernier cas pédagogiquement éclatée en une séquence de sous-relations. Une lecture

---

87 : Il ne faut pas voir dans cette expression une quelconque prise de position, de notre part, sur l'intérêt du discours de *L'Humanité*. Simplement, nous constatons que le journal parvient rapidement à recentrer son discours sur un terrain qui lui est habituel. **Comme si, d'une certaine façon, l'événement-référent n'était que prétexte...**

88 : C'est nous qui soulignons.

détaillée de la partie analytique de l'article d'Okba LAMRANI permet ainsi d'établir le schéma suivant :

"Effondrement du marché financier et monétaire mexicain"
>> IMPLIQUE >>
"Difficultés des Etats Unis à créer leur zone d'intégration en Amérique du nord"
(1)

"Accumulation des endettements publics et privés dans les grands pays développés"
>> IMPLIQUE >>
"Pressions à la hausse sur les taux d'intérêt"
(2)

(1) + (2)
>> IMPLIQUE >>
"Montée en puissance des risques de crise financière grave"
(3)

(3)
>> IMPLIQUE >>
"Les fonds spéculatifs choisissent de se placer sur les valeurs réputées sures comme le mark"
(4)

(4)
>> IMPLIQUE >>
"Hausse du mark"
(5)

(5) + *"Soupçons des marchés financiers sur les capacités des pays d'Europe du sud et de la France à maîtriser leurs déficits publics et sociaux"* + *"Attitude de la Bundesbank qui maintient une politique monétaire restrictive"*
>> IMPLIQUE >>
"Tensions au sein du système monétaire européen"
(6)

(6) , ***"aggravé par la faillite de Barings"***
>> IMPLIQUE >>
"Pressions contre le franc français"
(7)

(7) + *"Volonté du gouvernement français de satisfaire aux critères de Maastricht"*
>> IMPLIQUE >>
"Pression plus grande contre l'emploi de qualité et les salaires"
(8)

Lorsque directement technique, le discours d'information économique, dans *L'Humanité*, fonctionne donc selon une organisation relevant du régime de la décomposition pédagogique, et les changements structurels s'accompagnent alors, en "surface" discursive, d'une évolution lexicale : on peut constater, par exemple, l'emploi récurrent, dans les derniers paragraphes de l'article, de termes "organisateurs" du discours ("*avec notamment*", "*littéralement*", "*donc*", "*mécaniquement*", "*encore*", etc.), ou, sur un autre plan, la répétition de différents types de "détours explicatifs" (nous pensons ici aux parenthèses de définition --- lorsqu'est

évoquée la notion technique de "*politique monétaire restrictive*", le journaliste précise immédiatement entre parenthèses une de ses significations concrètes ("*le crédit reste rare et cher*") ; de même, il nous est précisé que l'idée de taux d'intérêt "réel" correspond au calcul de la différence en "*le taux affiché [et] le taux d'inflation*" --- ainsi qu'à l'existence de développement métaphoriques induisant une forme d'explication --- exemple : "*les fonds de placement spéculatifs (...) vivent (...) sur le dos de la dette des Etats (...)*".).

D'un point de vue critique, il semble ainsi nécessaire de s'interroger, au delà de son apparente rigueur formelle, sur le sens général de la démonstration du journaliste de *L'Humanité* : il est par exemple surprenant de constater que la saisie de l'événement singulier initial "faillite de Barings" se trouve enserrée dans un discours bien plus large d'analyse de la "réalité" économique (relevant sans aucun doute, encore une fois, de principes antérieurement existants). Si l'on prend ainsi le parti de résumer le schéma séquentiel plus haut évoqué, le discours induit, dans cet article, par la relation de la faillite de Barings renvoie au schéma fondamental suivant (qui constitue le sens ultime de l'article d'Okba LAMRANI) :

Economie libérale >> IMPLIQUE >> "*Pressions contre l'emploi de qualité et les salaires*"

En dernier ressort, **cet article supposé rendre compte (dans une démarche journalistique objective) des conséquences monétaires de la faillite de Barings relève donc d'un discours d'inspiration politique sur le monde économique**. Dans le discours d'information économique qu'il laisse supposer, "faits" et "commentaires" (pour reprendre une distinction classique) tendent à se mêler inextricablement, en vertu de principes politiques qui induisent un point de vue explicatif particulier sur les points d'actualité repérés. Car **toutes les relations "*IMPLIQUE*" plus haut évoquées, en dehors de leur identité formelle, ne reposent pas sur la même logique mécaniste** : si, par exemple, la relation (4) >> IMPLIQUE >> (5) ne semble guère discutable, on pourrait par contre gloser longtemps sur la justesse de la relation finale (7) >> IMPLIQUE >> (8), (la seule pourtant, précisément, qui inclue l'événement "faillite de Barings") qui ne trouve son sens qu'en référence à une **hypothèse spéculative**

relevant d'un **jugement polémique** sur la politique économique et sociale du gouvernement français ("*Le gouvernement français va s'appuyer sur la pression des marchés financiers internationaux, renforcée par la faillite de Barings, pour justifier une remise à plat de la protection sociale. Il s'agit d'abord de satisfaire aux critères de Maastricht avec l'illusion que la pression des marchés serait moins grande si l'on diminuait la protection sociale et les dépenses publiques*") ....

B22. Trois articles de complément, pour de nouvelles expressions du même discours

Les deux articles de la page 4 placés sous la mini-définition générale "Repères", ainsi que l'article de la page 3 présentant une histoire rapide de la banque Barings nous sont apparus comme **des articles de complément** : ils viennent ajouter un supplément d'information par rapport à la relation "brute" de la faillite de Barings (information "de profondeur", supposée éclairer quelques points particuliers de l'événement originel), et, de ce fait, entrent donc eux aussi parfaitement dans le cadre d'une organisation sous forme de "dossier". Nous avons choisi de distinguer l'article de la page 3 : il nous a semblé plus riche d'enseignement que les deux articles "Repères" qui, leur titre l'indique, relèvent plus directement d'un simple supplément pédagogique.

• ***"Née avec l'empire de Sa Majesté".***

Cet article de présentation de l'histoire de la banque Barings relève à première vue d'une forme de journalisme "pédagogique" : y sont livrées des informations supposées contribuer (même, ici, de manière éloignée) à une meilleure compréhension de l'actualité la plus chaude. Ce court texte est non signé ; on peut supposer qu'il s'agit , au moins en partie, de la reprise d'une dépêche d'agence (nous en avons retrouvé certains fragments dans les articles du *Figaro*), complétée --- *L'Humanité* l'indique--- par des "*précisions*" du correspondant particulier londonien du journal. Son titre a sans doute été choisi par le quotidien : on y retrouve en effet une allusion aux liens

de Barings avec la Couronne d'Angleterre, que l'organe communiste souligne, de façon tout à fait particulière, à plusieurs reprises, y compris dans des titres. Construit selon un plan chronologique (on part de la fondation de Barings, en 1762, pour arriver à la situation de 1994 .... et, donc, en suspens, à la banqueroute de la veille), cet article historique n'hésite pas à manier l'anecdote ("*(...) même Jules VERNE honora Barings à sa manière en en faisant la banque de Phileas FOGG (...)*"). Plus fondamentalement, il nous a semblé possible d'y repérer (lorsque le discours de *L'Humanité* prend le pas sur le discours d'agence ?), dans le choix même des points historiques considérés, une certaine forme de positionnement de l'énonciateur anonyme. Ainsi par exemple, ---- il s'agit là précisément de "*précisions*" du correspondant londonien, que *L'Humanité* a choisi de conserver et diffuser : c'est donc qu'elle les considère comme dignes d'intérêt --- un accent particulier est mis sur la duplicité, amorale et apatride, purement cupide (seule était visée une "*récompense*", en l'occurrence "*l'organisation de la vente de la Louisiane*"), des anciens dirigeants de la Barings[89] qui, "*en 1803, (...) a simultanément financé les américains en guerre contre les français et le corps expéditionnaire de Napoléon contre les Américains*", ou, "*à la Restauration, après avoir financé la guerre des royaumes coalisés contre l'Empire, a accordé un prêt de 315 millions de francs à Paris, ce qui lui valut les louanges du (...) duc de Richelieu*" (faut-il voir, dans cette ultime remarque, une évocation détournée de la possibles complicité entre le monde de la finance et celui du pouvoir ?). Dans le même registre, est aussi évoqué, à propos de l'empire colonial de la Couronne, le "*pillage*" des matières premières des pays colonisés.

Dans cet article en apparence anodin, que l'on aurait pu supposer de "pure" information rétrospective, se manifeste ainsi malgré tout (comme en arrière-plan) une forme de jugement sur le capitalisme financier, présenté comme ontologiquement duel et amoral (sa seul foi, c'est la recherche du bénéfice). A travers le discours sur une histoire particulière, **il y a ainsi réactivation d'un discours de vérité plus ancien sur**

[89] : On peut toutefois supposer qu'il s'agit là de l'expression singulière d'un point de vue général sur l'univers de la banque et de la finance...

la nature de l'économie (il est clair en effet que ces jugements n'ont pas été subitement inspirés par la seule considération de l'histoire de Barings), **auquel le lecteur est prié d'adhérer, dans une relation parfois complice** (cf. les trois points de suspension, lourds de sous-entendus, qui suivent l'évocation du caractère prétendument "*[mécène] et [bienfaisant]*" de la Barings Foundation (les guillemets, présents dans l'article, étant de toute évidence à lire comme un indice de scepticisme). Finalement, si ce genre de texte rétrospectif trouve certes tout à fait sa place dans le cadre d'un traitement général de type "dossier", il apparaît presque possible de le lire aussi, dans le contexte de ce 28 Février, comme d'ordre véritablement "nécrologique" --- comme si, immédiatement, *L'Humanité* "enterrait" déjà la banque Barings...

• **La double colonne "*Repères*"**

L'article qui occupe la place supérieure de cette double colonne (article consacré à une mise au point sur la question des "*produits dérivés*") tranche d'abord pas son caractère évidemment synthétique (les informations y sont livrées en quatre points successifs : "*explication*", "*exemple*", "*opérateurs*" et "*volume*"). Il s'agit d'un article expressément pédagogique ; l'information s'affirme comme enseignement : à "*l'explication*" initiale succède ainsi un "*exemple*", puis une focalisation sur un des éléments du système précédemment décrit, et enfin une illustration quantitative. Dans le premier paragraphe de pure définition, on ne trouve ainsi guère de traces d'une position particulière de l'énonciateur : les deux phrases apparaissent au contraire "sèches", débarrassées de tout ornement qualificatif. Seule intervention peut-être : la présence de guillemets autour de certains termes ou expression, qui signifient sans doute ici la reprise d'un vocabulaire technique spécialisé. Dans le second paragraphe, le discours d'enseignement commence toutefois à perdre de sa froideur : un adverbe ("*avec 15000 francs seulement*"), une parenthèse (qui ne relève pas d'une nécessité, mais augure plutôt d'un discours à venir dans le troisième paragraphe) et, de façon plus évidente encore, un point d'exclamation laissent entrevoir la position de l'énonciateur-journal (l'article n'est pas signé) par rapport aux réalités décrites. Dans le

troisième paragraphe, si on retrouve certes une certaine distanciation, l'explication (qui sont les principaux opérateurs sur les marchés des dérivés ?) semble cependant servir en partie de "prétexte" pour une conclusion finale sur le danger des investissements sur les marchés financiers, expliqué comme lié particulièrement aux risques structurels de "démultiplication" d'éventuels effets négatifs. Lorsque nous parlons de "prétexte", nous ne voulons pas signifier ici que la conclusion finale de *L'Humanité* relève d'une quelconque aberration : il nous semble seulement que, parmi l'ensemble des points possibles de polémique autour des marchés financiers, celui qui se trouve ici évoqué semble bénéficier d'une attention particulière --- et singulièrement constante --- de la part du journal. Au fil des deux pages "Evénement", *L'Humanité* cherche en effet, de manière assez systématique, à explicitement souligner les risques de débâcles en chaîne en germe selon elle dans les structures mêmes d'organisation des marchés financiers (c'est bien ce risque précis que révèlent des titres comme "*La faillite de Barings déstabilise les marchés financiers*" ou "*Le franc dans la tourmente*") --- au prix, parfois, comme dans cet article précis, de véritables contorsions sémantiques : un lien de sens se trouve ainsi établi entre l'effet technique de "*démultiplication*" évoqué et la métaphore classique (plus pédagogique, voire "vulgarisatrice") de "*séisme*", qui ne renvoie pourtant qu'au seul concept de propagation ...[90] Quant au quatrième paragraphe de ce bref article, marqué par une présence (discrète) de l'énonciateur dans le discours (de nouveau un point d'exclamation), il constitue une forme d'excroissance pédagogique concrète des paragraphes précédents : il montre cependant que *L'Humanité* ne peut se passer de la comparaison (centrée sur la national, c'est à dire le proche --- "*cent fois le budget annuel de la France*") pour tenter de vraiment "faire comprendre" l'importance (et, donc, pour le quotidien, les risques potentiels) du marché des produits dérivés. Les enseignements de cet article explicatif sont donc doubles : le lecteur, d'une part, se voit offrir un certain nombre d'informations (relevant de définitions, ou de faits chiffrés, par exemple)

[90] : Il est vrai toutefois que cette métaphore colle bien avec le ton général, volontiers "dramatisant", des deux pages "Evénement".

susceptible de contribuer à l'augmentation de son capital de connaissance économiques ; mais il se trouve aussi conduit simultanément, une nouvelle fois, à partager un jugement sur la réalité décrite. Il lui faut comprendre que, non seulement, le marché des produits dérivés est un marché juteux et d'envergure, mais, aussi, que c'est un marché risqué, lourd de risques potentiels.

En ce sens, se constitue donc une sorte de continuum entre les deux articles de la double colonne "Repères" : le second article ("*Des précédents lourds de conséquences*") renvoie ainsi directement à une présentation des conséquences de quelques exemples antérieurs de lourdes pertes sur le marché des produits dérivés. Plus que le détail des informations alors livrées, c'est le premier paragraphe de présentation qui nous a intéressé : dans la mesure où l'article est non signé (car fondé sur la "relecture" d'une dépêche d'agence : on retrouvera les mêmes exemples dans *Le Figaro*), c'est précisément dans cette introduction que s'exprime le discours propre de *L'Humanité*. Dans une forme de résumé condensé de l'article précédent, le marché des produits dérivés se voit ainsi d'abord brièvement qualifié (sur un ton cette fois directement explicite : "*système de paris tous azimuts issu de la déréglementation internationale*"), et les clés de lecture d'un événement du type "faillite de Barings" se trouvent ensuite ostensiblement indiquées (fondées une nouvelle fois sur un système d'opposition duale) : "*l'économie mondiale est largement fragilisée par la spéculation*", et, "*à chaque fois, (...) ce sont les simples citoyens, qui, en fin de compte, paient les dégâts*". La boucle est bouclée ; la lecture du seul titre introductif de la double colonne "Repères" aurait été suffisante : les produits dérivés --- est sans doute est ce là, en somme, pour *L'Humanité*, leur unique définition "vraie" --- ne sont pas autre chose que "*le symbole du gonflement des activités financières au détriment des salaires et de l'emploi*".

B23. "P.C.F. : frapper la spéculation à la source". Un article exemplaire de la singularité de L'Humanité comme "organe" politique.

Ce court texte est extrêmement intéressant dans la mesure d'abord où, bien que placé dans le cadre des pages "Evénement" consacré à la relation de la faillite de Barings, il n'y renvoie que de façon bien évasive. Comme son titre l'indique, il s'agit au contraire d'un rapport, relativement détaillé, de la position du Parti Communiste Français quant au problème général de l'allocation des richesses économiques. Le lecteur se voit ainsi informé sur une position "de vérité" politique concernant, d'un point de vue général, l'ensemble du monde économique ("*Seul le travail est créateur de richesse. Cette loi fondamentale de l'économie doit être remise au goût du jour*"), mais contribuant, en toute logique pratique, à la fondation d'un certain nombre de souhaits politiques concrets (Exemple : "*L'argent doit aller à des productions et des services répondant aux besoins réels* --- on voit bien là l'indice d'une position de "vérité" --- *des gens (...). Pour cela, il est nécessaire* --- indice d'un raisonnement "logique" --- *d'instaurer (...) de nouvelles règles de crédit (...). il faut dissuader l'affairisme financier*", etc.).

Cet article renvoie ainsi directement au statut particulier de *L'Humanité*, **organe** du Parti Communiste Français : il trouverait difficilement sa place dans n'importe quel autre quotidien --- ou alors sous une forme radicalement différente. Car, dans ces pages "Evénement", le discours politique primaire (cf. le titre de l'article, qui, apparemment, semble qualifier les propos de l'article comme ceux propres du P.C.F., et de lui seul) est rapporté, dans le discours d'information, sans aucune forme de prise de distance (on ne trouve pas, par exemple, dans cet article de guillemets) : il apparaît en définitive difficile d'en définir l'énonciateur réel (Les dirigeants du P.C.F. ou *L'Humanité* ? La réponse est ardue, d'autant que l'article n'est pas signé), dont le rôle apparaît pourtant comme tout à fait directif ("*Il faut*", "*Il est nécessaire*", etc.). D'une certaine façon, **se trouvent donc livrées ici les clés permettant de comprendre les modalités de construction de l'ensemble du discours de *L'Humanité* sur la banqueroute de Barings** : on peut y lire les principaux axes de la position politique référante en fonction de laquelle *L'Humanité* développe une "stratégie discursive" originale dans son travail

journalistique d'information. Il ne faut donc pas s'étonner d'y retrouver, lorsqu'est évoquée l'analyse du P.C.F. sur l'économie financière, un système d'opposition simple:

"Spéculation" *Versus* ""Investissement raisonné",

exprimé par exemple, dans le corps de l'article, par l'opposition

"folie meurtrière de la croissance financière" Versus "développement au service de l'homme",

mais que l'on peut considérer comme renvoyant, plus largement, à **l'opposition structurante fondamentale, expressément politique** :

"Ordre économique mondial actuel" Versus "Nouvel ordre économique mondial espéré"

Il faut préciser cependant que cette ultime opposition ne reste qu'en arrière plan, aucun de ses deux termes antagonistes n'étant par exemple clairement définis. Les caractéristiques du premier se devinent tout de même facilement, comme "en négatif" par rapport aux propositions du P.C.F. évoquant une possible organisation nouvelle du système économique, fondée par exemple --- c'est ici moins un projet global que des points particuliers successifs qui se trouvent évoqués --- sur "*la production de biens et de services répondant aux besoins réel des gens, l'augmentation des salaires et des prestations sociales, l'insertion des jeunes dans la vie active, la création d'emploi et le codéveloppement international*".

C. *L'HUMANITE* ET L'ARRESTATION DE LEESON : UN COMPTE RENDU SANS PASSION.

C1. En titre, l'expression d'une certaine distance.

Au lendemain de l'arrestation à Francfort de Nick LEESON, le quotidien communiste ne rend compte que de manière relativement discrète de ce premier "épilogue" de l'affaire Barings : la nouvelle n'est ainsi même pas annoncée en première page, mais seulement évoquée, en pages "Monde", sur deux colonnes, dans un article signé une nouvelle fois par Okba LAMRANI.

D'un point de vue général, *L'Humanité* cadre son discours, en toute logique, sur le personnage LEESON : "*Affaire Barings. Le retour du golden boy prodigue*", annonce le quotidien, qui organise donc son titre en deux temps --- chacun des deux éléments répondant à une fonction bien particulière :

• Le surtitre, d'abord, entre dans une relation de dépendance avec le titre principal : il en constitue le principe d'actualisation. Mais simultanément, il en fonde aussi le sens. Il montre, dans sa forme, que, pour *L'Humanité*, l'événement originel "faillite de Barings" s'est, depuis le 28 Février, transformé en classe : si l'on reprend ainsi les termes de Maurice MOUILLAUD[91], la formulation choisie "*produit une sédimentation du présent qui fait disparaître la dynamique de l'ouverture* " ; à la différence du 28 Février, *L'Humanité* ne renvoie plus d'abord à un "procès en cours" (cf. par exemple le surtitre de la Une du mardi, "*La filiale asiatique de la banque Barings perd 4 milliards de francs*"), mais se referme au contraire sur une classification ---- **comme si, déjà, tout était définitivement su sur cette actualité.** "*La question "qu'est ce qui est en cours , " est remplacée par "Qu'est ce qui est ?"*", écrit MOUILLAUD : on voit bien là que le discours d'information est singulièrement différent du simple discours de compte-rendu...

• La partie principale du titre ("*Le retour du golden boy prodigue*") renvoie ainsi à la présentation d'un des éléments de l'événement-classe au dessus défini : on peut donc déjà comprendre que cet article reposera sur des modalités de saisie de l'actualité économique semblables à celles repérées le 28 Février. Du fait de son caractère nominal ("*le retour* ..."), on ne trouve pas trace dans ce titre de son caractère verbal (il n'apparaît pas comme le discours particulier d'un énonciateur particulier) : il s'agit pourtant là d'une relation originale, qui apparaît comme chargée de sens implicite (le terme "*golden boy*" charrie par exemple une somme de représentations, d'origine surtout cinématographique, sur les acteurs des marchés financiers), et qu'il nous semble surtout à lire comme ironique et distanciée (Cf. la singulière reprise du thème

[91] : MOUILLAUD, (Maurice) et TETU, (Jean-François), *Le journal quotidien*, p. 126.

classique du "*retour du fils prodigue*"). Si donc *L'Humanité*, en apparence, semble persister dans son cadrage initial tel que préalablement défini, il semblerait aussi, un peu confusément, que les suites de événement, cinq jours après la faillite originelle, ne l'intéresse en vérité plus guère...

C2. Un rejet implicite de la "chronique financière"

De fait, si l'on s'intéresse précisément au contenu de l'article, on constate une forme de décalage entre le cadrage général plus haut évoqué --- qui semble indiquer, dans le cadre général d'une information sur "l'affaire Barings", une focalisation sur le personnage de Nick LEESON, confirmée d'ailleurs par l'illustration photographique --- et le contenu réel du discours : s'il commence certes son papier par la relation de l'arrestation de LEESON, le journaliste en profite surtout pour s'interroger longuement sur les raisons véritables de la faillite de Barings, avant de conclure sur ses issues possibles. Depuis le 28 Février, *L'Humanité* ne croit pas à la thèse d'un LEESON seul responsable (il s'agit bien seulement d'une thèse, et non d'une vérité : le quotidien le montrait par exemple le 28 Février en légendant, sur le mode sceptique, un portrait de LEESON par la phrase "*LEESON, le prodigue ou plutôt le porteur de chapeau*", et Okba LAMRANI le rappelle le 3 Mars dès l'introduction de son article en le présentant comme "*le golden boy censé avoir seul (...) coulé la plus prestigieuse des banques d'affaires de la City*") ; sa lecture de l'événement, nous l'avons vu, est bien plus large et ambitieuse. D'où donc finalement, au lendemain de son arrestation, la manifestation (discrète) d'une certaine sympathie amusée pour l'employé de Barings (dès le deuxième paragraphe, le journaliste ne le désigne plus que par son prénom, et il devient en fin d'article "*le jeune Nick*" ; à propos de sa fuite vers un palace de Bornéo, on évoque "*une semaine de repos bien mérité*"...), dont *L'Humanité* n'hésite pas à tenter d'expliquer le comportement (le conditionnel devenant alors indice d'une "presque-certitude" : "*[Il] n'est certainement pas innocent, [mais] n'aurait fait que tenter de regonfler artificiellement les bénéfices (...)*").

Ce 3 Mars en fait, *L'Humanité* ne semble plus déjà accorder une importance capitale à l'affaire Barings (elle ne fait plus "événement") : l'arrestation de LEESON constitue pour le quotidien comme l'épilogue de "l'accident singapourien", et la routine de l'information économique semble avoir repris le dessus (Cf. l'ensemble du cinquième paragraphe, qui consiste en un travail de présentation des possibilités de reprise de la banque britannique, et dans lequel on retrouve un régime discursif plus traditionnel (une expression comme "*un savoir-faire financier internationalement reconnu*" apparaissant ainsi comme un exemple de discours figé). Dès lors, *L'Humanité* semble retourner à une position plus distanciée : hors des possibilités de développer un discours-jugement sur le système économique, l'actualité financière ne semble plus guère intéresser un quotidien qui s'affirme, chaque jour, dans tous ses éléments, comme politique et "communiste". La chronique des marchés financiers, l'information économique simplement utilitaire ne l'intéresse pas --- comme s'il y avait là seulement source d'intérêt pour "les riches", qui ne sauraient faire partie de son lectorat privilégié. Voilà ce que révèle, en pointillé, la conclusion de cet article, désespérément définitive : "*Dommage pour les pauvres !* " (Id., ce sont toujours les mêmes qui trinquent...). *L'Humanité* a choisi un camp --- et s'y tient.

CHAPITRE II. LE "COMPTE RENDU", DANS *LE FIGARO*, DE LA FAILLITE DE BARINGS : UN DISCOURS "D'AMORTISSEMENT" DE L'EVENEMENT RAPPORTE.

Pour l'analyse, maintenant, du traitement de la faillite de Barings dans *Le Figaro*, nous nous proposons de continuer de mettre en application la même grille de lecture du discours de presse. Nous avons toutefois pris le

parti de ne pas faire totalement abstraction, dans ce second chapitre, des diverses mini-conclusions des paragraphes précédents : ainsi nous échapperons nous parfois de la spécificité de l'analyse du discours du *Figaro,* pour présenter quelques premiers éléments de comparaison générale des modalités respectives d'écriture de l'information économique dans les deux quotidiens que nous avons choisi de retenir.

A. "LA CHUTE DE BARINGS AGGRAVE LA CRISE MONETAIRE" : LE TITRE DE UNE DU 28 FEVRIER.

A1. La mise en scène d'une information neutre et objective...

Le mardi 28 Février, *Le Figaro* annonce en information principale de Une "*la chute*" de Barings : le titre concernant cet événement occupe 4 colonnes (sur les 8 que compte le journal) dans la partie topographique la plus distinctive de la page, dans l'angle supérieur gauche sous la manchette. Une rapide étude comparative montre qu'il s'agit là, pour *Le Figaro*, d'un présentation de Une techniquement classique, le principal point intéressant étant donc plutôt la présence d'une photographie illustrative --- portrait serré d'un Nick LEESON souriant.

A l'image des autres quotidiens français, *Le Figaro* fonde l'organisation de ses titres centraux de première page (nous ne parlons pas ici des titres d'appel de la colonne de droite) sur une combinaison de plusieurs éléments. Une analyse précise permet toutefois de constater que le système ici mis en place conserve malgré tout une originalité qui lui est propre :

• Comme vu pour le cas de *L'Humanité*, le surtitre du *Figaro* ("*la banque britannique sous règlement judiciaire*") se caractérise par son caractère lié : factuel et informatif, il ne se comprend totalement que dans une relation de co-lecture avec la partie principale du titre. (l'expression "*la banque britannique*" renvoie ainsi directement au nom propre Barings qui lui fait suite, dans la partie centrale

du titre). Mais, à la différence de ce que nous avions observé pour le quotidien communiste, il ne relève pas directement d'une démarche d'actualisation : ce sont seulement des différences typographiques ou lexicales (le remplacement de la désignation explicite "*Barings*" par une périphrase) qui le constituent en titre de complément. Sa tournure verbale nous a semblé digne d'être relevée, dans la mesure où elle exprime un travail de focalisation sur un résultat (la mise sous règlement judiciaire) plutôt que sur une action ("*La filiale asiatique de Barings perd 4 milliards de francs*", écrivait en surtitre *L'Humanité*) : constitue-t-elle alors le premier indice d'une possible prédilection ultérieure pour un travail de présentation des seules conséquences de la faillite de Barings ?...

• "*La chute de Barings aggrave la crise monétaire*".

Ce titre central de Une confirme l'hypothèse précédente : *Le Figaro* semble bel et bien vouloir principalement cadrer son discours du côté d'une information sur les seules conséquences de la faillite de Barings (envisagées, plus précisément, selon un point de vue d'abord "technique", puisque, ici, "monétaire"). Là où *L'Humanité*, immédiatement, installait dans son discours d'information une position d'analyse (analyse générale, détachée du temps de l'événement), *Le Figaro* parait donc au contraire, apparemment, faire preuve de la plus large objectivité : son titre central se présente comme de pur constat factuel --- il s'agit là d'une disposition qu'indique en particulier le choix du verbe "aggraver", indice d'une soumission à la dynamique particulière de l'actualité. Constatons tout de même cependant que ce même verbe, dans le même temps, renvoie aussi, malgré tout, à une lecture particulière de "*la chute de Barings*" : la relation de cette dernière actualité se trouve en effet immédiatement incluse dans une séquence plus longue d'information sur "*la crise monétaire*", dont les tenants et aboutissants sont d'ailleurs supposés connus du lecteur (Cf. l'article défini "*la*").

• *"Le mark dopé contre toutes les monnaies. Le franc résiste bien à la tourmente"*.

Ce sous-titre, qui consiste en une précision du titre central, apparaît lui aussi comme explicitement factuel : sa dimension syntaxiquement brute donne l'impression d'un pur constat, sans énonciateur particulier. Pourtant, nous sommes bien là toujours dans le cadre du discours **singulier** du *Figaro* sur la faillite de la banque Barings (discours dont le qualificatif *"bien"* (*"le franc résiste bien à la tourmente"*) constitue un indice discret), et nos conclusions précédentes ne se trouvent pas contredites : en choisissant un tel sous-titre, le quotidien confirme largement son choix de cadrer principalement son discours d'information du côté d'**une "présentation" des seules conséquences techniques de l'événement** référent (on ne retrouve pas par exemple, pour l'instant, le ton "analytique" observé dans *L'Humanité*).

D'une manière qui lui est tout à fait singulière, *Le Figaro* prend aussi quotidiennement le parti d'accompagner ses titres principaux de Une (et eux seuls : il s'agit là, entre autre, d'un élément de distinction hiérarchique) de brefs articles synthétiques (chaque paragraphe succinct est marqué par un point), qui constituent simultanément une introduction (ils se terminent systématiquement par un renvoi explicite aux pages intérieures concernées) et une synthèse des articles à venir (un "digest", pourrait-on dire, si l'on se réfère au surlignage en gras des éléments essentiels ---- considérés en tout cas comme tels par le quotidien). Ce mardi 28 Février, *Le Figaro* résume/introduit ainsi l'actualité Barings en 6 points, qui, d'une manière générale, constituent un développement détaillé du cadrage dans le titre évoqué : les éléments caractéristiques de "l'aggravation" de la crise monétaire sont ainsi successivement évoqués, monnaie après monnaie, le quotidien poursuivant et affirmant ainsi son travail préalable de circonscription de l'événement à la relation de ses seules conséquences techniques (*L'Humanité* affirmait la nécessité d'interventions politiques : *Le Figaro* se contente d'évoquer l'intervention de Banques centrales...). Sans surprise, le quotidien continue à se présenter comme l'énonciateur d'un discours de simple répétition de la

réalité, les "événements" de la veille étant ainsi rapportés au passé composé, et la structure de leur déroulement chronologique explicitement soulignée à plusieurs reprises ("*la chute (...) de Barings a aggravé hier les désordres monétaires*" ; "*Barings a été mise sous administration judiciaire après avoir perdu (...)*" ; "*[le] mark, consacré comme valeur refuge depuis la crise mexicaine", la lire s'est effondrée hier*" ; "*les banques centrales italiennes et espagnoles ont du intervenir à plusieurs reprises dans la journée d'hier*" ; "*le franc a terminé la séance en légère hausse par rapport à vendredi*"). Seule trace apparente de commentaire sur l'actualité rapportée : l'évocation, dans un point conclusif, d'une possible réflexion à mener sur d'éventuels "*contrôles ou réglementations (...) des marchés [des produits dérivés]*", mais *Le Figaro* reste sur ce point particulièrement circonspect : l'emploi d'un conditionnel en est la preuve.

A2. ...Mais, une sémantisation particulière de l'événement référent

En Une, *L'Humanité* informait sur sa manière politique de saisir l'événement : *Le Figaro,* au contraire, s'efforce de mettre en scène son objectivité (en fonction de moyens simultanément syntaxiques, lexicaux et topographiques). Son discours, en surface, recèle ainsi toutes les qualités d'un discours d'information pure : il n'est pas par exemple traversé d'intentions perlocutoires --- lorsque d'éventuelles réglementations des marchés spéculatifs sont évoquées, la tournure employée est passive (" *(...) des contrôles ou réglementations pourraient être imposées à ces marchés*") ; c'est à dire fort différente du "*Il faut*" de *L'Humanité)* ----, et son caractère synthétique semble l'indice d'un effacement de l'énonciateur.

Si, pourtant, l'on s'intéresse de plus près à son contenu, on constate malgré tout que le discours du *Figaro* n'est pas aussi neutre qu'il s'en donne l'air. Ainsi par exemple de son choix singulier de cadrage, tout à fait radical : la où l'événement, comme nous l'avons plus haut expliqué, aurait pu être abordé selon quatre grands axes, le quotidien prend le parti de n'en utiliser qu'un seul --- comme si, finalement, le reste

n'existait pas (dans le journal, seul ce qui est dit est). A la différence donc de *L'Humanité*, qui, dès sa page de Une , diluait son rapport de l'événement-référent dans un discours à portée plus universelle, *Le Figaro* fait le choix de la circonscription, la faillite de Barings étant présentée comme relevant de la seule chronique financière (Cf. l'inscription de cet événement singulier dans le temps-séquence plus long d'une "*crise monétaire*"). D'une manière générale, **lorsqu'il s'agit d'évoquer, dans le discours d'information économique, une actualité précise, l'interprétation semble ainsi toujours, selon des modalisations différentes, prendre le pas sur le simple "compte-rendu".** Considérons par exemple l'évocation du rôle de LEESON : dès sa page de Une, sans manifester la circonspection de *L'Humanité, Le Figaro* le désigne comme responsable unique de la faillite de Barings, puisque c'est *"par [sa] faute"* que Barings a été placée sous administration judiciaire (Le *Figaro*, dans son texte de synthèse, n'évoque certes que rapidement la question --- la différence est ici claire avec le quotidien communiste ---, mais l'illustration photographique désigne tout aussi explicitement le coupable....). De la même manière, il est intéressant de détailler la manière dont *Le Figaro* "rend compte" des conséquences de la faillite de Barings sur le cours du franc : *L'Humanité*, comme nous l'avons montré, insistait longuement sur les conséquences néfastes de l'événement-référent pour la monnaie française ; *Le Figaro* développe au contraire, **en utilisant des termes presque identiques, mais renvoyant ici à une signification différente**, une analyse plus "optimiste"[92]. Dans les deux cas, l'information porte bien sur le même "événement", mais celui-ci se trouve à chaque fois littéralement "construit" selon des principes différents (et pourtant à chaque fois tout aussi "rigoureux" : *L'Humanité*, simplement, fonde son analyse sur le "constat" précisément détaillé d'un "*[rapprochement] du franc de son record historique de baisse du 16 Août 1993 (3,5490 Marks pour un franc)*" alors, que *Le Figaro*, pour sa part, se

[92] : "*Le franc dans la tourmente*", titre en page 4 *L'Humanité*, alors que *Le Figaro* explique que "*le franc résiste bien à la tourmente*". Le choix d'une vision plus ou moins sombre est bien ici l'indice d'une prise de position particulière, **dont les principes, de toute évidence, sont extérieurs** (et extensifs) **au travail de compte rendu informatif.**

contente de prendre pour référence, dans son analyse, la séance boursière du vendredi précédent --- et ce choix est explicitement expliqué, dans un souci sans doute de démonstration de rigueur... Il ne s'agit pas ici de montrer que l'un des deux quotidiens se trompe, ou ment (nous ne savons d'ailleurs pas sur quels éléments de référence une telle démarche pourrait se fonder) ; nous constatons seulement que **l'objectivité et l'apparente scientificité** (Cf. les citations de chiffres, les précisions de sources) **de l'information économique reposent sur des principes bien légers...**

B. Les articles du 28 Fevrier : une approche technique et circonscrite de la faillite de Barings

B1. Un traitement sur le mode de la chronique économique

A la différence de *L'Humanité*, qui ne distingue pas dans son organisation de rubrique économique, *Le Figaro* consacre quatre jours par semaine un cahier de pas moins de 16 pages (en moyenne) à la présentation de l'actualité économique. L'information économique, dans le quotidien de la rue du Louvres, se trouve ainsi doublement distinguée : par l'importance qui lui est accordée d'abord (cette première remarque renvoie à la définition du *Figaro* comme un quotidien pour "décideurs" : les informations institutionnelles sur les marchés occupent par exemple une part importante de ces "pages saumon", et l'on peut voir là une manifestation de cette information économique "pour soi", directement utilitaire, évoqués par certains chercheurs en science économique[93]), par la place "à part" qui lui est réservée ensuite. *Le Figaro* construit ainsi son discours d'information en introduisant, dès son premier travail de structuration en rubriques, une distinction entre "l'information générale" (sociale ou politique par exemple) et l'information économique, qui devient donc affaire

[93] : Voir par exemple, sur ce point, PERRET, (Pierre-Marie) et SILEM, (Ahmed), *Prolégomènes à l'économie de l'information*, 1983, p. 16.

de "spécialistes", et semble renvoyer à l'idée d'une actualité économique "indépendante" (c'est à dire sans liens affirmés avec les autres dimensions de l'actualité quotidienne).

Le 28 Février, le travail initial de circonscription du *Figaro* (marqué par le choix d'un seul axe de sémantisation, alors que quatre sont potentiellement possibles) se poursuit donc par un renvoi du traitement de la faillite de Barings en pages spécialisées, sous la plume de journalistes spécialisés, et sous le titre général suivant (il s'agit d'un surtitre coiffant quatre articles) : "*La chute de la Banque Barings et ses répercussions*". En dépit de ce titre, la position de départ (le choix d'une analyse privilégiée des seules conséquences) se trouve, en ces pages intérieures, quelque peu aménagée : un article en effet --- *Le Figaro* pouvait-il faire moins ?... ---- est consacrée à la relation de l'événement lui-même ("*La machine infernale des produits dérivés*"), mais selon un point de vue général qui reste très technique, économicocentriste. Au niveau du cadrage discursif, le caractère singulier, "accidentel" (il s'agit bien d'une actualité "faisant événement"), de la faillite de Barings, que *Le Figaro* ne peut pas ne pas constater, est certes indiqué dans chacun des titres, mais de manière sobre et discrète, en fonction surtout d'outils lexicaux ("*la machine infernale des produits dérivés*" ; "*les marchés sous le choc*" ; "*la City a évité de céder à la panique*" ; "*aux opérateurs de mesurer leurs risques*").

Plus généralement, à l'inverse de *L'Humanité*, le quotidien construit son discours sur un ton neutralisant et pacifiant : plutôt par exemple que l'article de relation des conditions de la faillite de Barings, c'est ainsi le texte consacré à démontrer la réaction "raisonnable" de la Bourse londonienne qui constitue le noyau central de cette page (il occupe 5 colonnes --- contre 3 --- , son titre est, typographiquement, le plus imposant, et il est le seul à être accompagné de photographies, au ton très institutionnel : une reproduction des armoiries de Barings, et un portrait posé, en pied, d'un Peter Baring très digne, dont le sérieux tranche avec le sourire --- insouciant ? irresponsable ? Il semble en tout cas être l'indice d'une possible culpabilité ---- de Nick LEESON en première page.). On peut ainsi constater, pour finir, que l'ensemble des informations sur la faillite de Barings occupent, dans les pages saumon, la rubrique "*La vie Economique*"

: là donc où *L'Humanité* avait pris la décision de distinguer un "événement", *Le Figaro* estime au contraire n'avoir affaire qu'à un élément, certes un peu exceptionnel mais en définitive "classique", de la chronique quotidienne du monde des affaires.

B2. Un discours peu critique sur les diverses conséquences de la "chute" de Barings

Nous allons maintenant poursuivre l'application pratique des principes de notre grille de lecture en nous intéressant directement au contenu des quatre articles du *Figaro*. Comme pour le cas précédent de *L'Humanité*, il faut rappeler que nous ne chercherons pas à établir une analyse exhaustive : nous espérons seulement parvenir à distinguer les points essentiels du discours singulier du quotidien étudié.

B21. Les deux articles principaux : un traitement se voulant de pure information, mais excessivement apaisant.

• **"La machine infernale des produits dérivés".**

Du point de vue du "contenu", cet article --- qui *relate* la faillite de Barings : il s'agit d'un **récit**, présenté explicitement comme tel dans son sous-titre "*Comment la plus respectable des banques britanniques a pu se laisser piéger par un jeune aventurier de la finance moderne*" --- mérite d'être considéré comme l'article principal de ce 28 Février. Mais nous avons déjà noté, toutefois, qu'il ne se trouve pas, d'un point de vue "technique" (en termes de volume ou de typographie par exemple), particulièrement mis en valeur : seule sa position sur des colonnes de gauche indique son caractère "premier".

Son organisation générale est assez simple, et, surtout, **parfaitement "bouclée"** : dès la première phrase, *Le Figaro* établit **sa** définition de l'événement-référent (définition singulièrement restrictive, puisque le quotidien inaugure son récit par la phrase suivante : "*A lui seul, un golden boy de 28 ans a réussi le tour de force*

d'envoyer au tapis Baring Securities, la maison de titre occidentale la plus respectée en Asie"), qui constitue le fondement général de l'article (les interrogations qu'on y trouve ne remettent jamais en cause cette position initiale, mais cherchent seulement à l'éclairer), et implique sa conclusion finale, explicitement définitive : "*pour Nick LEESON, l'aventure se serait terminée hier par son arrestation en Thaïlande*", écrit *Le Figaro*. Cette dernière information, conditionnelle, s'avérera fausse, mais elle reste malgré tout, pour nous, extrêmement intéressante : elle indique en effet de manière directe le travail général de circonscription que mène le quotidien, qui résume la faillite de Barings au seul aventurisme de LEESON (pas la peine, donc, de la discuter beaucoup plus : quelques paragraphes dans cet article, ainsi que dans celui titré "*La City a évité de céder à la panique*", suffiront...), et préfère présenter plus longuement les répercussions de cet "acte initial" ("*dont on est encore loin de connaître toutes les retombées*", mais que l'on peut tout de même résumer par la constatation suivante : "*Pour la banque, le cauchemar ne fait que commencer*", conclut *Le Figaro*).

Ce schéma global se trouve légèrement nuancé dans les paragraphes centraux de cet article : la journaliste (qui est une rédactrice habituelle des pages "*La vie économique*") ne peut en effet pas ne pas évoquer de possibles interrogations sur l'exacte responsabilité de LEESON (d'où un des rares exemples, dans cet article, de trace explicite d'une prise de position de l'énonciateur-journaliste, qui modalise son rapport de déclarations de la Banque d'Angleterre ("*Aux dires de la Banque ...*") avant d'exprimer son doute ("*Comment imaginer qu'un opérateur (...) ait pu prendre seul et en toute impunité des positions aussi énormes?*")). A la différence toutefois de ce que l'on pouvait lire dans *L'Humanité*, cet aspect singulier de l'événement-référent, d'un point de vue global, ne se trouve indiqué que de manière superficielle, plus allusive que directe ("*Beaucoup d'ombres entoure encore cet énorme scandale financier, notamment la connaissance que pouvaient avoir la banque et les autorités financières locales des agissements de [l'] opérateur [LEESON]*", se contente d'écrire Muriel MOTTE), le discours se centrant plutôt sur une présentation détaillée des seuls risques techniques du "système" des produits dérivés. **Le récit du *Figaro* ne bascule ainsi pas vers**

l'expression d'analyses générales, mais reste au contraire cantonné aux domaines les plus techniques : lorsque des dysfonctionnements sont repérés, ils sont immédiatement qualifiés comme seuls indices de possibles dérives "perverses" du système d'organisation des marchés financiers, dont les principes généraux d'existence et d'organisation ne sont ainsi jamais mis en question (*Le Figaro*, à la différence de *L'Humanité*, ne désigne pas une classe de responsabilité ("*la spéculation*"), mais se contente d'évoquer des risques purement mécanistes : cf. le titre de l'article ("*la machine infernale des produits dérivés*"), où l'organisation syntaxique des paragraphes centraux, qui ne renvoient qu'à la désignation de causalités mécaniques).

Le lecteur du *Figaro* (dont, précisons-le, les caractéristiques "construites"[94] sont sans doute différentes de celles du lecteur de *L'Humanité* : on ne trouve ainsi dans l'article qui nous intéresse qu'une seule parenthèse explicitement pédagogique) se voit donc invité à adhérer aux implications sémantiques de la stratégie discursive choisie --- à acquiescer, par exemple, à l'idée d'une claire distinction, dans son travail de prise de connaissance de l'événement "faillite de Barings", entre la dimension originelle de cette actualité (en dépit des brèves nuances évoquées, le discours du *Figaro* sur ce point est extrêmement clair et définitif : un homme seul est responsable de la faillite de Barings (Cf. la conjugaison au présent de la phrase introductive) ; on peut seulement s'interroger sur la manière dont son "aventurisme" a peut-être été facilité par certaine risques inhérents à l'organisation de la '*finance moderne*"[95]) et l'analyse plus ouverte de ses répercussions. Sur ce dernier point, se trouve ainsi renouvelé, à un niveau inférieur d'organisation discursive, le travail initial de circonscription de événement (par sa relation comme élément de "la vie économique"), dont les conséquences évoquées ne

---

[94] : Nous parlons de caractéristiques "construites" dans la mesure où nous n'évoquons pas là de réelles éléments socioculturels qui pourraient permettre une forme de définition du lecteur type du *Figaro* (éléments que seule une enquête sociologique, par exemple, saurait indiquer), mais seulement la manière dont *Le Figaro* **se construit**, dans son discours d'information, un destinataire singulier, doté de compétences spécifiques et supposer partager une vision du monde commune.

[95] : Le marche des produits dérivés relève explicitement, pour *Le Figaro*, de la "modernité" financière. D'où, sans doute, la qualification immédiate de LEESON comme "golden boy", le terme renvoyant simultanément à l'idée "d'aventure" (avec tous les risques qu'elle implique) et de modernité.

sauraient en effet être autres que "techniques" (c'est à dire financières). Ainsi, lorsque *Le Figaro* --- comme *L'Humanité* --- reprend, pour information, les éléments d'une dépêche d'agence rappelant des exemples antérieurs de pertes sur les marchés des produits financiers, son discours reste exclusivement quantitatif (*"le montant des ardoises"*), et ne franchit pas le pas "qualitatif" du quotidien communiste (qui voyait dans les chiffres l'indice d'une *"[fragilisation] de l'économie mondiale par la spéculation"*).

•***"La City a évité de céder à la panique".***

Bien que renvoyant à la présentation d'une seule des conséquences de la faillite de Barings, cet article illustré et volumineux (5 colonnes de largeur) constitue le second point fort d'information du *Figaro*. De manière très générale, l'événement-référent ne constitue plus ici le centre du discours : parfaite illustration de la stratégie discursive du *Figaro* déjà plus haut repérée, cet article consiste au contraire en une présentation de ses conséquences techniques sur le seul marché financier et boursier londonien, sur un ton largement dédramatisant, puisque le quotidien estime pouvoir constater que *"le pire"* a été évité (Nous sommes loin ici du titre de *L'Humanité* sur *"la [déstabilisation] des marchés financiers"*..).

Expression singulière d'un cadrage général bien défini, cet article, dans ses différents paragraphes, se trouve pourtant explicitement présenté comme un discours "d'information pure", c'est à dire de compte-rendu de la réalité vraie. Dès un petit chapeau introductif, par exemple, la situation géographique de l'énonciateur ("à Londres", c'est à dire "sur le terrain" de l'actualité rapportée) est soulignée --- comme s'il fallait voir là l'indice d'une position de témoignage et d'analyse privilégiée. Plus largement, l'ensemble des verbes de rapport se trouvent conjugués aux temps du passé (passé composé ou imparfait), et les indications syntaxiques d'une soumission du récit au temps autonome de l'événement sont nombreuses (Exemple : *"La City s'est réveillée <u>hier</u> en état de choc <u>après</u> l'annonce, <u>dans la nuit de dimanche à lundi</u>, de la mise en*

liquidation judiciaire de (...) Barings".). C'est d'ailleurs cette soumission supposée à la séquentialité réelle des événements rapportés qui semble autoriser la conclusion générale rassurante du *Figaro* telle qu'exprimée en titre : "*les analystes s'attendaient au pire sur le marché de Londres,* écrit Jacques DUPLOUICH. *De fait, à l'ouverture du Stock Exchange, hier matin, l'indice Footsie des 100 premières valeurs perdait 1,3 % par rapport à la clôture de vendredi. La livre, quant à elle, plongeait à 2,2993 marks, perdant près de 3 pfennigs par rapport à la devise allemande sur son cours de clôture de vendredi. [Le gouverneur de la Banque d'Angleterre] a multiplié les appels au calme (...). De fait, l'indice Footsie repassait en milieu de journée la barre des 3000 points à 3009,4. La livre remontait la pente à 2,3049, à un niveau toutefois historiquement bas. La débâcle de Barings n'a donc pas provoqué la panique redoutée à la City*". Au delà d'une apparente rigueur logique ("*donc*"), on constate ici que, comme précédemment dans le discours de *L'Humanité*, le rapport "objectif" de la réalité n'est, en vérité, que bien relatif --- **puisque largement soumis à des nécessités d'inscription dans un cadre général d'information antérieurement défini,** selon des principes sans rapports directs avec l'événement considéré. *Le Figaro*, nous l'avons vu, cherche à réduire la portée de l'événement-référent, en le contenant dans certaines limites techniques : ce programme se manifeste ici dans le choix de privilégier l'évolution sur la conclusion --- même si le niveau de la livre en fin de journée reste, et le quotidien ne peut que le constater, "*historiquement bas*". A contrario, le discours dramatisant de *L'Humanité* se fondait lui, en toute logique, sur l'effacement des évolutions du lundi derrière la simple désignation "d'éléments clés", avec, par exemple --- et il s'agit bien là de la relation de la même "réalité"... --- le seul constat de "*[la chute] à son plus bas niveau historique, en matinée, de la livre sterling par rapport au mark*".[96]

Sur un plan parallèle, l'apparente soumission du *Figaro* à la vérité de la séquence réelle de l'actualité donne aussi l'occasion au journaliste de signaler --- dans une démarche, toujours, de dé-dramatisation --- le caractère logique de l'organisation

[96] : In l'article "*Le franc dans la tourmente*".

des marchés financiers, et la rationalité de ses acteurs (les évocations somme toute inquiétantes, dans l'article précédent, d'une "*machine infernale des produits dérivés*", et de l'aventurisme des golden boys, se trouvent ainsi contrebalancées). De la même façon, la circonscription originelle se trouve de nouveau actualisée : le journaliste relativise en effet largement l'impact de la faillite de la faillite de Barings --- quittant alors discrètement le domaine du compte-rendu pour celui de l'analyse hypothétique ("*Pour un peu, elle aurait pu ne pas avoir d'autre impact qu'émotionnel*") --- , qu'il replace explicitement, en accord avec le modèle global, dans le cadre séquentiel plus large de "la vie économique et financière ("*Les opérateurs avaient en tête une autre crise potentielle. Le vote, mercredi soir, de la Chambre des communes sur la politique européenne du gouvernement (...)*"). D'autres manifestations discursives de la stratégie générale du *Figaro* sont aussi repérables : ainsi par exemple, si la question du degré de responsabilité de LEESON se trouve de nouveau évoquée, le journaliste se contente à ce propos de rapporter des interrogation générales ("*Une question (...) revenait comme un leitmotiv. Comment Nick LEESON (...) a-t-il pu à lui seul provoquer la chute de Barings ? (...) Pourquoi les systèmes d'alarme en place n'ont pas fonctionné?*"), et, sans faire preuve d'une grande curiosité, semble se contenter des réponses fournies par la Banque d'Angleterre[97] --- que, prudemment cependant, il ne reprend tout de même pas entièrement à son compte ("*selon la Banque d'Angleterre*" , "*Pour Eddie GEORGE, [gouverneur de la Banque d'Angleterre]*"), sans pour autant non plus en mettre explicitement en cause la véracité (on ne retrouve pas là le scepticisme ou l'ironie gouailleuse de *L'Humanité*...).

De même, est tout à fait intéressante la manière dont le journaliste évoque, en un ultime bref paragraphe, l'histoire de Barings. A propos du rôle joué par la banque à la fin du 18ème siècle lors des guerres d'indépendance américaine, on se souvient que *L'Humanité* avait trouvé matière à constater la nature supposée

[97] : "*Le golden boy (...) s'est fourvoyé en pariant, lors des trois dernières semaines, sur la hausse du marché de Tokyo*", puis, plus loin, "*Nick LEESON a oeuvré à l'insu de ses supérieurs et a bénéficié de la complicité d'une partie du personnel de la Banque, à Singapour, pour dissimuler ses errements*".

ontologiquement duale et amorale du capitalisme financier. Le journaliste du *Figaro*, lui, rendant compte du même épisode, **et à partir des mêmes éléments de dépêche,** se contente d'indiquer --- sans aucune forme apparente de jugement... --- que "*la banque [a] financé le rétablissement des liens commerciaux avec les Etats-Unis après la guerre d'indépendance et les guerres contre Napoléon*". La même réalité, une nouvelle fois, se trouve vue, dans les deux cas, à travers les prismes déformants de visions du monde (politiques) distinctes : à travers son discours d'information en apparence rigoureusement objectif, *Le Figaro*--- comme *L'Humanité* --- réactive une vision antérieurement constituée du monde économique, caractérisée par une vision "positive" du capitalisme financier --- que l'on devine par exemple en creux dans la légende des deux photographies ("*Une fin médiocre pour la vénérable institution dirigée par Peter Baring*").

B22. **"Aux opérateurs de mesurer leurs risques"** *:* ***la curieuse reprise d'un discours primaire***

Le Figaro poursuit son travail de présentation-analyse des conséquences de la faillite de Barings par un article relativement long et expressément technique --- centré sur les seules modalités de fonctionnement des différents marchés financiers. Signé par un journaliste "spécialiste", habitué des pages "Economie" du *Figaro*, cet article reprend et développe le point de vue exprimé par Muriel MOTTE dans son article de présentation, selon lequel la faillite de Barings serait à lire comme le résultat de la conjonction de l'aventurisme d'un opérateur (**condition nécessaire**) et des risques inhérents au "système" de l'économie financière. La similitude de vue va ici jusqu'à le reprise du même schéma d'organisation : pour le journaliste, les dangers latents du système financier reposent ainsi d'abord sur les éventuels dangereux "*agissements*" spéculatifs de certains "*golden boys*". Le terme, distingué en italique, apparaît ici comme chargé d'accusation d'aventurisme ; il permet aussi, implicitement, d'établir une distinction entre "*les directions des banques*" et leurs "*opérateurs*" sur les

marchés : la dénonciation des pratiques des "*golden boys*" ne relève pas d'une attaque générale contre l'ensemble du système financier. De fait, la réflexion analytique du *Figaro* ne dépassera pas le simple niveau technique de discussion des modalités possibles de contrôle --- ou d'auto-contrôle --- des marchés financiers.

Le contenu de cet article à la dimension en partie pédagogique (Cf. par exemple le premier paragraphe qui, immédiatement, installe le lecteur dans un univers particulier, supposé mal-connu, où il ne lui reste donc qu'à se laisser conduire) correspond tout entier au travail de rétrécissement des interrogations plus haut évoqué. Après avoir rapidement évoqué un exemple de perte sur les marchés financiers, le journaliste entame en effet son travail d'analyse en affirmant que "*l'alternative, entre réglementation [et] responsabilisation, est simple*" : se trouvent ainsi immédiatement éliminées les possibilités d'interrogations plus radicales, mais tout aussi légitimes, sur le sens même de l'existence d'une économie financière de spéculation, telles qu'exprimées par exemple dans *L'Humanité*. L'ensemble du discours critique se trouve circonscrit au seul domaine "technique" : l'ensemble des 7 derniers paragraphes (sur 9) consiste en une discussion de l'alternative initiale --- le journaliste finissant par pencher (avec son lecteur ?) pour une "*réponse à double niveau*" : "*une meilleure connaissance des flux réalisés sur ces marchés*" et "*la mise en place de règles de conduites transparentes*", permettant une plus grande "*responsabilisation*" des établissements financiers.

Au fil de l'article, nous quittons ainsi le ton de l'information (témoignage, dans les deux premiers paragraphes ; puis, dans les trois suivants, activité de citation --- "*(...) expliquait (...) Andrew CROCKETT*" ; "*(...) rappelait Alan GREENSPAN (...)*"), pour nous trouver face à **un véritable article de défense implicite de l'économie financière, au sein duquel un certain nombre de discours primaires ne se trouvent plus rapportés ou discutés, mais au contraire endossés et assimilés** (Cf. par exemple la fin du paragraphe 6 : "*Les travaux de la [Banque des règlements Internationaux] (...) ont démontré l'utilité des produits dérivés. Leur fonction est de protéger les investisseurs contre les incertitudes*"). Glissement dont le titre de l'article, quelque peu surprenant dans sa forme préventive ("*Aux opérateurs de mesurer leurs risques*"),

constitue un parfait indice : *Le Figaro*, dans son discours d'information, reprend en effet --- sans indication d'un quelconque recul --- un discours d'intérêt particulier (celui, pour être précis, de la Banque des règlements Internationaux et de l'ensemble des banques centrales, qui, nous dit le quotidien, "*[souhaitent] agréer [des] modèles de contrôle interne*") pour le constituer en vérité universelle.

De manière permanente dans chacun de ses articles, *Le Figaro*, à la différence de *L'Humanité*, construit l'événement "faillite de Barings" comme totalement distinct du politique : implicitement, c'est bien pourtant sur un choix politique que repose cette décision de cadrage. Dans le discours du quotidien de la rue du Louvres, **on retrouve même à l'identique le schéma démonstratif vicié repéré lors de l'étude de *L'Humanité* : si le raisonnement d'ensemble semble relever d'une logique imparable, une analyse détaillée révèle au contraire que la construction générale repose sur une assise indémontrée** --- en l'occurrence ici l'idée d'une vacuité des réglementations directives, fondée sur l'adhésion du quotidien au principe libéral de l'auto-régulation des marchés de libre concurrence (conséquence pratique : il s'agit alors seulement, pour faire vite, d'assurer les possibilités de comportement rationnel des acteurs, en fixant des règles de transparence permettant le fonctionnement "naturel" des marchés), dont on trouve par exemple trace dans le rappel (sans commentaire...) d'une remarque du président de la F.E.D après la perte, par le Comté américain d'Orange, de 2 milliards de dollars sur le marché des dérivés : "*dans un marché à terme, il y a inévitablement des gagnants et des perdants....mais c'est en fait un jeu à somme nulle*".....

B23. "Les marchés sous le choc"

Cet article plus bref (il n'est signé que par des initiales : on peut penser qu'il s'agit seulement d'une remise en ordre de dépêches d'agence) est le seul à se présenter explicitement comme un article de complément --- illustrant avec détails, sur un mode informatif affirmé (passé composé, nombreuses

indications chiffrées), les conséquences de l'annonce de la faillite de Barings sur les marchés monétaires internationaux.

Si son cadrage général renvoie explicitement au constat de répercussions d'importance ("*Les marchés sous le choc*"), le signataire de l'article, à l'unisson de ses confrères, s'efforce cependant, dans le corps du texte, de relativiser cette interprétation --- par une sorte de pirouette, puisqu'il se contente en effet de constate, comme le correspondant londonien du *Figaro*, que les conséquences n'ont pas été aussi graves qu'on aurait pu l'imaginer ("*Après avoir secoué les places asiatiques pendant la nuit, la débâcle de Barings a fait chuter les marchés financiers européens hier, mais moins que ne le laissaient présager les cours d'ouverture*"). Cette manière extrêmement singulière de considérer l'actualité nous confirme une nouvelle fois que, **dans l'information économique, les éléments apparemment les plus objectifs** (la livraison d'évolutions quantitatives, par exemple) **ne reposent en réalité que sur des interprétations particulières, fondées sur le choix rarement innocent** (puisque renvoyant à l'existence de stratégies discursives globales) **d'éléments de référenciation singuliers**.

C. LE FIGARO ET L'ARRESTATION DE NICK LEESON : UN COUPABLE IDEAL POUR UNE LEÇON DE MORALE POLITIQUE

C1. Le titre de Une : un cadrage de fait divers

Au lendemain de l'arrestation de Nick LEESON, *Le Figaro* consacre à cet "événement" une place importante : à la différence de *L'Humanité*, la nouvelle est ainsi annoncée en première page (colonnes de droite : cette information n'est donc pas distinguée comme le titre principal du jour), accompagnée d'une grande photographie --- un portrait américain de LEESON, "*à son arrivée à Francfort*".

Comme à son habitude pour les titres non-principaux, *Le Figaro* organise son titre en deux temps seulement : le titre central cadre événement (ici, celui est présenté sur un ton définitif : "*Le naufrageur de la Barings arrêté*". Le quotidien semble

ne plus faire cas des interrogations sur le degré de responsabilité de LEESON), et le sous-titre le précise, dans un procès directement informatif et factuel d'explication ("*Nick LEESON a été cueilli à son arrivée à Francfort*"). De manière générale, on constate que *Le Figaro* cadre ici son compte-rendu du côté du fait divers, comme l'indique le vocabulaire utilisé ("*arrêté*", "*cueilli*", deux termes qui relèvent clairement du lexique policier) ou le contenu de la photographie illustrative (LEESON, indique la légende, a été arrêté alors qu'il arrivait à Francfort "*comme un simple touriste*", mais on devine derrière lui la casquette et l'uniforme d'un agent de police). Le quotidien situe ainsi son compte rendu d'une des suites de la faillite de Barings dans un cadre discursif particulier, avec toujours cependant une certaine logique apparente : puisque LEESON est désigné comme "*le naufrageur*", le coupable, il apparaît logique qu'il soit arrêté, et *Le Figaro* peut sans risque d'accusation de sensationnalisme centrer son discours d'information sur son seul personnage --- d'autant plus, d'ailleurs, que ce travail de personnalisation poursuit aussi, sur un mode plus radical et moins nuancé, la stratégie de construction de événement établie le 28 Février.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans un paragraphe précédent, les titres de Une du *Figaro* se distinguent par leur complément textuel. Pour le cas présent, l'actualité évoquée se trouve ainsi présentée/résumée en trois grands points, abordant successivement la question des accusations dont LEESON fait l'objet (*Le Figaro* fait alors preuve de distance, en rapportant ces accusations sur le mode explicite de la citation. Cette stratégie de rigueur ne se retrouve cependant pas dans le titre), de la personnalité du coupable désigné (cette dimension se trouve justifiée, et même directement impliquée, par le choix d'un cadrage de type fait divers) et de ses véritables responsabilités (dans une sorte de bref appendice final, le quotidien évoque ainsi un possible "*laxisme*" des dirigeants de la banque "*face aux imprudences de LEESON*". Mais on sent bien cependant que ce n'est pas cet aspect là de la question qui va être privilégiée). Pour finir, le lecteur se trouve enfin renvoyé à un article en page intérieure, rubrique "*La vie internationale*" : la question des responsabilités de la faillite de Barings a quitté le champ de l'économique pour entrer, définitivement, dans celui du fait divers.

C2. "Le roman d'un tricheur", ou l'édifiante histoire d'une illusoire réussite

En page intérieure, *Le Figaro* présente l'arrestation de LEESON sur un mode encore plus évidemment fait divers, dont le titre de l'article constitue l'indice évident ("*Le roman du tricheur qui ébranle la City*") : le point de vue "économique" n'est alors plus présent que dans un appendice non signé qui, très technique, relève de la chronique factuelle classique de l'actualité financière. Et, si un possible "laxisme" des dirigeants de Barings s'y trouve évoqué, cette information n'est en aucun cas présentée comme susceptible de remettre en cause le principe de la culpabilité de LEESON. L'article est signé, ce n'est pas un hasard, par une journaliste habituée des pages de type "Société", et apparaît construit sur le mode classique du récit explicatif (Cf.; le terme "*roman*"), dont les fondements ne relèvent plus du tout, pour le coup, du discours d'information économique (ceci explique à notre sens la contradiction que l'on peut constater entre le titre de l'un des articles du 28 Février ("*La City a évité de céder à la panique*") et le titre de ce 3 Mars ("*le roman du tricheur qui ébranle la City*") : le discours de fait divers repose en effet toujours sur la mise en évidence de rapports de causalités extra-ordinaires[98], et la journaliste non spécialiste d'économie ne s'embarrasse pas des nuances de ses confrères. Ses objectifs, en effet, sont différents).

L'utilisation, en titre, du terme "*roman*" n'est pas innocente : l'article d'Armelle HELIOT fonctionne en effet comme une véritable construction de fiction. **C'est ainsi une histoire --- une fable morale, en vérité --- qui nous est racontée, centrée sur la relation du parcours particulier d'un héros singulier, Nick LEESON** (on peut remarquer que les attributs "actifs" de ce héros sont, dès l'étape générale de cadrage, à plusieurs reprises signalés : il est, nous l'avons vu, d'abord présenté comme "*le naufrageur*" de la Barings, mais on affirme aussi, plus précisément, qu'il a réussi à

[98] : Voir, sur ce point, BARTHES, (Roland), *Structure du fait divers*, in *Essais critiques*. L'axe directeur du trouble causal réside ici, bien sur, dans l'énoncé de la disproportion entre les risques pris par un seul employé (LEESON) et leurs conséquences énormes et désastreuses.

"*[ébranler] la City*" et qu'il est "*à l'origine*" de la banqueroute initiale. Dans le corps du texte, Armelle HELIOT n'hésite pas à lui accorder le statut de *"héros de notre temps*"). Cette histoire commence par sa conclusion : dès la première phrase, nous apprenons en effet, sur un mode très littéraire (caractéristique, là encore, de l'information de fait divers), que "*les aubes sont [parfois] navrantes ; celui que ses collègues de Singapour appelait "Lucky Nick" faisait triste mine, hier matin, lorsqu'il est sorti de l'avion (...) en provenance de Kota-Kinabulu, escorté par la police de Francfort. (...) Un homme las, un voyageur au bout d'une nuit peut-être sans sommeil, dans son jean et sa chemise grise (...)*". Par ce choix singulier de construction, **l'auteur de l'article nous invite en fait habilement à reconstruire nous mêmes la logique propre du parcours de LEESON (qui se trouve ainsi consolidée).**

Sur un mode général (si l'on prend du recul par rapport au déroulement du texte), on peut à première vue considérer que ce sont en fait deux histoires différentes (imbriquées) qui se trouvent racontées dans cet article.:

- L'histoire exceptionnelle, d'abord, de la réussite d'un "*fils de plâtrier de la banlieue de Londres, (...) entré à 16 ans comme commis*" dans une banque, devenu en l'espace d'une dizaine d'années un "*wonder boy (...) [gagnant] plus de 1,5 millions de francs par an, sans compter des primes faramineuses, estimées à 1 million de dollars en 1994*", propriétaire d'un yacht et "*locataire d'un appartement* ("*loyer : 32 000 francs par mois*", précise la journaliste) *dans un quartier huppé de Singapour*".

(Parcours 1, que l'on peut résumer par la trajectoire suivante :

Pauvreté >>>>> Richesse

- L'histoire plus tragique, ensuite, de la chute d'un "*tricheur*", passé en quelques jours du statut de "*lavish*" (prodige) à celui de "*rogue*" (escroc), comme le note Armelle HELIOT résumant les titres de la presse anglaise.

(Parcours 2, qui exprime la trajectoire inverse :

Réussite >>>>> Echec

La caractéristique principale de l'article du *Figaro* réside, selon nous, dans le procès de **fusion de ces deux parcours en une unique grande histoire (que le lecteur est invité à reconstituer), qui accède alors au statut de véritable parabole**. Une lecture attentive révèle en effet l'existence d'un jeu complexe de renvois entre ces deux moments du récit, qui, d'abord, pour commencer, expriment deux trajectoires différentes d'un seul unique personnage, Nick LEESON (il y a de plus, identité aussi des seconds rôle, la femme de LEESON ou la banque Barings par exemple). Le contenu lexical de l'article, plus précisément, signifie aussi une relation transversale --- de **chute** de 1 vers 2 --- entre les deux parcours : on retrouve la "*charmante Lisa SIMS*" du parcours 1 sous les traits plus secs de "*[la] femme Lisa [de LEESON]*" dans le parcours 2 ; de même, l'énonciateur marque ce passage par l'expression d'une prise de distance dans la description de son héros : le "*Lucky Nick*" ou "*Nicky*" du parcours 1 n'est plus alors désigné, dans le second parcours, que par les expressions "*Nicholas William LEESON*", "*LEESON*" ou "*Nick l'espiègle*"... Dans l'ensemble de l'article, les deux oppositions sémantiques "riche *versus* pauvre" et "réussite *versus* échec" se trouvent donc finalement en partie unifiées et corrélées (la première devenant, pour ainsi dire, le signe de la seconde) : **le discours de vérité de la journaliste se fonde alors sur l'existence générale d'un rapport entre l'axe de l'immanence** (être *versus* non être) **et celui de la manifestation** (paraître versus non paraître). Au fil donc des 12 paragraphes, l'énonciateur s'efforce de susciter, chez le lecteur, une interprétation particulière : d'où, par exemple, la multiplication des descriptions ambiguës, permettant une lecture à double détente de la personnalité de LEESON (il est présenté comme "*très malin*" , est évoquée "*[une] photo [de lui en] jeune homme sage, avec [un] faux air d'Albert de Monaco*" --- c'est un talent "*phénoménal*", mais qui reste "*le cauchemar de sa direction*"), et qui **laissent deviner le vrai du *Figaro* derrière le vraisemblable**. Jamais en fait, à aucun moment, si l'on en croit ce quotidien, l'ascension de LEESON n'a été vraie, c'est à dire totale et réelle : si sa réussite "*éblouissait*", elle ne masquait pourtant pas certains troubles de personnalité

(Cf. l'anecdote rapportée de sa "déculottée" publique...), et "*l'épilogue de ce roman d'un joueur*" était même d'emblée prévisible ("*élève médiocre, [LEESON] était nul en maths*", précise *Le Figaro* !).

A la différence de celle de *L'Humanité*, **la position de vérité du quotidien de la rue du Louvres ne se développe donc que sur un mode implicite : aucune conclusion définitive extensive aux limites du seul événement "rapporté" n'est ainsi explicitement affirmée** (Cf. le paragraphe terminant l'article), **le lecteur se trouvant seulement incité à statuer lui-même, à partir toutefois d'une manifestation proposée (voire imposée), sur l'immanence de la "réalité" rapportée**. Bien au delà du discours d'information, c'est ainsi une sorte de fable morale et politique que *Le Figaro* propose ce 3 Mars à ses lecteurs. Le discours informatif se transforme en une défense conservatrice de l'ordre social, dont la morale pourrait être la suivante : le monde est juste tel qu'il est, et il est irréaliste pour quiconque de vouloir aller contre le poids de son organisation (malgré son apparente réussite, LEESON "*[avait] gardé, de son enfance banlieusarde, l'accent des faubourgs et une trivialité bon enfant*"... **Sa (fausse) réussite de "*joueur*"** (cf. le dernier paragraphe) **n'était en réalité que le (vrai) échec d'un "*tricheur*"** --- cf. le titre). Les désirs d'ascension des "*fils de plâtrier*" ne sont que de mauvais rêves --- et "*les aubes sont navrantes*"....

TROISIEME PARTIE

QUELQUES PISTES POUR UNE REFLEXION GENERALE SUR LES MODALITES D'ECRITURE DE L'INFORMATION ECONOMIQUE

Cette troisième partie, de conclusion, consiste en premier lieu en un travail de récapitulation : dans un premier grand chapitre, nous commencerons ainsi par rappeler les principales conclusions de nos analyses précédentes, en nous efforçant cependant désormais de prendre une forme de "hauteur" par rapport aux objets de notre étude.

Autant que faire se peut, nous essayerons, à partir des enseignements particuliers de notre travail singulier, de mener un essai de réflexion plus large sur **les principes généraux** d'écriture de l'information économique --- les paragraphes qui terminent cette partie, plus programmatiques que véritablement définitifs, étant ainsi à lire comme une sorte d'introduction pour d'éventuelles recherches ultérieures.

CHAPITRE I. LA CONFIRMATION DU CARACTERE CONSTRUIT DES DISCOURS D'INFORMATION.

A. UNE OBJECTIVITE DE PUR APPARAT

En dépit de son caractère limité, notre étude nous a d'abord confirmé dans notre choix initial de prendre une position fermement critique par

rapport au discours commun sur les médias. De manière particulièrement évidente, nous avons en effet pu constater --- et détailler --- la manière dont chaque média (pour nous, chacun des deux quotidiens étudiés), dans son travail d'information, **construit l'actualité plus qu'il ne la "rapporte"**.

A première vue pourtant, le discours d'information se présente comme réaliste --- et, nos analyses l'ont montré, c'est une conjonction complexe d'éléments différents, en interaction, qui fonde cette apparence. Même si, bien sur, comme nous l'avons vu, des traces de sa genèse particulière restent toujours repérables dans le corps du texte d'information, on peut malgré tout constater, d'un point de vue global, que le journaliste tend largement, dans son travail de mise en scène de l'actualité, à se présenter comme un énonciateur neutre : les articles de presse se donnent ainsi à lire non pas comme des récits construits --- ou "écrits" --- mais bien plutôt comme de simples rapports, réputés soumis au sens de l'information rapportée. Cette position de retrait de l'énonciateur se marque par exemple, au niveau des conjugaisons verbales, par l'emploi récurrent du passé composé ou du présent, supposés constituer les marques d'un simple témoignage, ou aussi, sur le plan cette fois de l'expression de la séquence informative, par une apparente soumission du discours au "temps réel" de la réalité rapportée : tout, dans la mise en scène quotidienne, incite à penser que le journaliste n'est qu'un témoin, constatant une réalité dont le mouvement --- le sens --- serait autonome. (Le 28 Février, l'article consacré, dans *Le Figaro*, à la présentation de la faillite de Barings débute ainsi par "*A lui seul, un golden boy de 28 ans a réussi à envoyer au tapis Barings Securities (...)*" pour se terminer par "*Pour Nick LEESON, l'aventure se serait terminée hier par son arrestation en Thaïlande. Mais, pour la banque, le cauchemar ne fait que commencer*". Selon le même principe, l'article correspondant de *L'Humanité* commence par "*La faillite de Barings (...) continuait hier de secouer les marchés financiers et monétaires mondiaux*" et se clôt par "*La question n'est pas tant de mettre des garde-fous aux marchés spéculatifs que de s'attaquer à leur source, c'est à dire aux profits financiers qui guident les choix d'investissement de l'économie mondiale*").

Au delà des apparences, une étude un peu rigoureuse permet cependant de facilement constater que chaque quotidien (et sans doute, plus largement, tout média informatif) établit **sa stratégie propre de construction de l'information** : si d'un point de vue global le réalisme apparaît comme le véritable "*mode de signification de l'information*", il constitue surtout ***"le mode prioritaire d'authentification du sens"*** **institué par les médias.**[99]

B. L'ARTICULATION COMPLEXE DE PLUSIEURS NIVEAUX DE CONSTRUCTION DE L'EVENEMENT.

Le travail de remise en cause de l'idéologie réaliste classique introduit ainsi, directement, à la discussion du rapport entre "faire savoir" et "faire croire" à l'oeuvre au sein du discours d'information. Comme nous avons pu le constater lors de l'étude de notre corpus particulier, *Le Figaro* et *L'Humanité* construisent, chacun de leur côté (mais peut-être aussi en relation, dans une sorte de dialogue à distance. Nous reviendrons plus loin sur ce point), une actualité "faillite de Barings" qui, pour renvoyer toujours au même événement-référent, n'en reste pas moins dans les deux quotidiens singulièrement différente. Mais, de plus, notre grille de lecture nous a aussi permis de confirmer une autre de nos hypothèses de départ : nous savons désormais avec certitude que **le travail de production de sens propre aux médias informatifs repose sur l'articulation complexe de plusieurs éléments discursifs, de "niveaux" différents.** Si le rôle des composants de la "surface" discursive (lexique, construction des articles, ...) était sans doute le plus "évident", car déjà connu et assez facile à repérer, nous est aussi apparu avec force l'influence essentielle d'opérateurs de sens plus "profonds" (opérateurs de construction temporelle et outils de cadrage généraux principalement).

---

[99] : MOUILLAUD (Maurice) et TETU (Jean-François), *Le journal quotidien*, 1989, p. 159.

B1. L'institution d'un rythme propre de traitement

Le Figaro et *L'Humanité* sont deux quotidiens du matin : si l'on ne tient pas compte ici de la possible existence d'éditions différentes, ils s'organisent donc selon un même rythme de rédaction et de diffusion[100], et se trouvent situés dans une position équivalente par rapport au temps singulier de l'événement-référent (quelle que soit d'ailleurs la nature ce dernier). Comme le montre pourtant un simple recensement comptable des articles publiés par les deux quotidiens sur la faillite de Barings (ou ses suites immédiates) entre le 27 Février et le 9 Mars, c'est sur un rythme différent que chacun d'eux choisit de "construire" "l'affaire Barings" (voir le tableau 1, page 51bis)

Le Figaro, par exemple, apparaît mener son traitement sur un rythme continu : pendant les 10 jours qui ont retenu notre attention, le journal consacre quotidiennement un article (ou, pour le dernier jour, une brève) à la faillite de Barings. Seuls de relatifs "pics" d'information sont discernables le mardi 28 Février (l'information sur Barings, ce jour là, monte en Une, et 4 articles lui sont en pages intérieures consacrés --- soit un peu moins du tiers du nombre total des articles recensés) et le vendredi 3 Mars (seconde montée en première page). De manière toute différente, *L'Humanité* gère sur un mode singulièrement heurté son rapport au temps de l'événement originel : sur les 10 jours concernés, la faillite de Barings et ses conséquences ne sont évoquées que dans 5 numéros, et à deux reprises sous forme de brèves non signées. Spectaculairement, le quotidien communiste livre ainsi plus des trois quarts de l'ensemble de son discours sur Barings (6 articles sur un total de 8) le premier jour ! De ce simple recensement, il serait certes hasardeux de tirer des conclusions définitives, mais il appert cependant que, lors du "compte rendu" d'un événement-référent unique, et en fonction de moyens initiaux identiques pour la gestion globale de l'ensemble des informations disponibles, deux

---

[100] : Eliseo VERON définit le "rythme" comme "*le nombre de copies que produit chaque média dans un laps de temps déterminé*". (*Construire l'événement*, p. 8).

quotidiens peuvent décider de prendre des orientations singulièrement différentes dans leur premier travail de construction d'un rythme de traitement de l'actualité.

Et, au su des principales conclusions de notre analyse antérieure, il nous semble même possible de **considérer ce premier travail initial, très large, propre à chaque quotidien, de gestion du temps et de l'espace de l'information, comme la première étape d'un procès global de mise en ordre de "l'actualité"** --- premier élément des "stratégies énonciatives" caractéristiques de chaque média informatif. Dès le niveau d'organisation le plus général, *Le Figaro* se distingue ainsi, dans son rapport de la faillite de Barings, par une tendance à "l'amortissement" (cette remarque trouve sa justification dans le travail de comparaison que nous avons mené : il s'agit d'un jugement relatif, différentiel --- à lire comme "par rapport à *L'Humanité*"), en insistant particulièrement, en longueur, sur la troisième phase du cycle classique de gestion d'un événement "normal", qui est globalement respecté[101] (Cf. le tableau 1, page 51bis). *L'Humanité*, au contraire, se situe clairement dans une position de rupture par rapport au modèle canonique (pas d'information le 27 et le 29 Février : 6 articles le 28), présentant ainsi clairement la faillite de Barings comme "extra-ordinaire"...

B2. Des choix de cadrage toujours "stratégiques"

Comme nous avons pu le constater en détail, le travail de construction de l'information se fonde aussi, dans la presse quotidienne, sur un certain nombre de procédés de "cadrage" du discours --- exprimé par exemple dans les titres d'articles. Sans revenir ici sur l'ensemble de nos analyses, nous rappellerons seulement que chaque quotidien, dès le moment initial de "compte-rendu" d'un événement, exprime toujours une position qui lui est propre, en choisissant par exemple

---

101 : Nous reprenons là des remarques d'Eliseo VERON qui, dans *Construire l'événement*, met en évidence l'existence d'un rythme "ordinaire" de gestion de l'actualité dans les quotidiens --- rythme ternaire, qui aborde successivement la montée, l'acmé puis la chute de l'événement désigné.

de privilégier un axe de sémantisation particulier (l'information "totale" s'organisant selon un maximum de quatre axes primaires).

Nous avons ainsi constaté que *Le Figaro*, dans son discours d'information sur la faillite de Barings, délaisse totalement la possibilité d'un cadrage "non-technique" de l'événement (c'est à dire relevant d'un discours extensif au seul domaine de l'économie), pour mettre en forme son rapport autour essentiellement de la question des conséquences techniques de celui-ci. D'où donc, **une forme de "circonscription" de l'événement-référent à un domaine particulièrement défini** --- expression, au niveau d'organisation quotidienne du discours, du procès d'amortissement plus haut évoqué Le 28 Février, le discours général du *Figaro* est tout à fait clair. Pour ce quotidien, la faillite de Barings est certes à lire comme un événement d'importance --- annoncé en Une ---, mais ne relevant que du domaine de l'actualité économique et financière : elle est ainsi évoquée au sein de la seule rubrique "*La vie économique*", et, en guise de conséquences, *Le Figaro* ne présente, dans son discours d'analyse a posteriori, que les différents effets de cette banqueroute sur l'évolution des marchés monétaires et financiers.

De manière radicalement différente, *L'Humanité* persiste dans son travail de distinction précédemment repéré : le quotidien communiste présente la faillite de Barings comme un événement extra-ordinaire faisant enseignement, et use donc pour cela d'une façon différente des instruments de cadrage discursif communs à l'ensemble des quotidiens. Au fil des différents titres d'articles, *L'Humanité* exprime son désir de présentation totale de cette actualité singulière en reprenant successivement à son compte chacun des quatre axes possibles de sémantisation de l'événement : strictement opposé au travail d'amortissement du *Figaro*, on pourrait ainsi évoquer pour *L'Humanité* **une volonté affichée d'épuisement de l'événement** --- le quotidien s'efforce de dire toute la vérité (sa vérité) sur la faillite de Barings, en essayant d'en aborder tous les aspects, en particulier non techniques. Peu nous sied de savoir laquelle des deux approches est la "meilleure" : nous constatons simplement que les outils de cadrage discursif (titres et illustrations) constituent, dans leur ensemble --- au delà de leurs actualisations singulières, parfois très différentes ---, un élément-clé du travail de

construction de sens (nous évoquons là un sens qui n'est pas le sens original de l'événement rapporté --- qui le connaît véritablement ? ---, mais bien au contraire un sens **ajouté, imposé** par le quotidien) dans le discours d'information.

B3. Les effets de sens en "*surface*" discursive

Le troisième niveau, enfin, de construction du sens dans le discours d'information économique --- le plus aisément repérable, en vérité --- correspond aux "structures de surface", lexique ou organisation des articles par exemple.

Pour illustration, on peut constater par exemple que, dans *Le Figaro*, le journaliste rédacteur de l'article "*la machine infernale des produits dérivés*" se contente d'exprimer sa critique (discrète) de quelques dérives contemporaines des marchés financiers en qualifiant LEESON de "*golden boy*" (le terme est distingué en italique dès la première phrase de l'article) : il semble que nous ayons là affaire à un parfait exemple de ces "*mots piégés*" qu'évoque dans un article récent Simone BONNAFOUS[102], puisque le terme, évidemment dépréciateur (il trouve une large part de son poids sémantique en référence à une mémoire cinématographique), "*par une logique perverse, nous guide vers une destination que nous n'avons plus loisir de changer*"[103]. De manière plus constante, *Le Figaro* appuie aussi largement son travail original de sémantisation sur un procès de "personnalisation" de la faillite de Barings, fondé sur la désignation (parfois certes nuancée, mais en définitive toujours bien réelle. **L'ensemble des discours du *Figaro* repose sur la condition nécessaire d'un LEESON coupable**) d'un personnage responsable. Cette démarche apparaît de pure information (*Le Figaro*, par exemple, cite des sources) ; elle repose pourtant sur **un choix** original : le quotidien de la rue de Louvres **décide** en effet de ne pas insister sur les interrogations (toujours seulement

---

[102] : BONNAFOUS, (Simone), *Paroles de crise*, in *Etudes de Communication*, 1994. Le concept est repris à Andreas FREUND.

[103] : FREUND, (Andreas), *Journalisme et mésinformation*, 1991.

rapidement évoquées, comme par acquis de conscience) relatives aux responsabilités exactes de LEESON (qui sont pourtant particulièrement prégnantes le 28 Février). C'est que, tout simplement, cette polémique possible ne l'intéresse guère : en fonction des principes **politiques** qui président à sa vision du monde, ***Le Figaro*** n'a pas vocation à être critique par rapport à ce type précis d'événement d'actualité...[104]

Le discours d'information économique de *L'Humanité* se caractérise par contre, en surface, par la présence singulièrement affirmée d'un énonciateur critique (modalisant presque systématiquement son rapport des discours primaires), qui inclut explicitement le compte rendu informatif dans un discours d'envergure plus large. D'une certaine façon, ce n'est ainsi pas tant l'événement "pour lui-même" qui intéresse le quotidien communiste que, plutôt, l'événement en tant que prétexte possible à la mise en place d'un discours de vérité sur le monde économique (cette démarche expliquant la position de "rupture" par rapport au mode classique de gestion temporelle d'un événement, telle que plus haut évoquée). L'événement-référent, immédiatement et à tous les niveaux du discours (organisation en rubriques, choix des titres ou des illustrations, décisions syntaxiques ou lexicales), se trouve ainsi construit par une lecture singulière --- que, seule, en définitive, la réputée compétence spécialiste du journaliste semble autoriser et justifier[105]. Pour *L'Humanité*, cette "lecture" de l'événement se caractérise ainsi par sa dimension généraliste, et surtout plus volontiers politique que "fait divers" : le quotidien communiste, dès le 28 Février, refuse de voir en Nick LEESON ce coupable que "*l'on*" (c'est à dire, pour *L'Humanité*, l'Autre) désigne, et préfère développer une présentation critique "totale" des rouages, des dangers et des parti-pris idéologiques du système économique libéral et des marchés financiers. "*Organe*" politique, *L'Humanité* tient un langage politique : le discours d'information devient discours de vérité, c'est à dire discours dual (instituant un "vrai" contre un "faux").

---

[104] : Comme nous l'avions noté pour *L'Humanité*, ce n'est pas là son "fond de commerce".

[105] : Elle la consolide en tout cas, en accentuant la dimension inégalitaire inhérente à tout type de relation journaliste - lecteur.

C. La dimension radicalement ideologique de l'information economique.

A l'issue donc de nos analyses particulières, nous pouvons affirmer avec force que, à l'intérieur du discours d'information, le procès de construction de sens --- et même, d'imposition de sens : nous avons vu en effet que, toujours, le lecteur se trouve entraîné sur une voie particulière, sans réel libre arbitre ; la relation de communication journal/lecteur est une relation inégalitaire --- repose sur **un système complexe d'articulation, en cascade, d'expressions de natures différentes** (mais qui entrent toujours, entre elles, dans une relation de cohérence) **d'une même unique stratégie discursive de "relation" de l'événement**. Ceci constaté, il apparaît alors légitime et logique de s'interroger sur la genèse et les assises de la stratégie générale, propre à chaque journal, ci-dessus évoquée : quels sont en effet les principes, évidemment rarement explicités, qui la fondent et lui donnent sens ?

C1. Champ de concurrence et stratégies de distinction.

Selon un point de vue relevant plus du constat que de l'analyse critique, il semble d'abord que les stratégies discursives propres à chaque quotidien trouvent une partie de leur raison d'être en relation avec un procès global de définition distinctive au sein du système général de concurrence médiatique.

Si l'on considère, en termes sociologiques, l'existence d'un "*champ*"[106] journalistique, celui-ci se caractérise comme "*dominé par les contraintes et la logique du marché*", et apparaît finalement comme "*le lieu d'une opposition entre deux logiques et deux principes de légitimation : la reconnaissance par les pairs (...) et la reconnaissance par le*

[106] : Nous renvoyons, pour une définition rapide du sens épistémologique que signifie l'emploi de ce terme à l'article de Pierre BOURDIEU *Quelques propriétés des champs* (dans le recueil *Questions de sociologie*).

plus grand nombre"[107]. La contrainte du marché exerce son influence par l'intermédiaire d'effets de champ, qui impliquent directement la nécessité de stratégies discursives originales : dans un système de concurrence, chaque quotidien, "*soumis en permanence à l'épreuve des verdicts du marché, à travers la sanction directe de la clientèle*" (il ne faut pas oublier en effet que le journal est aussi une entreprise économique...) doit ainsi **savoir mettre en scène son identité singulière** (c'est à dire distinctive). Ajoutons toutefois que la mise en évidence de ce mécanisme structurel n'entre pas nécessairement en contradiction avec le possible constat parallèle, tel qu'évoqué dans notre première partie, d'une tendance du journalisme économique à la "reprise" de discours primaires orientés (Ignacio RAMONET, directeur du *Monde Diplomatique*, évoquant par exemple, sur un ton polémique, "*la répétition constante, dans la plupart des médias (...) [d'un] catéchisme économicocentriste*"). Celui-ci, au sein du champ du journalisme, se trouve certes sans doute dans une position particulièrement dépendante ("*Il est clair*, écrit BOURDIEU, *que les différents pouvoirs, et en particulier les instances gouvernementales, agissent non seulement par les contraintes économiques qu'ils sont en mesure d'exercer mais aussi par toutes les pressions qu'autorise le monopole de l'information légitime --- des "sources officielles" notamment --- , qui donne d'abord aux autorités (...) des armes dans la lutte qui les oppose aux journalistes (...), sans oublier non plus le pouvoir symbolique exceptionnel que confère aux grandes autorités (...) la capacité de définir (...) "l'ordre du jour" et la hiérarchie des événements qui s'imposent aux journaux*"), mais, **sur un mode cette fois général**, on peut constater aussi que la concurrence, paradoxalement (?), incite à une forme de "*surveillance permanente*", et que donc, finalement, "*loin d'être automatiquement génératrice d'originalité et de diversité, elle tend souvent au contraire à favoriser une uniformisation (au moins formelle) de l'offre*".[108]

---

[107] : BOURDIEU, (Pierre), *L'emprise du journalisme*, in *Actes de la Recherche en Sciences-Sociales*, 1994.

[108] : "*Le mécanisme de concurrence, très puissant, a ainsi pour effet d'imposer insidieusement à l'ensemble du champ les "choix" des instruments de diffusion les plus directement et complètement soumis aux verdicts du marché*". (BOURDIEU, (Pierre), *op. cit.*)

Le jeu distinctif, en définitive, repose donc plutôt sur un travail de "mise en scène", chaque quotidien offrant **un "contrat de lecture" singulier**[109] l'unissant dans le temps à ses lecteurs. Nos analyses précédentes montrent que ce lien, considéré ici du seul point de vue de l'information économique, trouve son principe génétique dans une relation de partage de visions du monde politiques et idéologiques --- qui fournissent, pour chaque journal considéré indépendamment, un cadre d'entendement singulier, préalable nécessaire à toute relation de "l'actualité". Dans l'information économique, la relation de communication journal/lecteur devient ainsi en partie une relation de communion, ou tout au moins de connivence : *Le Figaro* laisse (discrètement) filtrer et reconnaître dans son discours sa position libérale, et *L'Humanité*, plus explicitement, invite ses lecteurs à partager son point de vue communiste sur le monde (nous avons vu que l'organisation syntaxique de ses articles signifie parfois une relation complice)....

C2. La notion de "contrat énonciatif"

Si l'on intéresse maintenant plus précisément à l'organisation discursive des textes d'information, le constat de stratégies d'énonciation propres à chaque quotidien renvoie à l'existence, pour chaque média, d'un **"contrat énonciatif"** singulier et distinctif, "***jouant pour l'essentiel non pas sur le plan du contenu mais sur celui des modalités possibles du dire***".[110], quoique trouvant toujours sa source --- toujours pour le cas au moins de l'information économique --- dans des principes de nature idéologique.

C21. Le Figaro : un contrat de "pure" information

La position originelle et structurante, dissimulée, du *Figaro*, est une position libérale, instaurant une dichotomie entre le domaine de

---

[109] : Nous empruntons cette notion à Eliseo VERON.

[110] : VERON, (Eliseo), *Les médias en réception. Les enjeux de la complexité*, in *Médiaspouvoirs*, 1991.

l'économique et l'univers du politique : elle se manifeste par un travail de distinction, **dans le mode même de constitution de l'écriture journalistique**, de l'information économique, explicitement placée dans un cahier autonome, et littéralement éclatée --- la position du *Figaro* est en effet exclusivement technique --- en une addition de rubriques et sous rubriques indifféremment fondées sur des thèmes (Collectif budgétaire, Conjoncture, Commerce extérieur, etc....) ou, indice encore plus évident du refus d'une position discursive d'ensemble, des divisions sectorielles de l'espace économique (Automobile, Agriculture, Restauration, etc....).

La position libérale se caractérise aussi par son affirmation de sa dimension "naturelle" : *Le Figaro*, dans son travail énonciatif, refuse donc, en apparence, toute idée de "construction" de l'information. Ceci explique peut-être l'absence, dans ce quotidien, de pages "Evenement" : le quotidien de la rue du Louvres fait en effet preuve d'une organisation classique et rigoureuse, qui, --- gage de rigueur et de sérieux ? --- s'affiche comme détachée des contingences de l'actualité puisque, tous les jours de la semaine, les événement sélectionnes se répartissent selon neuf grandes rubriques (dans l'ordre de lecture, Opinions, La vie internationale, La vie politique, La vie, Notre vie, La vie sportive, L'art de vivre, La vie des spectacles, La vie à Paris et Dernière page), auxquelles s'ajoutent ponctuellement de petites sous rubriques spécialisées (Sciences, par exemple).

D'un point de vue plus général, la position idéologique fondatrice du *Figaro* trouve ainsi son expression, sur le plan du discours d'information, par **une adhésion totale à l'idéologie d'un journal "reproducteur" de la réalité**, que la récurrence en titres de rubriques de l'énoncé "La vie" indique sans détour. Sans aucune démonstration (et sans aucune autre légitimité qu'idéologique...), *Le Figaro* pose ainsi l'existence d'une dichotomie radicale entre le monde "réel et vrai" (le monde de "la vie") et le discours du journal --- qui ne saurait être alors autre chose que le compte rendu neutre et objectif du "monde comme il va". Ce que donne à croire *Le Figaro*, de manière "naturelle", c'est qu'il n'y a pas --- qu'il ne peut pas y avoir --- d'idéologie dans son discours, forcément vrai.....

C22. L'Humanité : un discours de vérité

De manière radicalement différente, *L'Humanité*, "organe" du Parti Communiste Français, construit explicitement son écriture journalistique comme politique. L'apparente contradiction, loin d'être dissimulée, se trouve au contraire argumentée --- et dénoncée. Le quotidien communiste **fonde en effet l'ensemble de son discours sur un "contrat de vérité" dual** (Cf. les différentes relations d'oppositions que nous avons mises en évidence), **opposant systématiquement la vérité au mensonge**.

De manière plus évidente que dans *Le Figaro*, on trouve ainsi dans *L'Humanité* les traces d'une relation de connivence liant le journal à ses lecteurs (indice de la nécessaire complicité de ceux, minoritaires, qui savent" la vérité vraie" ?...). Se joue ainsi, lors du mouvement de relation de la faillite de Barings, une bataille (autour, bien sur, de la question de la vraie définition à accorder à l'événement rapporté) entre "nous" et "les autres", entre, si l'on reprend les termes exacts de l'éditorial de Jean-Paul PIEROT, pas encore cité, "*les citoyens, (...) ceux qui, comme vous et moi*[111], ne disposent que de leur salaire, de leur pension, ou de leur épargne" et, de l'autre côté, "*[ces] gens [qui] se livrent, tout près de nous mais au dessus de nous, à de fantastiques parties de monopoly*" --- bataille dont les enjeux consistent en "*des sommes faramineuses*", qui, et il s'agit là du fin mot de l'histoire, sont en vérité "***notre argent***". L'ensemble du discours de *L'Humanité* repose sur la volonté de rétablir la vérité "vraie" (rétablir, et non pas établir : on voit là une différence avec *Le Figaro*. *L'Humanité*, clairement, est un journal d'opposition par rapport au point de vue majoritaire) : l'événement "faillite de Barings" est ainsi rapporté moins pour lui-même que en tant que support pour un discours plus général. La banqueroute de "*la banque de Sa Gracieuse*

[111] : Si, comme nous l'avons précédemment noté, la relation de communication entre les journalistes de *L'Humanité* et leurs lecteurs apparaît parfois, lorsque pédagogique, inégalitaire, la "faute" se trouve dans cet éditorial expliquée et réparée : le lecteur peut faire confiance à son journal, puisque lecteurs et rédacteurs partagent la même communauté d'intérêts.

Majesté", pour le quotidien communiste, doit servir de leçon et ouvrir les yeux des abusés : "*le monde et l'humanité doivent avoir un autre destin que celui d'un casino*", conclut, non sans une certaine emphase dramatique, Jean-Paul PIEROT.

D'un point de vue plus général, la position idéologique fondatrice de *L'Humanité* se trouve ainsi exprimée dans un contrat énonciatif de vérité. Si l'on considère maintenant que cet engagement se trouve, dans le quotidien communiste, singulièrement mise en évidence (Cf. par exemple ses manifestations perlocutoires, ou la multiplication des modalisations du discours de l'Autre par l'emploi de verbes de rapport particuliers), il parait possible d'aller plus loin encore dans la définition des caractéristiques du discours de ce journal. Reprenant une notion mise en place par Michel FOUCAULT, Jean-Noël DARDE estime ainsi que "*L'Humanité ne prétend pas seulement, comme tout un chacun, dire la vérité, mais affirme plutôt être dans une position particulière qui lui donne* ***le privilège de l'énonciation de la vérité — le monopole de véridiction***".[112](cette hypothèse permettrait par exemple d'expliquer les positions souvent duales du quotidien communiste). Certes, comme le constate DARDE, l'idéologie communiste n'est pas la seule, loin s'en faut, à prétendre à ce privilège (il semble bien au contraire que ce soit un désir largement partagé....), mais le Parti Communiste se distingue par sa volonté explicite de l'étendre, par l'intermédiaire de son organe, au champ de l'information. De fait, le discours de *L'Humanité* apparaît moins soumis que celui du *Figaro* aux impératifs réputés caractéristiques du discours d'information (même s'il ne s'agit peut-être là seulement que d'une apparence de soumission[113]), et se distingue ainsi par son travail récurrent de dénonciation du discours de l'Autre (élément de mise en scène du monopole de véridiction, qui implique "*que l'Autre ne peut pas dire la vérité, ou, du moins, que, quand il la dit, la nature de cette*

[112] : DARDE, (Jean-Noël), *Le ministère de la vérité*, 1984, p. 18.

[113] : Pour être clair, le travail d'information du *Figaro* ne nous apparaît ni "meilleur", ni plus "mauvais" que celui de *L'Humanité*. Ses principes idéologiques, simplement, ne sont pas aussi explicitement affirmés.

vérité est telle qu'elle ne puisse mettre en question le monopole de véridiction de l'organe central").

Il est toutefois possible de constater, malgré tout, que *L'Humanité* semble parfois hésiter dans sa stratégie de communication. Lors du "compte rendu" de la faillite de Barings (qui, précisons le, correspond à la période de lancement de la campagne présidentielle de Robert HUE), certains articles, ou l'éditorial de Jean-Paul PIEROT, paraissent ainsi s'adresser autant aux lecteurs du quotidien (**allocutaires** du texte --- c'est à eux que les mots sont destinés) qu'à, fonction "d'organe" oblige, l'ensemble de la classe politique française (qui accède ainsi au statut de "**destinateur**", à qui s'adresse cette fois l'acte de langage) : Jean-Paul PIEROT termine ainsi son éditorial en établissant une relation d'équivalence entre le contenu de son analyse et "*les propositions avancées par Robert HUE dans le débat présidentiel*"....

CHAPITRE II. DE QUELQUES CARACTERISTIQUES PROPRES DU DISCOURS D'INFORMATION ECONOMIQUE.

Jusqu'à présent, nous avons surtout livré des conclusions renvoyant à une analyse du discours d'information économique comme partie du discours journalistique global. Nous souhaitons maintenant, dans cet ultime chapitre, évoquer quelques pistes de réflexion pour la mise en évidence d'éventuelles caractéristiques plus singulières de celle-ci.

A. UNE SINGULIERE RELATION DE COMMUNICATION JOURNAL / LECTEUR

A1. La construction de destinataires singuliers

Au fil de notre travail de lecture du compte rendu de la faillite de Barings, il nous est apparu que --- de manière "transversale", c'est à dire au delà des différences repérables entre les discours respectifs de chacun des deux quotidiens étudiés --- la construction d'une relation de communication singulière entre le journaliste (ou, plus largement, le journal) et le lecteur constitue un point fondamental dans la structuration du discours d'information économique. Pour être plus précis, il nous semble ainsi que, **dans le système discursif de l'information économique, la construction d'un destinataire singulier fait littéralement partie des conditions de production du discours**.

Dans *L'Humanité*, les articles d'information économique s'organisent ainsi en fonction de la définition préalable (bien évidemment implicite, mais le travail de décomposition du discours que nous avons mené permet de reconstituer ce procès) **d'un "destinataire-citoyen"**, c'est à dire supposé principalement préoccupé par le politique, et peu au fait, donc, des subtilités de fonctionnement de l'économie financière. Conséquence : le discours d'information économique du quotidien communiste est parfois, en particulier sur des points techniques précis, relativement "flottant" ("*la crise financière affecte toutes les monnaies , mais certaines plus que d'autres*" , ou, en titre de Une, "*c'est la spéculation (...) qui est à l'origine de ce qui secoue toutes les places boursières (...)*"[114], ce qui est logique dans la mesure où ce n'est pas à un discours spécialiste technique qu'aspire *L'Humanité*. A d'autres instants cependant, lorsque l'information devient démonstration, le quotidien, comme nous avons pu le constater, met par contre en scène un travail pédagogique : le rôle d'information est alors dévolu à un énonciateur réputé "spécialiste", qui se trouve chargé "d'expliquer", dans une démarche de diffusion du savoir, les mécanismes d'organisation des marchés spéculatifs --- ou, plus largement, de l'économie mondiale.

Pour le cas du *Figaro* au contraire, l'information économique semble s'adresser à un lectorat spécifique (elle est rejetée, ou plutôt distinguée, dans un cahier

[114] : C'est nous qui soulignons.

spécial, dont le volume apparaît synonyme de richesse informative). Son destinataire type serait ainsi plutôt **un "lecteur-technicien"**, directement intéressé (en fonction de caractéristiques professionnelles, par exemple) par son **contenu**. (Pour *L'Humanité*, c'est au contraire le **sens** qui importe). Elle se trouve ainsi écrite, finalement, comme une information "pour soi", selon un point de vue d'abord technique, et rarement pédagogique : en poussant le raisonnement plus loin, on pourrait ainsi parler d'une information pour "initiés" (l'information économique, dans *Le Figaro*, n'est certes pas ésotérique pour le non-spécialiste, mais elle reflète par contre un point de vue professionnel particulier. Si l'on s'intéresse aux termes de son rapport des structures de fonctionnement de l'économie financière, on constate que son discours, pour être plus technique (c'est à dire "focalisant"), reste malgré tout moins "didactique" que celui de *L'Humanité* --- et surtout moins critique : *Le Figaro* fonde son approche sur l'acceptation implicite des modalités de présentation classique du monde économique et financier contemporain. Et agit bien, en ce sens, comme un journal "conservateur", d'où par exemple la (dis)qualification de LEESON comme " *jeune aventurier de la finance moderne*"...

A2. Les risques de la vulgarisation

Si l'on continue toujours de ne plus s'intéresser aux différences entre *Le Figaro* et *L'Humanité*, pour essayer au contraire de repérer des similitudes de traitement de l'actualité économique dans les deux quotidiens, il semble possible de constater **une tendance transversale des deux quotidiens pour un discours de vulgarisation.**

Quel que soit ainsi le contenu précis des articles de chaque journal, le discours d'information économique apparaît, à travers l'exemple singulier de la relation de la faillite de Barings, comme **un discours de reformulation, en langage "vulgaire"** (excepté lorsque le journaliste cherche à mettre en scène sa compétence) **de discours primaires spécialisés**, d'origine principalement institutionnelle (grandes banques,

organismes monétaires internationaux, etc...) ou "science économique" (la démonstration que l'on peut lire, dans *L'Humanité*, sous la plume du journaliste spécialisé en économie, dans l'article "*Le franc dans la tourmente*", constitue ainsi, pour faire vite, une forme de traduction de la position néo-keynésienne consistant à distinguer la demande plutôt que l'offre comme moteur de l'économie. Et, de la même façon, le rejet par *Le Figaro* d'une possible réglementation directive des marchés financiers procède d'une traduction concrète des principes fondateurs de la position libérale, exprimés par exemple dans la métaphore, inaugurée par Adam SMITH, d'une "main invisible").

La présence, dans les deux journaux étudiés, de métaphores explicatives (en position, de plus, privilégiées, en titre par exemple) constitue un parfait indice de ce procès : cette figure de style constitue en effet "*un recours précieux pour l'ensemble des discours de vulgarisation*", dans un souci tout à la fois de didactisme ("*la métaphore contribue à faire comprendre*") et de "*bonne argumentation*"[115]. Si l'on considère par contre le sens qu'elles indiquent, il semble alors apparaître une tendance générale de la presse à une "naturalisation" de l'économie, exprimée par exemple dans des expressions comme "*le franc dans la tourmente (L'Humanité), le franc résiste bien à la tourmente (Le Figaro), la lire s'est effondrée (Le Figaro), la chute de Barings continue de secouer les marchés financiers, etc, etc...*". Et l'on ne peut que constater les risques potentiels d'un tel choix discursif : "*le choix d'un champ métaphorique n'est jamais neutre, le rapprochement de deux réalités ne va pas sans postuler secrètement une ressemblance ontologique*", écrit JEANNERET. De manière plus précise, la vulgarisation à l'oeuvre dans le discours d'information économique finit ainsi par provoquer **le sentiment d'une sorte de fatum économique** --- y compris, paradoxalement, quoique de manière peut-être moins évidente, dans *L'Humanité*, en quelque sorte "victime", sur ce point, du discours --- "*les termes désignant des processus (sommet, chuter, hausse,), les verbes pronominaux (s'effondrer),ou intransitifs (sévir, aggraver) dessinant un univers sans*

115 : JEANNERET, (Yves), *Le choc des mots. Pensée métaphorique et vulgarisation scientifique*, in *Communication et langages, 1992.*

véritable responsabilité, où la mondialisation de l'économie et la concurrence occupent la place de l'antique moira".[116] "*Greffée sur le savoir*", la métaphore peut "*conférer à un thème idéologique l'apparence de la vérité absolue, ou, en d'autres termes, nous masque le caractère construit et relatif de nos perceptions*"[117], affirme finalement JEANNERET : elle est pourvoyeuse "*d'idéologie rampante*", et il y aurait donc sans doute intérêt à creuser cette piste, en cas de poursuite éventuelle de la décomposition du discours du journalisme économique.

B. UN DISCOURS D'INFORMATION SPECIFIQUE

B1. Type, genre, et différences d'actualisation

Pour tenter maintenant de définitivement préciser les caractéristiques spécifiques de l'information économique (celle décelables, en tout cas, à partir de notre travail singulier), il nous semble judicieux d'organiser notre démarche en trois étapes, en reprenant un certain nombre de concepts descriptifs du système de l'information définis par Eliseo VERON :[118]

- Du point de vue le plus général d'abord, l'information économique se caractériserait comme relevant du **type** général "discours d'information", définit comme "*ayant pour objet l'actualité*", et ne pouvant être totalement compris, si l'on décide de suivre le programme de VERON, qu'en "*[conceptualisant], d'une part, son articulation au réseau technologique des médias et au système de normes qui régissent la profession de journaliste, et, d'autre part, ses*

[116] : La citation est de Simone BONNAFOUS (*Paroles de crise*, in *Etudes de communication*, 1994), mais les exemples illustratifs sont issus de la Une du *Figaro* du 28 Février.

[117] : **Alors, précisément, que l'ensemble des concepts descriptifs de l'économie sont des construction singulières, historiques par exemple...**

[118] : Voir en particulier *Presse écrite et théorie des discours sociaux*, in CHABROL, (Claude) et CHARAUDEAU, (Patrick), (Dir.), *La presse. Produit, production, réception*, 1988.

modalités de construction d'un seul destinataire générique, "citoyen-habitant". (Selon VERON, la notion de "type" de discours est associée, *"d'un côté, à des structures institutionnelles complexes qui en sont les "supports organisationnels", et de l'autre à des rapports sociaux cristallisés d'offres / attentes qui sont le corrélât de ces structures institutionnelles"*.)

Ce n'est certes pas ce niveau qui, dans notre travail, nous intéressait. On peut cependant trouver dans la classification de VERON inspiration pour quelques pistes de recherche ultérieures, autour par exemple de l'interrogation sur les conditions économico-sociologiques de production de l'information économique.

• Sur un plan secondaire, il apparaît aussi possible de définir l'information économique comme un **genre** particulier au sein du type "information". La notion renvoie à la mise en évidence d'un *"certain arrangement, caractéristique, de la matière langagière"*, et l'on peut donc ici insister sur la dimension singulièrement vulgarisatrice de l'information économique --- ainsi, en corollaire, que sur la prédisposition de ses rédacteurs à mettre en scène leur "compétence".

Si ainsi, dans *L'Humanité* et *Le Figaro*, les discours ne semblent pas exactement s'adresser au même lecteur, les deux productions discursives relèvent cependant en dernière instance de la même réalité : le discours de l'information économique apparaît ainsi, en tant que genre, comme le lieu de rencontre entre les sciences économiques d'une part --- dont le rapport à l'expérience, c'est à dire à l'actualité, est d'abord fait de ruptures : Cf. par exemple le recours à des démarches de modélisation. *"La "science économique" suppose le découpage d'un "objet économique", et sa progressive autonomisation ; (...) ce mouvement se fonde sur la création d'un langage économique, avec son vocabulaire propre, ou fondé sur la redéfinition de mots d'usage courant"*[119] --- et *"les représentations sociales de*

[119] : VERGES, (Pierre), *Les représentations sociales de l'économie. Une forme de connaissance*, in JODELET, (Denise), *Les représentations sociales*, 1989.

l'économie" d'autre part (*[qui se trouvent ontologiquement] inscrites dans la réalité sociale, et articulent donc des éléments des deux domaines"*.[120]

• Le troisième niveau, enfin, d'analyse de l'information économique serait celui de la réflexion sur les **modalités d'actualisation, en stratégies discursives** (*"variations attestées, à l'intérieur d'un même type et d'un même genre"*), **des principes plus hauts énoncés.**

C'est à ce niveau seulement que correspondent les différences que nous avons repérées, et qu'interviennent particulièrement les choix idéologiques. L'opposition *Figaro / Humanité* renvoie ainsi à l'opposition entre deux visions politiques générales différentes sur le rôle et la nature de l'économie (l'économie comme science ou technique *versus* l'économie comme outil et produit du politique), et induisent en définitive deux stratégies discursives, **deux rhétoriques particulières** : le quotidien de la rue du Louvres développe ainsi, de manière globale, un discours relevant en grande partie de **"l'information-expertise"** (*"Si l'expression de jugements est présente, les rédacteurs usent d'abord d'un autre atout : leur réputée compétence technique ; ils "exposent les éléments d'un problème", insèrent des données factuelles, introduisent des conclusions d'études ou des déclarations de personnalités reconnus socialement comme expertes. L'écriture est ainsi instrumentale et documentée : elle vise à persuader"*) alors que son concurrent communiste se place dans la tradition du **journalisme d'opinion** (c'est à dire qu'il *"formule des jugements explicites dictés par une idéologie politique, tire sa légitimité du principe de la concurrence des idées chère à l'idéologie libérale de l'information, , et vise d'abord à convaincre, ou, tout au moins, à renforcer les croyances d'une audience déjà acquise aux idées formulées"*.)[121]

---

[120] : *Ibid.*

[121] : Nous reprenons là une distinction établie par Jean G. PADIOLEAU (*Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques*, in *Sociologie du travail*, 1976). Il nous faut cependant préciser que, d'un point de vue général, nous n'avons guère été convaincus par sa volonté, exprimée dans cet article, de considérer la rhétorique journalistique comme le seul *"produit de pratiques inscrites dans des contextes d'interaction spécifiques dont les caractéristiques influencent l'occurrence et l'opportunité des dites rhétoriques"* (il s'agit là d'une approche relevant clairement, et PADIOLEAU ne s'en cache pas, de la théorie dite de "l'action sociale"). Et, sur un plan

B2. Un discours aux enjeux fondamentaux

En définitive donc, si le discours d'information économique se trouve toujours traversé par une part de didactisme pédagogique (Cf., pour illustration la plus évidente, la présence récurrente de diagrammes ou graphiques explicatifs, ou la multiplication des précisions documentaires quantitatives chiffrées), c'est parce que **s'y joue d'abord, dans le procès de mise en récit de l'actualité, la constitution d'un rapport particulier (et fondamentalement idéologique) entre la sphère économique et la sphère politique.**

En ce sens, se trouve alors posée la question des modes d'existence de **liens dialectiques entre "*un registre discursif particulier et la réalité que; tout en décrivant, il contribue à créer*"**[122]. Si l'information économique possède une dimension "performative" --- contribuant par exemple, en tant que moment de production de sens et d'expression d'une "vision du monde", à modifier la réalité ---, celle-ci fonctionne pour l'essentiel selon des règles relevant du système médiatique global, ce qui ne manque pas de laisser perplexe compte tenu des enjeux plus haut évoqués. Si l'on regarde, sur le long terme, les modalités générales du traitement de la faillite de Barings (et de ses répercussions), nous ne pouvons qu'être frappés par leur manière "heurtée" : l'information ne semble qu'une affaire de mots, et disparaît, au bout d'un temps plus ou moins long, comme spontanément (le cas de *L'Humanité* est sur ce point

---

plus particulier, nous ne sommes pas certains que l'opposition ici évoquée soit aussi tranchée : elle nous semble seulement évoquer un paradigme explicatif important...

[122] : UGARTE BLANCO, (Juana), *Economia en Espagne au XVIIIème siècle*, in *Mots*, 1987. Pour illustration de cette question, on peut citer les travaux de Pierre BOURDIEU et Abdelmalek SAYAD autour du discours économique sur la question de l'immigration : "La manière habituelle de traiter les problèmes de la migration en termes complémentaires ou antithétiques de "coûts et avantages" n'est possible qu'à condition qu'on ne s'interroge ni sur la façon dont est constitué ce qu'on convient d'appeler respectivement "profits" et "coûts", ni sur la signification politique de l'opération elle-même, qu'on présente comme n'étant, à la limite, qu'une technique "comptable". Voilà l'exemple même du travail politique qui se déguise sous les dehors d'une simple opération d'ordre économique". (SAYAD, (Abdelmalek), *"Coûts" et "profits" de l'immigration*, in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1986.

particulièrement frappant), sans que rien pourtant ne se trouve véritablement changé de la réalité dont il était question. **Comme si, finalement, quelles que soient ses positions idéologiques possibles, le discours d'information économique relevait, en dernière instance, d'une sorte de procès général de masquage du monde.** Précisons : l'important, dans ce discours, serait ainsi finalement moins la façon tronquée ou biaisée dont quelque chose se trouve retranscrit que, plutôt, la mise en place d'un mécanisme (médiatique) qui, par lui même, et quel que soit l'objet traité, tendrait immédiatement à le mettre hors de portée de toute connaissance ou action réelles. Et il serait alors possible de trouver, dans cette hypothèse, le point de départ pour de nouvelles interrogations, radicalement différentes, sur l'écriture de l'information économique --- son travail de mise en rubrique pouvant par exemple désormais être considéré comme relevant non pas d'un procès de cloisonnement ou de classification mais d'une **stratégie de modulation**, selon laquelle il ne peut pas y avoir d'autres points de vue que celui du journal, la circulation d'un événement entre les pages des différentes rubriques s'opérant sans rupture...[123]

[123] : Nous nous sommes, pour ces dernières remarques, inspirés d'un article de Mathieu POTTE-BONNEVILLE, à notre sens tout à fait "provocant" (dans le bon sens du terme) mais malheureusement découvert un peu tard... (POTTE-BONNEVILLE, (Mathieu), *Champignons magiques et sociétés de contrôle*, in *Cahier de résistances*, 1993. (Il s'agit d'une publication d'élèves de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm).)

CONCLUSION

A l'issue de ce travail, il nous faut d'abord affirmer notre satisfaction d'avoir pu expérimenter, sur le mode pratique, la pertinence d'un certain nombre d'enseignements de nos lectures préalables : nous espérons ainsi être parvenus à apporter une infime contribution au développement d'un champ de recherche déjà largement étendu.

Mais, il faut malgré tout ajouter que nous restons aussi quelque peu frustrés par le nombre de pistes qu'il nous a fallu, au fil cette année de D.E.A, délaisser. Au moment de notre analyse des modalités singulières, propres à chaque journal, de construction de stratégies originales de relation d'un même événement référent, nous avions par exemple espéré pouvoir nous intéresser précisément à la manière dont chaque quotidien parvient à construire son discours propre **à partir de textes de dépêches communs** (ce procédé était, pour le compte rendu de l'événement qui nous intéresse évident, aucun journal français n'ayant, au 28 Février, d'envoyé spécial ou de correspondant à Singapour : nous avons là un bel exemple de ce journalisme "de l'aval" dont parle Denis RUELLAN[124]) : faute de temps et de moyens, il nous a fallu sur ce point renoncer.

[124] : RUELLAN, (Denis), *Le professionnalisme du flou*, 1993.

Plus largement, nous avons fait initialement le pari d'un travail d'analyse critique du discours de presse fondé sur la seule étude de **textes**. Ce choix s'est fondé, comme nous l'avons indiqué, sur un principe épistémologique, en références à un certain nombre de travaux déjà existant, et nous semble avoir porté ses fruits. A notre sens, notre travail d'évocation et de repérage de "stratégies énonciatives" montre par exemple bien que cette décision originelle ne consistait pas en une réduction de l'analyse à la seule recherche de quelconques figures d'écriture, puisque nous avons au contraire constamment cherché à repérer, dans le discours, des traces renvoyant à ses conditions singulières de production.

A l'issue de cette étude, nous avons pourtant le sentiment que, si ce travail devait se poursuivre, économie ne pourrait sans doute plus être faite d'un certain nombre d'approches différentes parallèles. A plusieurs reprises par exemple, il aurait été utile et intéressant d'en savoir plus sur les caractéristiques socioprofessionnelles des journalistes économiques (sur leur possession ou non, surtout, de formations ou de compétences spécifiques...). D'un point de vue plus général, il nous semble ainsi en définitive qu'une véritable réflexion critique d'envergure sur la question des formes d'écriture du journalisme économique ne saurait se contenter de seules méthodes d'analyse de fondement linguistique. Si l'on souhaite lire les articles d'information économique "*en tant qu'ils participent du politique, et en tant que le politique passe par eux*"[125], il est sans doute nécessaire de savoir à certains moments quitter le texte pour mener des réflexions plus transversales sur les mécanismes d'organisation du champ du journalisme économique. Dans un court article programmatique de 1994, Pierre BOURDIEU estimait ainsi que ceux-ci exercent leur emprise et leur influence non seulement sur les conditions de travail (urgence, concurrence, manque de moyens, ...) et sur les pratiques des journalistes ("*la concurrence pour la clientèle tend à prendre la forme d'une concurrence pour la priorité*", écrit BOURDIEU, qui souligne aussi que "*le degré d'autonomie d'un journaliste particulier dépend [tout à la fois] du degré de concentration de la presse, (...) de la position de son journal (c'est à dire plus ou moins près du pôle "intellectuel" ou du pôle "commercial"), puis de sa position dans son journal (...), et enfin, de*

[125] : BONNAFOUS, (Simone), *L'immigration prise aux mots*, 1991, p. 127.

sa capacité de production autonome de l'information --- certains journalistes, ***comme (...) les journalistes économiques*** *étant particulièrement dépendants*", conclut le sociologue), mais aussi **sur les modes mêmes de traitement de l'information** : "*la temporalité de la pratique journalistique, en obligeant à vivre et à penser au jour le jour, et à valoriser une information en fonction de son actualité, (...) favorise une sorte d'amnésie permanente qui est l'envers négatif de l'exaltation de la nouveauté*", écrit-il par exemple. [126]

En citant cet exemple d'approche extensive à la seule analyse de discours, nous ne renions pas nos choix antérieurs : nous restons par exemple persuadés qu'une analyse critique du journalisme ne peut pas se passer d'un travail de réflexion approfondie sur les caractéristiques **spécifiques** de l'écriture journalistique. L'information économique, en pleine croissance, occupe chaque année un volume toujours plus important de pages : pour tenter de la comprendre, il serait tout simplement dommage de ne pas user de toutes les armes critiques à disposition ....

---

[126] : BOURDIEU, (Pierre), *L'emprise du journalisme*, in *Actes de la Recherche en Sciences-Sociales*, Mars 1994.

BIBLIOGRAPHIE

AASLAND, (Dag), *A short note on the abstraction of economic life*, in *Economies et Sociétés*, n°9, 1988, pages 21 - 27.

ALBERT, (Pierre), (Dir.), *Lexique de la presse écrite*, Paris, Dalloz, 1989207 pages.

BARTHES, (Roland), *Structure du fait divers*, in *Essais critiques*, Paris, Points Seuil, 1984, pages 188-197.

BAUTIER, (Roger), *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, P.U.G, Coll. "Communication, médias et sociétés", 1994, 317 pages.

BONNAFOUS, (Simone), *Parole médiatique en temps de crise. Etude de cas*, in *Etudes de Communication*, n°15, 1994, pages 113 - 130.

BONNAFOUS, (Simone), *L'immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années 80*, Paris, Kimé, 1991, 302 pages.

BOURDIEU, (Pierre) avec WACQUANT, (Loïc J D.), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, 1992, 268 pages.

BOURDIEU, (Pierre), *L'emprise du journalisme*, in *Actes de la Recherche en Sciences-Sociales*, n°101 - 102, mars 1994, pages 3 -9.

BOURDIEU, (Pierre), *Le pouvoir des mots. Entretien avec Didier ERIBON*, in *Libération*, 19 octobre 1982.

BOYER, (Henri), *"La rigueur pour moderniser la France" ... "dans la solidarité". Contribution socio-pragmatique à l'étude des mots slogans du septennat (1981-1988)*, in *Mots*, 1988.

BROCHIER, (Hubert), *Fondements idéologiques et visées scientifiques en économie*, in *Economies et Sociétés*, n°10, 1988, pages 169 - 188.

CHAMPAGNE, (Patrick), *L'illusion médiatique*, in BOURDIEU, (Pierre), (Dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, 948 pages.

CHARON, (Jean-Marie), *Cartes de presse. Enquête sur les journalistes*, Paris, Stock, 1993, 356 pages.

CLERC, (Denis), *L'économie en perspective*, in *Alternatives économiques*, n° 64, mars 1989, page 35.

CONAN, (Eric), *Où va le journalisme?* , in *Esprit*, décembre 1990, pages 5 - 12.

CORNU, (Daniel), *Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information*, Genève, Labor et Fidès, 1994, 510 pages.

DARDE, (Jean-Noël), *Le ministère de la vérité. Histoire d'un génocide dans le journal L'Humanité*, Paris, Le Seuil, 1984, 194 pages.

DE LA HAYE, (Yves), *Journalisme mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble, P.U.G : La Pensée Sauvage, 1983, 216 pages.

DURKHEIM, (Emile), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, P.U.F; Coll. Quadrige, 1986 (rééd.), 149 pages.

FREUND, (Andreas), *Journalisme et mésinformation*, Grenoble, La pensée sauvage, 1991, 365 pages.

FRIDMAN, (Stéphane) et POUYANNE, (Patrick), *La presse économique française. Hors-jeu et enjeux*, Mémoire de l'Ecole des Mines, Paris, 1989

GALBRAITH, (John K.), *L'économie en perspective. Une histoire critique*, Paris, Le Seuil, 1989, 381 pages.

GOUAZE, (Jean), MOUILLAUD, (Maurice), SERVERIN, (Evelyne) et TETU (Jean-François), *Stratégies de la presse et du droit. La loi de 1920 et l'avortement au procès de Bobigny*, Lyon, PUL, 1979, 249 pages.

GUERIN, (Serge), *La presse économique et financière*, Paris, Editions du CFPJ, Collection "Connaissance des médias", 1991, 93 pages.

GUILLEBAUD, (Jean-Claude), *Langues de bois...*, in *Le Nouvel Observateur*, 3-9 Août 1995.

HIBBS, (Douglas A.), *Performance économique et fonction de popularité des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing*, in *Revue d'Economie Politique*, n°1, 1983, pages 44 - 61.

HOCQ, (Philippe), *L'information comme construit social*, in *Médiaspouvoirs*, n°35, 1994, pages 158 - 163.

JEANNENEY, (Jean-Noël), *L'argent caché. Milieux d'affaire et pouvoirs politiques dans la France du XXème siècle*, Paris, Fayard, 1981, 364 pages.

JEANNERET, (Yves), *Le choc des mots: pensée métaphorique et vulgarisation scientifique*, in *Communication et langages*, n°93, 1992, pages 99 - 113.

Journalistes et linguistes. Même langue, même langage?; Actes de la rencontre du 15 Janvier 1993 à la Sorbonne, in *M-Scope*, n°spécial, avril 1994, 128 pages.

La presse, l'information et le fait économique, Lyon - Ecully, IRPEACS / Groupement d'Intérêt Scientifique "Pédagogie de l'Economie, 1983, 78 pages photocopiées, non publiées, numérotées par nos soins.
Comprend:
- *La presse, l'information et le fait économique*, 10 pages photocopiées.
- BUTHEAU, (Robert), *L'information économique et sociale: un produit de consommation courante*, Mai 1983, 10 pages photocopiées.
- BUTHEAU, (Robert), CARLUER, (Claudine) et CICILLE, (Patricia), *Analyse de l'information économique dans les quotidiens régionaux*, 44 pages photocopiées.
- BUTHEAU, (Robert), CARLUER, (Claudine) et CICILLE, (Patricia), *L'information économique et sociale dans la presse quotidienne régionale. Le rôle de l'Agence France Presse*, 14 pages photocopiées.

Les tailleurs de l'information, in *Langages et sociétés*, n°64, juin 1993

LATOUR, (Bruno), *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, Gallimard, Coll. Folio Essais, 1995, 663 pages.

LE ROY, (Estelle) et DE CHAMBORD, (Amaury), *Publi-reportages: le journalisme en trompe-l'oeil*, in *Médiaspouvoirs*, n°13, 1989, pages 79 - 88.

LORINO, (Philippe), *Redéfinir la notion de performance économique*, in *Alternatives économiques*, n° 75, mars 1990, pages 33 - 35.

MAAREK, (Gérard), *L'information économique aujourd'hui. Marché et institution*, in *Revue Economique*, n° 4, juillet 1992, pages 603 - 614.

MAMOU, (Yves), *"C'est la faute aux médias!" Essai sur la fabrication de l'information*, Paris, Payot, 1991, 243 pages.

MATHIEN, (Michel), *Les journalistes et le système médiatique*, Paris, Hachette, 1992, 367 pages.

MOUILLAUD, (Maurice), *L'information ou la part d'ombre*, in *Etudes de Communication*, n°15, 1994, pages 13 -22.

MOUILLAUD, (Maurice) et TETU, (Jean-François), *Le journal quotidien*, Lyon, PUL, 1989, 204 pages.

NAUDIN, (Thierry), *Situation morale de la presse économique française*, in *Esprit*, décembre 1990, pages 47 - 59.

NEVEU, (Erik), *Pages "politique"*, in *Mots*, n° 37, décembre 1993, pages 6 - 28.

ONCLE BERNARD, *Parlant pognon, mon petit... Leçons d'économie politique*, Paris, Syros, 1994, 199 pages.

ORLEAN, (A.), *Contagion des opinions et fonctionnement des marchés financiers*, in *Revue Economique*, vol 43, n°4, juillet 1992, pages 685 - 697.

PADIOLEAU, (Jean G.), *Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques*, in *Sociologie du travail*, n°3, 1976, pages 256-282.

PERRET, (Pierre-Marie) et SILEM, (Ahmed), *Prolégomènes à l'économie de l'information*, in *Brises*, n°2, mars 1983, pages 7 - 22.

POTTE-BONNEVILLE, (Mathieu), *Champignons magiques et sociétés de contrôle*, in *Cahier de résistances*, 1993.

Presse financière. Les budgets du silence, in *La presse en revue, n°10 des Dossiers du Canard*, mars - avril 1984, page 62.

RAMONET, (Ignacio), *La pensée unique*, in *Le Monde Diplomatique*, n°490, janvier 1995, page 1.

RIEFFEL, (Rémy), *L'élite des journalistes*, Paris, P.U.F, 1984, 220 pages.

RIEFFEL, (Rémy), *Les journalistes français: image et présentation de soi*, in *Médiascope*, n°1, mars 1992, pages 64 - 73.

ROSA, (Jean-Jacques) et AMSON, (D.), *Conditions économiques et élections*, in *Revue Française de Sciences-Politiques*, 1976

ROUGE, (Jean-François), *Le journaliste au risque de l'argent*, in *Esprit*, n°127, décembre 1990, pages 35 - 46.

RUELLAN, (Denis), *Le professionnalisme du flou. Identités et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, PUG, 1993, 268 pages.

SAYAD, (Abdelmalek), *"Coûts" et "profits" de l'immigration. Les présupposés politiques d'un débat économique*, in *Actes de la Recherche en Sciences-Sociales*, n°61, 1986, pages 79 - 82.

SCHMIDT, (Christian), *La sémantique économique en question*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, 257 pages.

SCHUDSON, (Michael), *Rhétorique de la forme narrative*, in *Quaderni*, n° 8, 1989, pages 28 - 35.

THUREAU-DANGIN, (Philippe), *Journalistes sous influence*, in *Médiaspouvoirs*, n°13, 1989, pages 64 - 70.

UGARTE-BLANCO, (Juana), *Economia en Espagne au XVIIIème siècle. Fonctionnements discursifs et sociaux*, in *Mots*, n°15, 1987, pages 93 - 109.

VERGES, (Pierre), *Les représentations sociales de l'économie. Une forme de connaissance*, in JODELET, (Denise), *Les représentations sociales*, Paris, P.U.F, 1989, pages 387-405.

VERON, (Eliseo), *Le Hibou*, in *Communications*, n°28, 1978, pages 69-126.

VERON, (Eliseo), *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Editions de minuit, 1981, 176 pages.

VERON, (Eliseo), *Presse écrite et production des discours sociaux : production, réception, régulation*, in CHABROL, (Claude) et CHARAUDEAU, (Patrick), (Dir.), *La presse. Produit, production, réception*, Paris, Didier Erudition, 1988, pages 11-25.

VERON, (Eliseo), *Les médias en réception. Les enjeux de la complexité*, in *Médiaspouvoirs*, n° 21, 1991, pages 166 - 172

ANNEXES

> BRÈVE CHRONOLOGIE "RECONSTITUÉE" DE "L'AFFAIRE BARINGS"

> FAC-SIMILÉS DES ARTICLES DE *L'HUMANITÉ* ET DU *FIGARO* RETENUS

Annexe 1

CHRONOLOGIE DE "L'AFFAIRE BARINGS"

Il ne s'agit ici que d'une présentation des "faits clés" de cette affaire, reconstitués par croisement des informations contenus dans les quatre grands quotidiens que nous avons étudiés, et présentés avec aussi peu de commentaires que possible.

Jeudi 23 Février

A la suite d'une mission à Singapour d'une équipe de Barings Londres, la hiérarchie de Barings Brothers prend officiellement connaissance du "trou" financier creusé par son unité Barings Futures, installée au Singaporean International Monetary Exchange (SIMEX).

Le même jour, Nick LEESON, chef du bureau des produits dérivés de Barings Futures faxe sa démission au président de Barings et disparaît.

Vendredi 24 Février

Un avis de recherche est lancé à l'encontre de NIck LEESON.

A Londres, le président-héritier de Barings et les dirigeants de la Banque d'Angleterre tentent de mettre sur pied un plan de sauvetage qui permette à la banque de survivre encore quelque jour avant de trouver un ou des repreneurs.

Les discussions secrètes se poursuivent jusqu'au dimanche.

Dimanche 26 février

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre s'entretient toujours avec les grands banquiers londoniens pour tenter, sans succès, de trouver un acheteur et de sauver Barings avant l'ouverture de la Bourse de Tokyo (21 heures, heure de Londres).

En début de soirée, la Barings Brothers, plus vieille et sixième banque d'affaires britannique, fondée en 1762, est déclarée placée sous administration judiciaire par la Banque d'Angleterre, à la suite d'énormes pertes de plus de 500 millions de livres[1] --- soit davantage que ses fonds propres.

Lundi 27 Février:

A la suite de l'annonce de la mise sous administration de Barings, de nombreuses secousses parcourent les marchés financiers. D'abord, et bien que les autorités japonaises aient cherché à éviter tout mouvement de panique, la Bourse de Tokyo, dans la nuit du 26 au 27, perd 3,8 % et se retrouve à son plus bas niveau depuis 15 mois

Le lundi matin, l'onde se propage sur le marché des changes européens : la livre sterling tombe à son plus bas niveau historique face au mark, le franc n'est pas épargné et le dollar s'inscrit en nette baisse par rapport à son cours du vendredi 24.

Toute la journée, la Banque d'Angleterre s'emploie à rassurer les milieux financiers. Kenneth CLARKE, le Chancelier de l'Échiquier, s'engage à réexaminer le système de régulation des circuits financiers et de tutelle des banques, et à ne pas faire appel aux fonds publics pour renflouer Barings.

Mardi 28 Février

Ouverture à Singapour d'une enquête financière pour fraude. Nick LEESON est recherché dans toute l'Asie.

---

[1] : Soit plus de 4 milliards de francs.

Mercredi 1 Mars

Le Parlement singapourien vote le renforcement du contrôle du marché à terme SIMEX par la Monetary Authority of Singapore.

Jeudi 2 Mars

Nick LEESON est interpellé à l'aéroport de Francfort à son arrivée en provenance de Malaisie. Le tribunal de Francfort retient contre lui la charge de "falsification de documents", conformément aux informations transmises par les autorités de Singapour, qui ont demandé à Interpol de lancer un mandat d'arrêt international pour garantir son maintien en détention.

Vendredi 3 Mars

ING (International Nederlanden Group), le plus grand établissement financier des Pays-Bas, obtient de l'administrateur judiciaire de Barings le droit exclusif de faire une offre pour la reprise de la banque en faillite.

Ouverture d'une seconde enquête, par le Bureau des fraudes britannique et la police de la City de Londres, sur des allégations de fraude chez Barings.

Samedi 4 Mars

Les autorités financières de Singapour affirment que Barings était avertie depuis trois ans du pouvoir excessif laissé à Nick LEESON.

Dimanche 5 Mars:

ING reprend, pour 1 livre sterling symbolique, "pratiquement toutes les activités, avoirs et dettes" de Barings, --- et s'engage ainsi à éponger 660 millions de livres (plus de 5 milliards de francs) de pertes.

Évaluées dans un premier temps à 625 millions de livres (environ 5 milliards de francs), les pertes totales de Barings sont désormais estimées à 916 millions de livres (soit plus de 7 milliards de francs).

Lundi 6 Mars:

La Haute Cour de Londres approuve la reprise par ING.

Annexe 2

FAC-SIMILÉS DES ARTICLES CONSACRÉS DANS *LE FIGARO* ET *L'HUMANITÉ* DES 28 FÉVRIER et 3 MARS 1995 A "L'AFFAIRE BARINGS"

[illegible]



Jacques Foccart

L'exécuteur de la politique coloniale française en Afrique parle enfin. (Page 16.)

Foot : le défi nantais

A Leverkusen, les Canaris disputent les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA. Mais déjà, la surenchère fait rage autour de ses « stars ». (Page 19.)



Gildas Letard

Découverte des produits régionaux avec ce cuisinier et quelques amoureux du terroir. (Pages 14 et 15.)

l'Humanité

La filiale asiatique de la banque Barings perd 4 milliards de francs

La spéculation financière fait trembler le monde

C'est la spéculation, dans laquelle s'est lancée comme d'autres la banque d'affaires britannique, qui est à l'origine de ce qui secoue toutes les places boursières. En France, le pouvoir veut faire payer les dégâts par un surcroît d'austérité. Il faut, comme le propose le PCF, taxer les mouvements financiers afin que l'argent aille au travail et à la consommation. (Pages 3, 4, et l'éditorial de Jean-Paul Piérot.)

Jean Gandois reçoit les syndicats

[illegible] (Pages 10 et 24.)

G7 : sommet de tous les dangers

[illegible] (Page 8.)

Corse : puissante grève dans la Fonction publique

A l'appel de la CGT et de FO, le mouvement pour exiger une augmentation des salaires et la fin des discriminations qui frappent l'île a été suivi à 80 %. Les salariés corses font observer que la vie est plus chère, alors que leurs rémunérations ne suivent pas. Robert Hue, au cours d'une conférence de presse à Ajaccio, s'est déclaré solidaire des fonctionnaires en lutte. (Page 5.)



[illegible]

L'HUMANITÉ, 28/2, "Une" 1.

Editorial par Jean-Paul Piérot

L'argent des autres

Le naufrage de la Barings, l'une des plus prestigieuses banques d'affaires britanniques, a beau donner des sueurs froides aux golden boys du Sud-Est asiatique et des cheveux blancs à la reine d'Angleterre, l'affaire susciterait un intérêt relatif si elle ne révélait pas l'extraordinaire pillage que le capitalisme engendre et encourage, le gigantesque détournement de fonds perpétré à partir des richesses créées vers la spéculation.

Même l'énoncé des chiffres, dans toute leur brutalité, demeure une abstraction pour le citoyen français ou britannique qui n'en peut concevoir toute l'étendue. Des gens se livrent, tout près de nous, mais au-dessus de nous, à de fantastiques parties de Monopoly mettant en jeu des sommes faramineuses avec l'argent des autres. Avec l'argent de ceux qui, comme vous et moi, ne disposent que de leur salaire, de leur pension, ou de leur épargne. Qu'est-ce d'autre, en effet, que ces « marchés dérivés », ces « contrats » sur les indices boursiers ou le prix futur de matières premières qui se négocient à chaque seconde. 200.000 par jour à la Bourse de Paris! Un marché qui, au niveau mondial, représente plusieurs centaines de milliers de milliards de francs. Spéculation sur la spéculation. Une folle hyperbole qui semble sans rapport avec l'économie réelle, mais qui pèse durement sur elle.

Lorsque survient la panique financière, tout s'affole. Les quatre milliards perdus par la Barings entraînent une chute de quatre points à la Bourse de Tokyo. Sur les places européennes, le mark continue son ascension vis-à-vis, non seulement de la livre sterling, mais du franc. Qui d'autre en dernière instance subira les pressions sur les revenus? Les salariés et les petits épargnants.

La mésaventure de la banque londonienne nous donne une très bonne leçon de libéralisme. C'est une nouvelle démonstration, s'il en était encore besoin, des moyens immenses dont dispose la société pour s'attaquer aux graves fléaux qui l'assaillent. Ces moyens ne sont que le résultat du travail des hommes accaparé par les financiers. Cet argent devrait être utilisé autrement, mobilisé en priorité pour l'emploi et le progrès. Ce qui serait conforme non seulement à la morale mais à l'efficacité économique.

De fantastiques parties de Monopoly se jouent au-dessus de nos têtes. L'humanité doit avoir un autre destin que celui d'un casino.

La nécessité s'impose de mettre en place des structures démocratiques de contrôle de l'utilisation de l'épargne, de taxer les mouvements spéculatifs sur le marché mondial où transitent mille milliards de dollars par jour, de conserver aux banques centrales, comme la Banque de France, les moyens modernes de régulation. La France a les moyens de commencer de desserrer la tenaille des marchés financiers. Un défi qu'elle peut relever en coopération avec les peuples des autres pays européens. C'est le sens des propositions avancées par Robert Hue dans le débat présidentiel. Le monde et l'humanité doivent avoir un autre destin que celui d'un casino.

L'HUMANITÉ, 28/2, EDITORIAL, Page 2.

2.

La banque qui tient les comptes de Sa Gracieuse Majesté placée sous administration judiciaire

La faillite de Barings déstabilise les marchés financiers

La liste des victimes des marchés financiers dérivés s'est allongée ce week-end avec la ***débâcle de la banque anglaise Barings.*** *L'Allemand Metall Gesellschaft, le chimiste britannique Glaxo, le pétrolier japonais Showa Shell et le Comté californien d'Orange sont les* ***plus spectaculaires prédécesseurs*** *de Barings.* ***Lundi, à la suite des pertes de près d'un milliard de dollars*** *de Barings sur des produits dérivés asiatiques,* ***la Bourse de Tokyo, en chutant de près de 4 %,*** *a ainsi donné le départ d'une grosse secousse sur les bourses mondiales.*

La faillite de Barings, la banque d'affaires depuis plus de deux siècles de l'Empire et de Sa Gracieuse Majesté, l'un des joyaux de la City londonienne, continuait, hier, de secouer les marchés financiers et monétaires mondiaux.

La Banque d'Angleterre annonçait que Barings était désormais sous sa tutelle et qu'elle recherchait activement des repreneurs auprès de la communauté financière britannique et internationale. Plusieurs banques dont les trois grandes anglaises (Natvest, Barclays, Midland) et de nombreuses sociétés financières étaient contactées par l'institut d'émission britannique. La Banque d'Angleterre n'envisageait pas cependant, à l'heure où ces lignes étaient écrites, de racheter purement et simplement Barings en comblant ses pertes sur les marchés financiers.


REUTERS/DENNIS OWEN

Les locaux de Barings à Hongkong.

La chute de la maison Barings aurait été provoquée par un courtier indélicat — Nick Leeson aujourd'hui activement recherché sur toute la surface du globe. Si l'on en croit les premières informations et commentaires, le jeune prodige financier de vingt-huit ans aurait malencontreusement perdu 500 millions de livres sterling (plus de 4 milliards de francs) sur des contrats à terme pris par la filiale de Singapour de Barings sur la Bourse de Tokyo.

Nick aurait sur son seul « feeling » — et peut-être celui de quelques amis — acheté entre 15.000 et 40.000 contrats de 1,5 million de francs chacun sur des options de hausse de l'un des indices de la Bourse de Tokyo rassemblant 225 valeurs nipponnes. Le jeune prodige aurait donc, à l'insu de sa hiérarchie et pour le compte de l'une des plus prestigieuses institutions de la finance mondiale, joué entre 22 milliards et 60 milliards de francs en quelques mois. On connaît la suite : la place financière de Tokyo a perdu 15 % et le tremblement de terre de Kobe n'a pas arrangé les valeurs financières (les assurances notamment) de l'indice. Barings ayant perdu plus que ses fonds propres (le capital propre de la banque) la faillite devenait donc inévitable.

Il semble acquis sinon clair que les pertes de Barings ne peuvent en aucun cas dépendre d'un seul homme aussi doué fût-il pour le jeux sur les marchés financiers les plus sophistiqués du monde. Que le courtier ait bénéficié d'un ou plusieurs réseaux de détournement de fonds est également probable, surtout sur les marchés émergents d'Asie du Sud-Est où les organisations mafieuses suivent de près les évolutions du Kabuto Cho (la Bourse de Tokyo). Mais il reste qu'au-delà des opérations plus ou moins frauduleuses, c'est bien les marchés dits « dérivés » qui affichent une progression vertigineuse. De 5.000 milliards de dollars en 1993, ils sont passés à 15.000 milliards de dollars l'année dernière, soit plus que les marchés des actions et obligations.

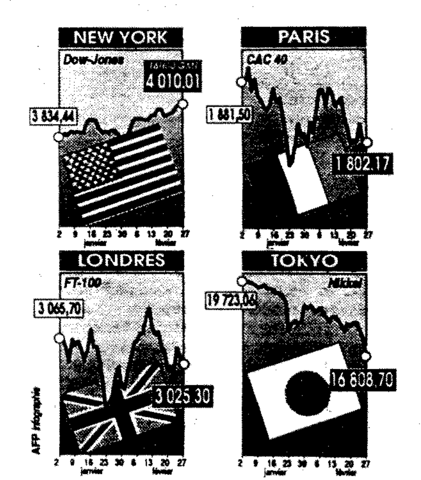
Les produits « dérivés » des marchés à terme (contrats qui se dénouent dans un temps plus ou moins long) étaient censés lors de leur apparition dans le milieux des années quatre-vingt limiter le risque financier lié aux formidables variations enregistrées sur les taux d'intérêt, les taux de change monétaire, les montages financiers autour des matières premières, etc. En faisant du « sur mesure » financier pour les grands groupes, les banques, les assurances, les caisses de retraites mondiales réalisent de juteuses commissions et ne prennent pas de risque. Ce dernier étant réservé au client desdits produits. C'est du moins ce que l'on affirmait dans les sphères dirigeantes (banques centrales, FMI, Trésor public, BRI).

Mais la multiplication des pertes vertigineuses ces derniers mois a montré qu'il existait un risque bien réel pour les payeurs en dernier ressort à savoir les banques centrales et derrière elles les contribuables des Etats. En effet, la faillite d'un spéculateur n'est pas un drame en soi. Celle de sa banque en revanche (souvenons-nous du Crédit lyonnais et du krach immobilier français) entraîne une fragilisation de l'ensemble du système financier d'un pays et du fait de la globalisation des marchés celle du système financier mondial.

Ce risque dit « systémique » n'est pas absent des préoccupations des banques centrales. Ce fut même l'un des thèmes du Forum de Davos qui rassemblait il y a quelques semaines l'élite financière et politique de la planète dans la station suisse. Face aux Anglo-Saxons qui estiment que le marché dérivé éliminera de lui-même la mauvaise herbe, d'autres estiment qu'il conviendrait de renforcer les règles prudentielles. Mais en fait il s'agirait, si l'on en croit les premiers rapports de la BRI, de renforcer encore la contrainte de rentabilité financière en exigeant plus de fonds propres pour tous les intervenants sur ces marchés. Pas question donc de remettre en cause cette énorme boursouflure financière qui pèse sur les économies réelles, mais au contraire il faudrait accroître encore les profits financiers des banques au détriment de la part du travail. Rappelons que les profits sont à la base de la constitution des fonds propres.

La question n'est donc pas tant de mettre des garde-fous aux marchés spéculatifs, que de s'attaquer à leur source, c'est-à-dire aux profits financiers qui guident les choix d'investissement de l'économie réelle.

OKBA LAMRANI



Née avec l'empire de Sa Majesté

La banque d'affaires britannique Barings Brothers a été fondée en 1762 par deux frères, dont les descendants en sont aujourd'hui encore les propriétaires. Cette institution a grandi à l'ombre de l'empire colonial de la Couronne, en finançant le pillage des matières premières, laine, bois, cuivre et diamant notamment.

Banque de la famille royale, elle demeure la favorite de la reine Elisabeth II. Elle fut aussi celle de la famille impériale russe et même Jules Verne l'honora à sa manière en en faisant la banque de Phileas Fogg. En 1803, nous précise notre correspondant particulier à Londres, Peter Avis, elle a, simultanément, financé les Américains en guerre contre les Français et le corps expéditionnaire de Napoléon contre les Américains. A l'issue du conflit, Barings Brothers eut sa récompense en organisant la vente de la Louisiane. A la Restauration, après avoir financé la guerre des royaumes coalisés contre l'Empire, la banque a accordé un prêt de 315 millions de francs à Paris, ce qui lui valut les louanges du premier ministre de Louis XVIII, le duc de Richelieu. A son apogée, l'institution devint, au cours du XIX[e] siècle, l'un des plus grands propriétaires terriens britanniques. Seule ombre au tableau, vite effacée à l'époque, la Banque d'Angleterre avait été amenée à renflouer en 1890 les finances de Barings à la suite des pertes essuyées en Argentine.

La banque n'est pas cotée à la Bourse de Londres. Les 4.000 salariés du groupe en sont actionnaires, de même que la Barings Foundation, l'une des premières sociétés « de bienfaisance et de mécénat » de Grande-Bretagne... Exemptions fiscales obligent. La Barings a une filiale en France où elle est devenue l'une des principales organisatrices de fusions-acquisitions d'entreprises. De 1989 à 1994, elle a ainsi « conseillé » environ 80 transactions pour un montant total de plus de 100 milliards de francs.



Nick Leeson, le prodigue ou plutôt le porteur de chapeau.

L'HUMANITÉ, 28/2, page 3

3.

L'Humanité 28/2 p. 4

La crise financière affecte toutes les monnaies mais certaines plus que d'autres

Le franc dans la tourmente

Repères

Les produits dérivés.

Symbole du gonflement des activités financières au détriment des salaires et de l'emploi, ce que l'on appelle les « produits dérivés » sont à la source de la chute de la Barings. Ils représentent aujourd'hui un marché de plus de 150.000 milliards de francs. Cent fois le budget annuel de la France.

■ EXPLICATION. Le produit dérivé est un « contrat » financier, non réglementé, fait « sur mesure », qui consiste, pour un spéculateur, à parier sur la valeur future d'un indice boursier, du prix d'une matière première, d'un taux de change ou encore d'un taux d'intérêt. Le prix de ce contrat, établi selon le principe de « l'inversion » – l'investisseur tente de se prémunir contre tout risque de fluctuation en pariant à la fois à la hausse et à la baisse – dépend des performances attendues des marchés financiers.

■ EXEMPLE. Avec 15.000 francs seulement, le détenteur d'un contrat à terme de taux d'intérêt négocié à Paris sur le MATIF (Marché à terme international de France) peut gagner ou perdre autant que s'il avait placé 500.000 francs en obligations. S'il perd, il devra rembourser ces 500.000 francs, plus les 15.000 francs de « mise » de départ (souvent déjà empruntés sur un autre versant du marché spéculatif), plus la perte liée au total de cette somme. On estime à 200.000 le nombre de « contrats » de ce type qui se négocient chaque jour à la Bourse de Paris! Le marché des « produits dérivés » est désormais plus actif que celui des produits financiers « traditionnels ».

■ OPERATEURS. A côté de spéculateurs professionnels, comme le financier américain George Soros, les grandes banques (qui assurent le règlement des transactions), opèrent sur les marchés « dérivés », tout comme ceux que l'on appelle les « investisseurs institutionnels » (compagnies d'assurances, caisses de retraite...), qui apportent leurs liquidités, en y plaçant des fonds collectés dans leur grande masse auprès des salariés. En cas de pertes, la logique même des « produits dérivés » – une banque est liée à une foule d'entreprises et à d'autres banques – produit un effet démultiplicateur. On parle ainsi de « séisme » à propos de la chute de la Barings.

■ VOLUME. Le marché des « produits dérivés » représente, selon les estimations, de 14.000 à 40.000 milliards de dollars (entre 100.000 et 260.000 milliards de francs). Soit à peu près cent fois le budget annuel de la France!

La faillite de Barings et la crise financière ont pour conséquence une pression contre le franc français et, en retour, une attaque qui risque d'être renforcée contre les salaires et la protection sociale.

MONNAIES LA CHUTE
cours face au mark (échelle inversée)

LE DOLLAR en $ pour 1 DM — janv. | février — 25 février 0,686$

LA LIVRE en £ pour 1 DM — janvier | février — 25 février 0,434£

LE FRANC en francs pour 1 DM — janvier | février — 3,44 / 3,46 / 3,48 / 3,50 — 25 février 3,531 F

LA LIRE en lires pour 1 DM — janv. | février — 1 040 / 1 060 / 1 080 / 1 100 — 25 février 1 107 ITL

LA PESETA en pesetas pour 1 DM — janvier | février — Plancher du SME : 91,91 — 25 février 88,25 Ptas

La chute de la banque d'affaires Barings dans une opération éminemment spéculative en Asie du Sud-Est a précipité la crise monétaire qui secoue toutes les grandes devises à l'exception du mark, du yen et du franc suisse. Le mark poursuivait hier sa montée face à toutes les monnaies et singulièrement face aux devises européennes.

En matinée, la livre sterling tombait à son plus bas niveau historique face au mark à 2,2950 contre 2,3361 vendredi soir à Londres. Son précédent record historique remontait au 25 février 1993, quand elle avait atteint 2,3130 cinq mois après son éviction du système monétaire européen (SME).

Les chutes les plus spectaculaires sont celles des monnaies réputées faibles comme la lire et la peseta qui ont toutes deux battu des records historique de baisse face à la devise allemande.

De son côté, le franc français que l'on se plaît à présenter dans les milieux de la Banque de France comme la troisième monnaie du monde derrière le mark et le dollar se rapprochait aussi de son record historique de baisse du 16 août 1993 (3,5490), en tombant à 3,5327 pour un mark.

Les difficultés des Etats-Unis à créer leur zone d'intégration en Amérique du Nord avec notamment l'effondrement du marché financier et monétaire mexicain, la pression à la hausse sur les taux d'intérêt du fait de l'accumulation des endettements publics et privés dans les grands pays capitalistes développés ont entraîné une montée en puissance des risques de crise financière grave. Les capitaux gérés par les grands organismes de retraites et d'assurances, les fonds de placements spéculatifs qui vivent littéralement sur le dos de la dette des Etats ont donc choisi de se placer sur les valeurs réputées sûres comme le mark.

La hausse du mark entraîne mécaniquement des tensions au sein du système monétaire européen. En effet, les autres devises sont soupçonnées par les marchés financiers d'être dans l'incapacité de maîtriser leurs déficits publics et sociaux, notamment dans les pays d'Europe du Sud et en France. Cette situation est encore aggravée par l'attitude la Bundesbank qui, en maintenant une politique monétaire restrictive (le crédit reste cher et rare), contraint ses voisins d'Europe à faire de même tout en ajoutant une prime dite de « risque » sur les taux allemands. C'est ainsi qu'en terme réels (le taux affiché moins le taux d'inflation) le coût du crédit est de près de 2 points supérieur à celui de l'Allemagne. En d'autres termes, cela signifie que les coûts d'emprunt de la France pour le financement de ses déficits sont de 2 % plus chers que ceux de l'Allemagne. C'est un handicap considérable au vu des chiffres considérés.

Le gouvernement français va s'appuyer sur la pression des marchés spéculatifs internationaux, renforcée par la faillite de Barings, pour justifier une remise à plat de la protection sociale. Il s'agit de satisfaire d'abord aux critères de Maastricht avec l'illusion que la pression des marchés serait moins grande si l'on diminuait la protection sociale et les dépenses publiques.

La conséquence en est une pression plus grande contre l'emploi de qualité et les salaires. Mais les marchés ne sont pas dupes. Ils savent que, avec 3,5 millions de chômeurs officiels, la France ne pourra durablement se permettre une telle politique.

O. L.

Des précédents lourds de conséquences

Le « marché des produits dérivés », ce système de paris tous azimuts issu de la déréglementation internationale a déjà provoqué plusieurs « accidents ». A chaque fois, ils ont mis en danger l'économie mondiale déjà largement fragilisée par la spéculation. A chaque fois aussi ce sont les simples citoyens qui, en fin de compte, ont payé les dégâts.

Le 6 décembre dernier, le comté californien d'Orange a demandé la mise en œuvre de la loi fédérale sur les faillites après avoir perdu plus de 2 milliards de dollars sur les « dérivés ». Le comté avait misé sur une baisse des taux d'intérêt américains et a été pris à contre-pied lorsque le loyer de l'argent est reparti à la hausse en début d'année dernière. Mercredi dernier encore, le « Washington Post » révélait que le district de Columbia, celui de la capitale des Etats-Unis, était devenu insolvable à la suite de spéculations à perte. En juin 1994, l'Etat de Floride avait perdu 175 millions de dollars dans des opérations semblables.

En janvier 1994, le groupe allemand Metallgesellschaft a été lui aussi pris à la gorge à la suite d'opérations dérivées sur le marché du pétrole. La perte de 5 milliards de francs que ce groupe avait affichée a été épongée par la Deutsche Bank. En mars 1994, Askin Capital Management, « valant » 2 milliards de dollars, avait été liquidé après d'énormes spéculations sur les hypothèques. Le trust international des lessives Proctor and Gamble annonçait en avril de la même année avoir perdu 102 millions de dollars.

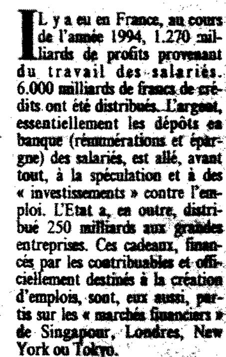
Le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a confirmé au début de cette année son opposition à toute réglementation des produits dérivés, estimant que le risque de pertes est le meilleur moyen de renforcer la vigilance.... En septembre dernier, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avait lui aussi affirmé que les produits dérivés « facilitaient la redistribution du risque au sein de l'économie en faveur de ceux qui sont les plus aptes à le porter ».



REUTER/JOHN PRYKE

Lundi matin à la Bourse de Tokyo : l'affolement.

PCF : frapper la spéculation à la source



Il y a eu en France, au cours de l'année 1994, 1.270 milliards de profits provenant du travail des salariés. 6.000 milliards de francs de crédits ont été distribués. L'argent, essentiellement les dépôts en banque (rémunérations et épargne) des salariés, est allé, avant tout, à la spéculation et à des « investissements » contre l'emploi. L'Etat a, en outre, distribué 250 milliards aux grandes entreprises. Ces cadeaux, financés par les contribuables et officiellement destinés à la création d'emplois, sont, eux aussi, partis sur les « marchés financiers » de Singapour, Londres, New York ou Tokyo.

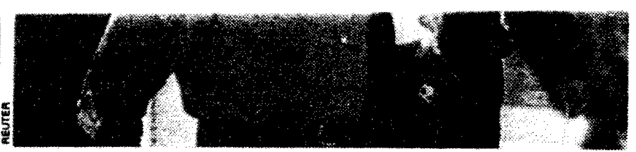
Il faut utiliser autrement ces sommes colossales. Seul le travail est réel créateur de richesses. Cette loi fondamentale de l'économie doit être remise à l'ordre du jour, disent les communistes. Dans ses propositions pour l'élection présidentielle, le candidat du PCF, Robert Hue, souligne que l'argent doit aller à des productions et des services répondant aux besoins réels des gens, à l'augmentation des salaires, des prestations sociales, à l'insertion des jeunes dans la vie active, à la création d'emplois, au codéveloppement international.

Pour cela, il est nécessaire d'instaurer notamment de nouvelles règles du crédit favorisant les projets les plus créateurs de richesses nouvelles, d'emplois stables et bien rémunérés. Il faut, de ce fait, démoder l'affairisme financier. Les communistes proposent, entre autres, d'instaurer une politique d'aides publiques et de fiscalité dissuasive pour les spéculateurs, parmi lesquelles une taxation de la circulation des capitaux spéculatifs. Robert Hue souligne qu'il faut redéfinir le rôle des banques, des institutions financières et de la Banque de France et donner aux salariés un réel droit d'intervention partout où se prennent les décisions sur l'argent.

Un programme de création massive d'emplois suppose que notre pays se dégage des « critères de convergence » imposés par le traité de Maastricht. Cela suppose aussi que la France prenne de nouvelles initiatives en Europe et dans le reste du monde pour maîtriser les marchés et les défendre contre la folie meurtrière de la « croissance financière » et de la guerre économique. L'emploi, le développement au service de l'homme doivent être mis au centre d'un nouvel et réel ordre international.

L'HUMANITÉ, 28/2, page 4

4.



Nick Leeson, arrêté à son arrivée à l'aéroport de Francfort.

Affaire Barings

Le retour du golden boy prodigue

NICK LEESON, le jeune golden boy de vingt-huit ans, censé avoir seul ou avec l'aide de sa femme (vingt et un ans, employée de la même banque) coulé la plus prestigieuse des banques d'affaires de la City londonienne qui gérait avant sa faillite y compris les comptes de la reine, a été arrêté hier matin à l'aéroport de Francfort en compagnie de sa femme Lisa Simms.

Nick, à qui l'on attribue une perte de 1 milliard de dollars sur les marchés dérivés de Singapour (voir « l'Humanité » du 28 février 1995), avait passé une semaine de repos bien mérité dans un palace de Bornéo avant de reprendre l'avion pour Francfort dans l'intention de se rendre à Londres.

A l'heure où ces lignes étaient écrites, un représentant du Foreign Office indiquait qu'« il n'y avait pas de mandat d'arrêt à l'encontre du courtier ». Seul un mandat d'arrêt national a été délivré par les autorités de Singapour qui reproche à Nick Leeson sa participation à la falsification de documents comptables portants sur une somme de 72 millions de dollars. Le jeune golden boy risquerait en l'occurrence – en cas d'extradition vers la ville-Etat – une forte amende et une peine de prison de plusieurs mois. Mais en l'absence d'un mandat d'arrêt international délivré par Interpol, les autorités judiciaires allemandes faisaient savoir hier qu'il n'était possible d'extrader Nick Leeson.

En fait tout semble indiquer que le retour du golden boy prodigue gêne les milieux financiers britanniques. En effet, selon les journaux et la chaîne de télévision privée « Chanel Four », la vénérable Barings était en difficulté depuis de longs mois. Dès l'été dernier, un audit commandé à l'agence Coopers and Lybrand montrait que la banque connaissait des difficultés bien avant sa banqueroute. Bref, Nick Leeson, qui n'est certainement pas innocent, n'aurait fait que tenter de regonfler artificiellement les bénéfices, en jouant gros jeu sur les marchés asiatiques. Les experts financiers internationaux imaginent mal en effet qu'un jeune homme, dont les seuls faits d'arme connus sont une amende de 750 dollars singapouriens pour atteinte à la pudeur (il avait baissé son pantalon devant une discothèque un soir de beuverie), ait pu seul s'aventurer sans contrôle à placer plus de 22 milliards de francs sur un marché ultrarisqué.

Quoi qu'il en soit des suites des aventures du jeune Nick, Barings est en vente, et selon les dernières informations, les candidats à la reprise seraient nombreux. Après le retrait du géant BAT (conglomérat britannique des tabacs et des assurances), une banque hollandaise était hier sur les rangs avec semble-t-il de bonne chance de succès. Il faut dire que Barings, qui a déjà fait plusieurs fois faillite en plus deux siècles d'existence, dispose d'un savoir-faire financier internationalement reconnu, notamment en matière d'OPA et de privatisation. Les équipes qu'elle a constituées sont d'ailleurs depuis le début de la semaine débauchées part la concurrence à prix d'or.

« L'accident » singapourien manifestement ne trouble pas sur le fond les stratégies financières des grandes banques mondiales, françaises en tête. Seul détail réellement gênant, la reine aurait perdu dans l'affaire 800.000 dollars. Mais les experts font remarquer que, d'une part, la fortune royale dispose encore au minimum de 260 millions de dollars et que, de plus, Barings gérait essentiellement les comptes caritatifs de la famille. Dommage pour les pauvres !

OKBA LAMRANI



Nick Leeson, arrêté à son arrivée à l'aéroport de Francfort.

Affaire Barings

Le retour du golden boy

L'HUMANITÉ, 3/3, page 14.

5.

La banque britannique sous règlement judiciaire

La chute de Barings aggrave la crise monétaire

Le mark dopé contre toutes les monnaies. Le franc résiste bien à la tourmente.

La chute de la banque britannique Barings Brothers a aggravé hier les désordres monétaires : le mark a atteint de nouveaux sommets face à la lire, la livre et la peseta.

● **Baring Brothers,** une institution deux fois centenaire, a été mise sous administration judiciaire, après avoir perdu par la faute d'un de ses opérateurs de Singapour – Nick Leeson, 28 ans – quelque 5,5 milliards de francs sur le marché japonais des produits dérivés. Des repreneurs se seraient fait connaître auprès de l'administrateur judiciaire.

● **Face au mark,** consacré valeur refuge depuis la crise mexicaine, plusieurs monnaies ont à nouveau fortement chuté : la lire s'est littéralement effondrée hier, et la peseta est tombée à son plus bas niveau historique.



Nick Leeson. (Photo AFP.)

● **Les banques centrales** italienne et espagnole ont dû intervenir à plusieurs reprises dans la journée d'hier.

● **Le franc a mieux résisté,** et a même terminé la séance en légère hausse par rapport à vendredi.

● **La débâcle de Barings** a également fait chuter les marchés financiers, mais davantage en Asie qu'en Europe.

● **Cette tempête financière** pose à nouveau le problème des produits dérivés, et des contrôles ou réglementations qui pourraient être imposés à ces marchés.

(Les articles de **Muriel MOTTE, Jacques DUPLOUICH, Jean-Pierre ROBIN** et **Georges QUIOC**
le FIGARO économie, pages I et IV)

Somalie

Le prix d'un désastre

Pour quitter la Somalie, l'ONU doit y revenir. Pour rembarquer les 2 500 Casques bleus pakistanais restant dans ce malheureux pays, il a fallu débarquer 1 800 soldats américains et 300 italiens, eux-mêmes protégés par 18 navires chargés de 7 000 hommes de troupe. Ce déploiement extravagant est la digne conclusion d'une intervention où, dès son premier jour, le 9 décembre 1992, la tragédie le disputa au comique.

Quand George Bush, président battu mais toujours en fonctions, décide d'envoyer les *marines* à Mogadiscio, l'objectif semble pourtant clair. Il faut sauver de la famine une population de sept millions d'âmes tout en profitant de l'occasion pour confirmer le « nouvel ordre mondial » que Washington avait cru pouvoir imposer après sa victoire contre Saddam Hussein.

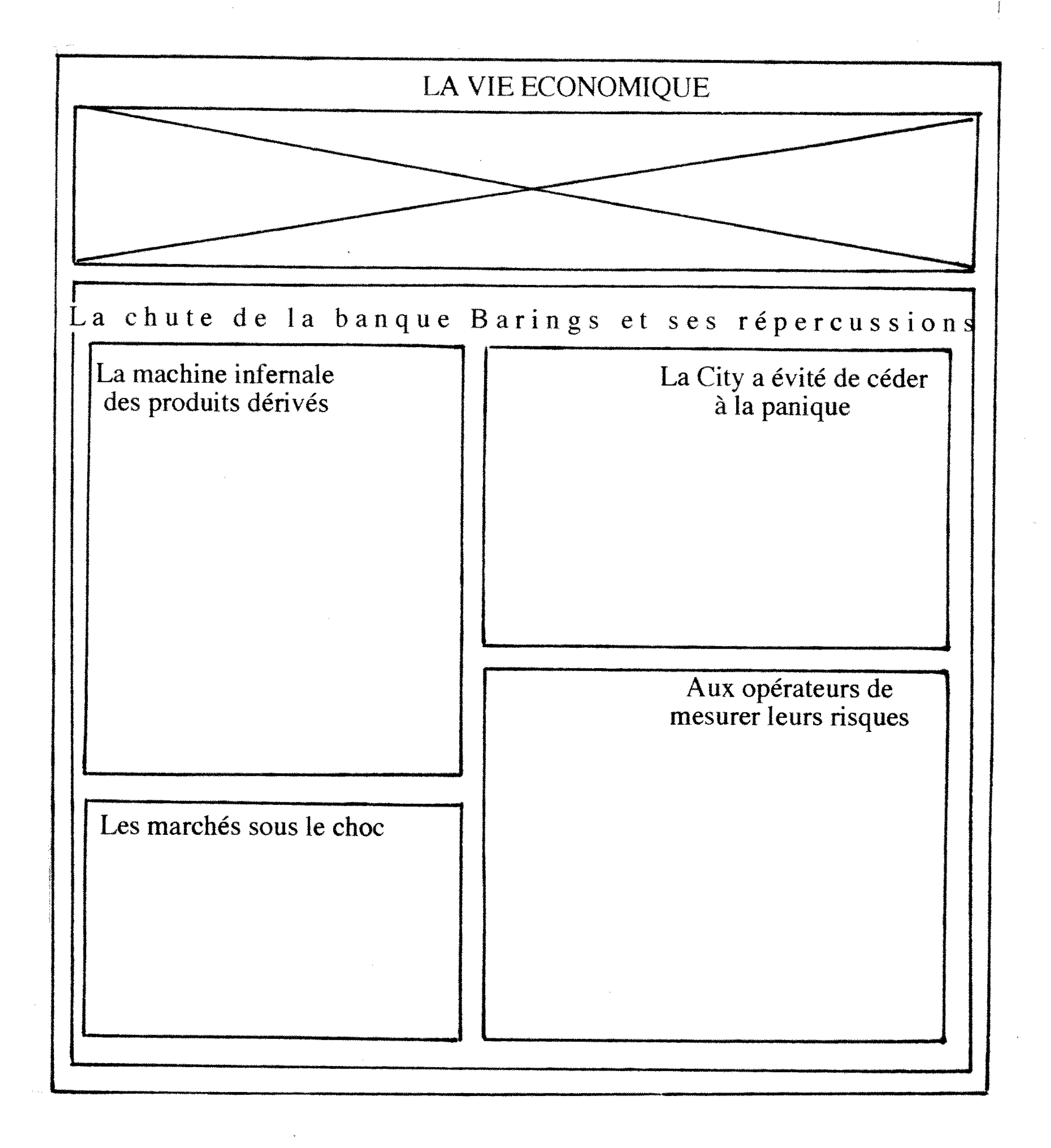
Mais l'émotion dans le monde est telle qu'il semble encore plus urgent de répondre aux terribles images télévisées de pauvres gens en train de mourir d'inanition par d'autres images télévisées mon-

...ET LES JOURS OÙ J'AI PAS DE COURRIER, PAS DE BUS, PAS DE MÉTRO, PAS DE TRAIN ET PAS D'AVION, JE ME FLANQUE DE GRANDS COUPS DE MARTEAU SUR LA TÊTE POUR QUE MA JOUISSANCE SOIT COMPLÈTE...

LE FIGARO, 28/2, page de "une"

ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PAGE IV DU 28 FEVRIER

(Voir les fac-similés pages suivantes)



NB : nous n'avons pas respecté les proportions réelles de la mise en page initiale. Ce schéma n'est qu'indicatif.

La machine infernale des produits dérivés

Comment la plus respectable des banques britanniques a pu se laisser piéger par un jeune aventurier de la finance moderne.

A lui seul, un *golden boy* de 28 ans a réussi le tour de force d'envoyer au tapis Barings Securities, la maison de titres occidentale la plus respectée en Asie. Nick Leeson spéculait depuis quelques mois sur la hausse de l'indice phare du marché des actions japonais, le Nikkei 225. Au dernier chiffrage, ses opérations malheureuses coûteraient à son employeur quelque 5,5 milliards de francs.

Beaucoup d'ombres entoure encore cet énorme scandale financier, notamment la connaissance que pouvaient avoir la banque et les autorités financières locales des agissements de cet opérateur. Seule certitude : prétextant qu'il opérait pour le compte de clients, Nick Leeson a utilisé des produits à fort effet de levier, notamment des options et des contrats à terme, sur l'indice Nikkei.

Théoriquement, ces produits permettent de protéger un actif contre une évolution non souhaitée des cours. Mais ils peuvent aussi être utilisés dans un but purement spéculatif. En achetant un indice à un horizon de trois ou six mois, le spéculateur espère qu'à cette échéance les cours auront monté, ce qui lui permettra de revendre l'indice à un prix supérieur à son prix d'achat.

Le système devient pervers

Lorsque l'indice baisse, le règlement des marchés à terme et d'options, qui sont organisés autour d'une chambre de compensation, oblige l'acheteur à payer un « appel de marge ». Celui-ci correspond à la différence entre le prix d'achat d'un contrat et le cours constaté chaque jour, ce qui rend très coûteuses les positions perdantes.

Mais, et c'est là que le système devient très pervers, pour financer ces appels de marge, l'opérateur de la banque aurait massivement vendu des options, ce qui lui évitait d'emprunter des fonds à sa maison mère. En effet, chaque vente d'option génère une prime. Ces primes ont permis d'honorer les appels de marge. Mais les opérations de « cavalerie » coûtent très cher, car la vente d'options a augmenté la sensibilité de la banque aux variations de l'indice Nikkei...

Dépôt de garantie doublé

Le tremblement de terre de Kobé, et la chute de la Bourse qui a suivi, a rendu cet échafaudage financier totalement branlant. Vendredi dernier, le recul de 2 % de l'indice Nikkei l'a fait s'écrouler. Dans l'incapacité de payer l'appel de marge réclamé par les autorités boursières, la banque a découvert que sa perte sur les marchés dérivés se montait à 790 millions de dollars. Cette position n'étant toujours pas soldée, la chute de près de 4 % de la Bourse de Tokyo hier l'a grossi de 290 millions de dollars.

Le fait que cette affaire survienne sur les marchés organisés limite le risque de contagion au reste du monde bancaire. La chambre de compensation, qui est l'interface entre deux opérateurs sur ces marchés, a perçu tous les appels de marge exigés, sauf évidemment le dernier, qui a consacré la défaillance de la banque.

Les autorités du marché à terme de Singapour ont renforcé la sécurité hier en imposant un doublement du dépôt de garantie exigé sur les transactions portant sur l'indice Nikkei. Si ce système permet de protéger la place contre un risque systémique, il n'empêchera jamais une banque de se ruiner en appels de marge, ce qui soulève le problème du contrôle de ces activités.

Aux dires de la Banque d'Angleterre, ces opérations étaient « frauduleuses ». Mais comment imaginer qu'un opérateur, apparemment devenu fou, ait pu prendre seul et en toute impunité des positions aussi énormes.

Nick Leeson était bien connu sur les places asiatiques depuis le mois de septembre, date à laquelle il a massivement vendu des options. *« Il est de ceux qui peuvent faire bouger les marchés, chaque jour nous observions ce qu'il faisait »*, commentait hier un courtier japonais à l'AFP. Mais ces agissements n'ont alerté personne.

La liste risque de s'allonger

Cette affaire, dont on est encore loin de connaître toutes les retombées, allonge encore la liste des pertes enregistrées sur les produits dérivés. L'agence Bloomberg chiffre à 3,5 milliards de dollars (hors affaire Barings) le montant des ardoises essuyées lors des huit plus gros scandales connus des derniers mois.

Le dernier en date a été un record : le comté d'Orange, dans l'État de Californie, a demandé en décembre la protection de la loi sur les faillites après avoir perdu 1,7 milliard de dollars (8,7 milliards de francs) sur les produits dérivés.

Avant lui, le groupe allemand Metallgesellchaft a perdu 1,57 milliard de dollars en spéculant sur l'évolution du prix du pétrole. Procter & Gamble et Gibson Greetings, qui ont perdu respectivement 102 et 23 millions de dollars sur ces marchés, se retournent aujourd'hui contre leur banquier, Bankers Trust. Et la liste risque encore de s'allonger.

Pour Nick Leeson, l'aventure se serait terminée hier par son arrestation en Thaïlande. Mais, pour la banque, le cauchemar ne fait que commencer.

Muriel MOTTE

E FIGARO, 28/2, page IV

8.

...ine infernale
...duits dérivés

LE FIGARO, 28/2, page IV
9.

La City a évité de céder à la panique

Alors que les analystes s'attendaient au pire pour la Bourse de Londres et pour la livre, les marchés ont gardé hier leur sang-froid. Des repreneurs de Barings se seraient fait connaître auprès de l'administrateur judiciaire.

LONDRES :
Jacques DUPLOUICH

La City s'est réveillée hier en état de choc après l'annonce, dans la nuit de dimanche à lundi, de la mise en liquidation judiciaire de la banque d'affaires Barings. La plus ancienne des institutions privées de la City n'a pu être sauvée de la banqueroute.

Dimanche, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, était pourtant bien près d'une solution. Une douzaine de grandes banques britanniques et internationales consentaient à la recapitalisation de la société. Mais elles refusaient de prendre à leur compte les obligations de la banque, contractées sur le marché des « dérivés » de Singapour, Tokyo et Osaka. Eddie George devait se rendre à l'évidence. Rien ne pouvait plus sauver Barings du désastre.

Les analystes s'attendaient au pire sur le marché de Londres. De fait, à l'ouverture du Stock Exchange, hier matin, l'indice Footsie des 100 premières valeurs perdait 1,3 % par rapport à la clôture de vendredi. La livre, quant à elle, plongeait à 2,2993 marks, perdant près de trois pfennigs par rapport à la devise allemande sur son cours de clôture de vendredi.

Eddie George a multiplié les appels au calme, à la radio et à la télévision : *« Le problème est spécifique à Barings »*, insistait le gouverneur de la banque centrale. Un message qui a rassuré les opérateurs boursiers craignant que l'« affaire » ait des ramifications dans la City. De fait l'indice Footsie repassait en milieu de journée la barre des 3 000 points à 3009,4. La livre remontait un peu la pente à 2,3049 marks, à un niveau toutefois historiquement bas.

La banque de l'Establishment

La débâcle de Barings n'a donc pas provoqué la panique redoutée à la City. Pour un peu, elle aurait pu ne pas avoir d'autre impact qu'émotionnel. Mais les opérateurs avaient en tête une autre crise potentielle. Le vote, mercredi soir, de la Chambre des communes sur la politique européenne du gouvernement. Le Parti conservateur est profondément divisé et le scrutin incertain. Et le marché, à Londres comme ailleurs, n'aime rien moins que l'incertitude.

Une question, pourtant, revenait comme un leitmotiv. Comment Nick Leeson, 28 ans, l'opérateur incriminé, a-t-il pu, à lui seul, provoquer la chute de Barings et menacer ses 4 000 employés sans que l'alerte soit donnée ? Selon la Banque d'Angleterre, le « golden boy », présenté par ses collègues comme un « professionnel brillant », s'est fourvoyé en pariant, lors des trois dernières semaines, sur la hausse du marché de Tokyo. Pourquoi les systèmes d'alarme en place n'ont pas fonctionné ? Pour Eddie George, expression de la tutelle des banques, Nick Leeson a œuvré à l'insu de ses supérieurs et a bénéficié de la complicité d'une partie du personnel de la Banque, à Singapour, pour dissimuler ses errements.

Pour Barings, dont le duc de Richelieu affirmait au siècle dernier qu'elle constituait *« la 6e puissance européenne »* derrière l'Angleterre, la France, la Russie, la Prusse et l'Autriche, la fin est médiocre. Créée il y a 233 ans, Barings avait financé le rétablissement des liens commerciaux avec les États-Unis après la guerre d'indépendance et les guerres contre Napoléon. Banque de l'Establishment, elle avait déjà connu une grave crise, en 1890, par suite de créances non recouvrables en Argentine. L'intervention de la Banque d'Angleterre – au motif que sa faillite entraînerait une catastrophe pour la City – lui avait épargné une fin indigne. Mais cette fois, Eddie George, au nom de la « vieille dame de Threadneedle Street », a refusé d'investir les deniers publics dans le sauvetage de la vénérable institution. En revanche, plusieurs candidates au rachat se seraient montrés intéressés par différentes activités de la banque, a affirmé hier Nigel Hamilton, responsable du Cabinet Ernst and Young, administrateur judiciaire de banque.

J.





Une fin médiocre pour la vénérable institution dirigée par Peter Baring. (Photos Grant/AP et AFP.)

Aux opérateurs de mesurer leurs risques

Les marchés sous le choc

Après avoir secoué les places asiatiques pendant la nuit, la débâcle de Barings a fait chuter les marchés financiers européens hier, mais moins que ne le laissaient présager les cours d'ouverture.

A Tokyo, alors qu'au plus fort de la crise, le Nikkei cédait plus de 950 points (– 5,5 %), son recul était contenu à 3,8 % en clôture à 16 808,7 points. Les marchés asiatiques, nerveux, ont plongé dans le sillage de la principale Bourse de la région pour se ressaisir en clôture : Manille a perdu 4 %, Séoul 1,97 %, Hongkong 1,1 %, Shanghaï 1,5 % et Taipei 3 %. Singapour, d'où ont été passés les ordres qui ont amené Barings à la faillite, reculait de plus de 4 % à l'ouverture mais ne concédait que 0,96 % en fin de séance.

Dans toute la région, les autorités monétaires ont demandé aux filiales locales de Barings de suspendre leurs activités pour calmer le jeu. Elles ont invité les investisseurs au *« calme »* et à la *« prudence »*, relativisant l'impact de cet *« incident »* selon un responsable philippin.

Ces secousses ont certes résonné en Europe mais de manière assourdie : à Londres, le FT- 100 réduisait ses pertes, et clôturait en baisse de 0,4 %. A Paris, le CAC 40 a abandonné 0,2 % dans de faibles volumes et à Francfort, le DAX a cédé 0,92 %.

Les marchés des changes ont suivi le mouvement. Seul le mark, protégé par son statut de monnaie refuge, s'est renforcé face à toutes les grandes devises. Les autres monnaies ont battu des records à la baisse, notamment la livre sterling qui est tombée à l'ouverture de Londres à son plus bas niveau historique face au deutschemark, à 2,2950 DM.

B. P.

LE FIGARO, 28/2, page IV

10.

FIGARO 28/2, pag IX

Aux opérateurs de mesurer leurs risques

Les banques centrales reconnaissent qu'il existe un risque systémique de faillites en chaîne. Mais elles voudraient éviter une réglementation administrative qui serait vite détournée.

C'est une pratique courante dans les salles de marché : toutes les conversations téléphoniques des opérateurs avec leurs clients sont enregistrées. Ces « écoutes téléphoniques » sont archivées de façon à servir de pièce à conviction quand une opération tourne mal. Ainsi les directions de banques peuvent-elles être informées, au moins a posteriori, des agissements de leurs *golden boys*. Ces systèmes d'informations censés apporter une transparence parfaite ne suffisent pourtant pas à éliminer les bavures. Ni chez les intermédiaires financiers ni chez les entreprises clientes.

Ainsi la Seita a-t-elle attendu l'audit de sa privatisation pour reconnaître que sa trésorerie avait été gérée de façon spéculative. Ses opérations sur les produits dérivés ne correspondaient nullement à la simple couverture de risques inhérents aux activités industrielles, commerciales et financières d'un fabricant de tabac. Avant d'être introduite en Bourse, la Seita a provisionné, pour 283,6 millions de francs, pour des pertes à venir sur les produits financiers (opérations sur taux d'intérêt et sur devises). Depuis lors, son directeur de la trésorerie a été remercié.

Réglementation ou responsabilisation

L'alternative est simple. Ou les opérateurs mesurent en pleine conscience les risques qu'ils veulent prendre, ou les autorités de tutelle – les banques centrales prêteuses en dernier ressort, comme l'est en ce moment la Banque d'Angleterre vis-à-vis de la Barings – devront le faire à leur place par des règlements. *« J'ai toujours pensé qu'un renforcement de la réglementation n'était pas la solution, mais on y viendra, qu'on le veuille ou non, si la responsabilité des dirigeants dans l'appréciation des risques n'est pas reconnue »*, expliquait le mois dernier, au forum de Davos, Andrew Crockett, le directeur de la Banque des règlements internationaux. La BRI coordonne depuis trois ans les consultations entre banques centrales pour traiter le problème des produits dérivés.

Paradoxalement, les banquiers centraux rechignent à imposer des règles autoritaires. Les pertes importantes subies par certains opérateurs ne *« sont pas inquiétantes »*, rappelait en décembre dernier Alan Greenspan, le président de la Fed, alors que le comté d'Orange venait d'annoncer une perte de 2 milliards de dollars. *« Dans un marché à terme, il y a inévitablement des perdants et des gagnants... C'est en fait un jeu à somme nulle. »*

Ces propos visent à rassurer un Congrès américain avide, au contraire, d'une réglementation plus draconienne. La classe politique de Washington veut faire l'économie d'une seconde opération de sauvetage, alors que le renflouement des caisses d'épargne, commencé au début des années 90, coûtera déjà 500 milliards de dollars aux contribuables américains.

Règles transparentes

Les banquiers centraux estiment quant à eux qu'il serait vain d'interdire tel ou tel produit, les marchés se chargeant très vite de contourner les interdictions. Les travaux de la BRI, menés notamment au sein du groupe des Dix, ont démontré l'utilité des produits dérivés. Leur fonction est de protéger les investisseurs contre les incertitudes.

La réponse se situe à un double niveau. Tout d'abord éviter les « risques systémiques », les défaillances en chaîne : c'est la préoccupation majeure, sinon la raison d'être des banques centrales. Cela passe par une meilleure connaissance des flux réalisés sur ces marchés ; la BRI a annoncé hier qu'elle réaliserait au printemps un recensement des participants aux marchés dans 26 pays.

Second type de remède : inciter banques et entreprises à se fixer des règles de conduite transparentes, d'autant plus nécessaires que les opérations sont techniquement hyper-sophistiquées. Les principes en sont connus : approche intégrée de tous les types de risque, centralisation sur un seul « livre » comptable, rapport quotidien à la direction générale.

Certaines banques d'affaires ont déjà lancé leur propre système, comme JP Morgan avec « Risk Metrics ». Le souhait de la BRI est d'agréer ces modèles de contrôle interne plutôt que d'imposer un outil standard.

Jean-Pierre ROBIN

11.

IGARO
ien national français
15 719) - ÉDITION DE 5 HEURES - PRIX : 6,00 FRANCS
ISSN 0182-5852



e

s deux an-

lladur a
appel aux
« Est-on,
le à la sta-
c'est non,
'on en tire
s. Qu'on
messes,
dépenses
s déficits.
culbute. »
iposté sur
, en affir-
me d'État
re d'argu-
ampagne

ormations
es articles
nne FULDA
PAILLARD
ges 6 et 8

Le naufrageur de la Barings arrêté



Nick Leeson à son arrivée à Francfort, hier matin, comme un simple touriste. (Photo Reuter.)

Nick Leeson a été cueilli à son arrivée à Francfort.

Le jeune financier britannique Nick Leeson, accusé d'être responsable de la déroute retentissante de la banque Barings, a été interpellé hier à Francfort en compagnie de son épouse.

- Nick Leeson est sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par les autorités de Singapour qui l'accusent d'avoir *« falsifié un document comptable d'une valeur de 7 milliards de yens »* (630 millions de francs). En revanche, n'ayant a priori commis aucun délit sur le sol britannique, il n'est pas recherché par les autorités de son pays natal.
- D'origine extrêmement modeste, élève médiocre, il était devenu en quelques années un cadre apprécié et très bien rémunéré de la Barings qui l'avait nommé à Singapour. Ses collègues saluent en lui un *« talent phénoménal »*.
- Les dirigeants de la banque sont mis en cause pour le laxisme dont ils ont fait preuve face aux imprudences de Leeson.

(L'article d'Armelle ..., page 12)

Mexique : la chute des Salinas

... nouveau président, Ernesto Zedillo,

Afrique du Sud

Accusée de corruption, Winnie Man... pourrait ...

LE FIGARO, 3/3, page d'"une" 12.

Nick Leeson a été arrêté hier à Francfort

Le roman du tricheur qui ébranle la City

Le financier à l'origine de la faillite de la banque Barings risque d'être extradé vers Singapour.

Les aubes sont navrantes et celui que ses collègues de Singapour appelaient « *Lucky Nick* » faisait triste mine, hier matin, lorsqu'il est sorti de l'avion de la compagnie Royal Brunei en provenance de Kota-Kinabulu, escorté par la police de Francfort qui l'avait cueilli à bord de l'appareil en même temps que sa femme Lisa (relachée dans la soirée).

Un homme las, un voyageur au bout d'une nuit peut-être sans sommeil, dans son jean et sa chemise grise, un sac aux couleurs fluorescentes accroché au dos, un gros livre à la main. Image de défaite pour le *golden boy* qui interloque les financiers et passionne la presse britannique depuis qu'a éclaté le scandale qui a conduit à la mise sous administration judiciaire de la banque Barings, la banque de la reine, fleuron de la City depuis 1762 et qui ne compte pas moins de 4 000 salariés à travers le monde.

Que va-t-il advenir de Nicholas William Leeson et de sa femme ? Ni Scotland Yard ni la police de la City n'ayant lancé de mandat d'arrêt, le couple pourrait être extradé vers Singapour. Mais la procédure est longue. Et Leeson a exprimé le désir de revoir sa verte Angleterre. « *Il n'est ici inculpé d'aucun crime* », a souligné hier un porte-parole du Foreign Office.

Les autorités allemandes, elles, ont dû attendre une bonne partie de la journée qu'arrive de Singapour un mandat d'arrêt international qui leur permette de présenter « Nick l'espiègle » à un juge.

Et puis d'ailleurs, de quoi est-il coupable ? Le *Wall Street Journal Europe* faisait hier état d'un rapport interne de la Barings, datant de juillet dernier et soulignant une absence de contrôle inquiétante de la filiale de Singapour, rapport demeuré lettre morte. Quant au *Financial Times*, il affirmait que les administrateurs de la Barings avaient viré d'importantes sommes en liquide à leur imprudent *trader*. Le mandat d'arrêt émanant de Singapour qui accuse Leeson - qui voyageait sous sa véritable identité - d'avoir « *falsifié un document comptable d'une valeur de 7 milliards de yen* » (370 millions de francs).

Boute-en-train

De « *lavish* » (prodigue) à « *rogue* » (escroc), la presse de Grande-Bretagne balance pour qualifier ce héros de notre temps qui a fêté ses 28 ans samedi dernier, peut être en Thaïlande, d'où il aurait envoyé un fax à ses collègues : « *Désolé de ne pas être avec vous pour arroser mon anniversaire.* » « *Lucky Nick* » a déjà sa légende et il était dans l'avion pour Francfort que certains « tabloïds » assuraient qu'il fuyait sur son yacht. Une chose est sûre : il avait quitté son appartement (loué 32 000 francs par mois) d'un quartier huppé de Singapour, le 23 février. Il avait, semble-t-il, retrouvé sa femme en Malaisie. On les a vus sur la plage de Kota-Kinabalu, au nord de Bornéo : ils ont passé quelques nuits dans un palace, le « Shangri La », avant de s'envoler pour l'Allemagne.

Fils d'un plâtrier de la banlieue de Londres, élève médiocre (et nul en maths), Nicky a laissé, partout où il est passé, le souvenir d'un *fellow* sympa, boute-en-train et très malin.

Sa photo de jeune homme sage, avec son faux air d'Albert de Monaco, a fait le tour du monde. La presse britannique se dispute les déclarations de son père, de sa sœur, de sa belle-mère, de la cousine de sa femme, etc. Qu'apprend-on ? Qu'à 18 ans il entre comme commis chez Coutts & Co. et qu'après un court séjour chez Morgan Stanley, il entre en 1989 à la Barings. C'est là qu'il rencontre la charmante Lisa Sims. Il l'épouse en 1992, juste avant d'être envoyé à Singapour pour s'occuper des marchés dérivés.

Le *wonder boy* mène grand train. Il gagne plus de 1,5 million de francs par an, sans compter les primes faramineuses, estimées à 1 million de dollars en 1994. C'est un « *talent phénoménal* », disent ses collègues, mais aussi le « *cauchemar de la direction* ». Il aime le football, le faste et, surtout, le travail. Sa hiérarchie semble lui avoir fait aveuglément confiance.

« *Lucky Nick* » avait fait parler de lui il y a cinq mois : au cours d'une soirée bien arrosée dans une boîte de Singapour, il avait, en toute simplicité, baissé son pantalon devant quelques dames et, comme dit joliment l'anglais, « *he mooned* » (il montra... sa lune). Ce qui lui valut une amende pour attentat à la pudeur.

De son enfance banlieusarde, Nick Leeson a gardé l'accent des faubourgs et une trivialité bon enfant. Sa réussite éblouissait. A Singapour, il était, contrairement à l'usage, à la fois responsable des transactions et de leur règlement administratif.

Et c'est lui-même qui rédigeait les rapports pour le siège de la Barings à Londres, construisant ce roman d'un joueur dont il n'a pas maîtrisé l'épilogue.

Armelle HÉLIOT

Calme après la tempête

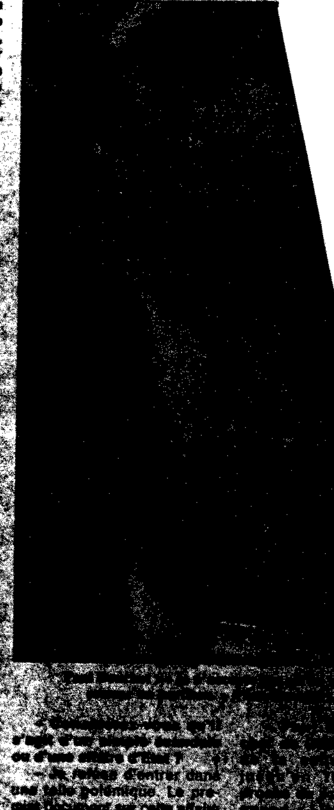
Le calme revient sur les marchés d'Asie, alors que la maison de titres japonaise Daiwa Securities a dénoué hier la quasi-totalité des contrats à terme de Barings à la Bourse d'Osaka. Une grande partie des positions initiées sur les marchés du Japon et de Singapour est maintenant soldée, ce qui permet d'extérioriser progressivement la perte de plus d'un milliard de dollars (5,15 milliards de francs) enregistrée par la banque. A Singapour, le ministre des Finances Richard Hu a confirmé la mise en place d'un fonds de 300 millions de dollars pour faire éventuellement face aux obligations financières de Barings Futures, filiale produits dérivés de la banque. Hier, de nouvelles révélations ont été faites soulignant le laxisme dont ont fait preuve ses dirigeants. Entre la fin janvier et la semaine dernière, la maison mère aurait prêté environ 850 millions de dollars à Nick Leeson pour réaliser les opérations d'arbitrage du groupe. En fait, cette somme aurait en grande partie permis au « golden boy » de masquer des pertes déjà existantes.

A Londres, des négociations serrées se poursuivent pour céder la banque par appartements. Selon le *Financial Times*, le néerlandais ING Bank aurait fait une offre pour l'ensemble du groupe, mais le géant BAT Industries s'est retiré de la course. Les noms de Morgan Stanley, Merrill Lynch, BZW ou Kleinwort Benson, circulent aussi pour la reprise de tout ou partie de la banque.

Le contrôleur de[…]

Ecoute[…] l'accusation […]

Le président du CNCIS confirme […] à la présidence de […]



Sévèrement mis en cause par certaines victimes des écoutes illégales de l'Elysée, qui l'accusent de se montrer partisan, le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), Paul Bouchet, répond au « Figaro ».

LE FIGARO. – Pourquoi, après avoir pris très nettement position dans l'affaire Maréchal-Schuller [illegible] condamnant, notamment, de façon virulente les écoutes administratives du docteur Maréchal, restez-vous si discret sur ce qui s'est passé à l'Elysée ?

Paul BOUCHET. – Dans la première affaire que vous citez, j'agissais dans le cadre de la mission de la commission. J'ai dit ce qui s'était passé comme c'était mon rôle de le faire, même si ça ne faisait pas plaisir à tout le monde. L'autre affaire est différente puisqu'elle est antérieure à 1991, date de la création de la commission. C'est à la justice de faire la lumière.

Mais il est faux de dire que je me suis montré muet sur ce dossier ou que je cherche à minimiser les responsabilités de la cellule antiterroriste de l'Elysée.

Le compte rendu de la mission d'enquête que m'a confiée en mars 1993 Pierre Bérégovoy et qui a pu être rendu public en janvier 1994 quand Edouard Balladur, à ma demande, a accepté de lever le « secret-défense » [illegible] clair à ce sujet.

Levée du secret

– Vous affirmez [illegible] presse « ont à l'[illegible] l'objet de [illegible] N'était-ce [illegible] l'évidence ?

– Il y avait [illegible] la reproduction d'un [illegible] présenté comme [illegible] Groupement interministériel de contrôle (GIC), avec un tampon « *source secrète* » [illegible] écrivant l'écoute d'un journaliste du *Monde*. Je maintiens qu'il s'agit d'un faux. Mais les écoutes illégales ont bel et bien existé.

Le rapport d'enquête soulignait la gravité des dysfonctionnements et je vous le confirme aujourd'hui sans ambiguïté. Il y a sans doute eu aussi des écoutes sauvages, réalisées par la cellule elle-même ou des officines privées. Il n'est pas possible que toutes les écoutes aient pu être faites avec seulement les vingt lignes du GIC.

La lett[…]

[illegible]

« Jovial et bavar[…]

Paul Barril, non seulement [illegible] cette phrase qui fait de lui [illegible] qui déclencheront, quelques [illegible] le scandale des écoutes [illegible] mais s'étonne d'avoir été [illegible] 3 janvier 1994 il saisit [illegible] dès le président de la [illegible] *avoir votre avis éclai[…] nous puissions l'u[…]*

(photo) LE FIGARO, 3/3, p. 12

13

(article)
↑



de présenter « Nick l'espiègle » à un juge.

Et puis d'ailleurs, de quoi est-il coupable ? Le *Wall Street Journal Europe* [illegible] fier état d'un rapport interne de la Barings, datant de [illegible]

[illegible] médiocre (et nul en maths), Nicky a laissé, partout où il est passé, le souvenir d'un fellow sympa, boute-en-train et très malin.

Sa photo de jeune homme sage, avec son [illegible]

règlement administratif.

Et c'est lui-même qui rédigeait les rapports pour le siège de la Barings à Londres, construisant [illegible] d'un joueur dont il n'a pas maîtrisé [illegible]

biguïté. Il y a aussi des écoutes réalisées par le même ou des [illegible] Il n'est pas possible [illegible] les écoutes aient [illegible] avec seulement [illegible] du GIG.

Après les déc
caches d'armes e
sienne, une opé
de poing » men
gique a perm
belge de déma
logistique de l
mique algér
dans le pays.

Douze p
d'origine ar
tées à l'aut
les respon
de sécuri
(BSR) qu
tion. Hui
l'objet
Elles sc
tion de
d'arme
et rec

Q
été n
(régi
(su
mai
lie
pa
Tr

Nicholas William Leeson, escorté ici par un policier de Francfort. (Photo AP.)

LE FIGARO, 3/3, page 12.

